

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**INTEGRATION NATIONALE :
Le cas des Kurdes en Turquie**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Onur ÖZTÜRK

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Yeşeren ELİÇİN

NOVEMBRE 2009

À Roni Güney Uzunyayla

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier tout d'abord ma directrice Mme. Yeşeren Eliçin, qui m'a toujours soutenu avec sa sagesse et patience. Je sentirais toujours la gratitude pour l'aimable attention de Mme. Eliçin.

Je tiens également à remercier mon épouse Ayça. Sans elle, je ne pouvais pas terminer tout cela. Et bien sûr, je voudrais remercier ma famille : leur existence est une raison suffisante pour avoir de l'espoir.

Il est aussi un devoir pour moi de remercier mes chers amis Cemil Yıldızcan, Dâra Elhüseyni, Delal Aydın, et Özge Özyılmaz, qui m'ont toujours encouragé à continuer.

TABLES DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	iii
TABLE DES MATIÈRES.....	iv
ABREVIATIONS.....	vi
FIGURES.....	vii
TABLEAUX.....	viii
RESUMÉ.....	ix
ABSTRACT.....	x
ÖZET.....	xi
INTRODUCTION.....	1
1. L'INTEGRATION NATIONALE.....	7
1.1. La nation en tant qu'une catégorie dynamique et historique.....	8
1.2. L'État-nation en question	15
1.3. L'ethnicité vs. l'État-nation.....	20
1.4. Le pratique de l'intégration nationale	29

2. UN NOUVEAU REGARD A LA QUESTION KURDE DANS LE CADRE DE L'INTEGRATION NATIONALE	38
2.1. Quelques caractéristiques de la question kurde	40
2.2. La conjoncture contemporaine : Les nouveaux paramètres de la question kurde.....	46
2.2.1. Compter les Kurdes « approximativement »	46
2.2.2. La société kurde dans le contexte de langue, d'identité et d'urbanisation	66
2.2.2.1. La langue et l'identité.....	66
2.2.2.2. L'urbanisation et l'identité.....	70
2.2.2.3. La classe et l'identité	79
3. PEUT-ON INTEGRER LES KURDES DANS « UNE NOUVELLE NATION » ?	89
3.1. Diverses alternatives pour la résolution de la question kurde	91
3.2. Les Kurdes et l'Etat unitaire	97
3.2.1. La terre et la pauvreté	103
3.2.2. Le capitale kurde ?.....	106
3.3. La discussion finale : Quel avenir ?.....	109
CONCLUSION.....	123
BIBLIOGRAPHIE.....	130

ABREVIATIONS

AKP	: Adalet ve Kalkınma Partisi (Parti de la Justice et du Développement)
DPT	: Devlet Planlama Teşkilatı (Organisation de Planification d'État)
GAP	: Güneydoğu Anadolu Projesi (Projet de l'Anatolie du Sud-est)
HÜNEE	: Hacettepe Üniversitesi Nüfus Etüdüleri Enstitüsü (Institut d'Etudes démographiques de l'Université Hacettepe)
MERIP	: Middle East Research and Information Project
ONU	: Organisation des Nations unies
OSCE	: Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PIB	: Produit intérieur brut
PKK	: Partiya Karkerên Kurdistan (Kürdistan İşçi Partisi – Parti des Travailleurs du Kurdistan)
TNSA	: Türkiye Nüfus ve Sağlık Araştırmaları (Enquêtes démographiques et sanitaires de la Turquie)
TRT	: Türkiye Radyo ve Televizyon Kurumu (Société publique de radiodiffusion et de télédiffusion)
TÜİK	: Türkiye İstatistik Kurumu (Institution statistique de la Turquie)
UE	: Union européenne
URSS	: Union des Républiques socialistes soviétiques

FIGURES

- Figure 2.1** : Les villes de la Turquie selon les taux de natalité moyens, élevés et très élevés 65
- Figure 2.2** : Les villes de la Turquie selon les taux de natalité faibles, moyens, élevés et très élevés 65

TABLEAUX

Tableau 2.1 : Les résultats des recensements 1935 et 1965.....	52
Tableau 2.2 : Les estimations de population kurde par divers auteurs / sources	56
Tableau 2.3 : La cote des 21 villes selon les taux de migration net (1990 – 2000)...	77
Tableau 2.4 : Les taux d'urbanisation des 21 villes	79

RESUMÉ

Le sujet de ce mémoire est la question kurde en tant que l'objection la plus importante et sérieuse à la mode de fondation de l'Etat-nation en Turquie. En partant de la question de savoir où en sommes-nous dans le processus de construction de l'État-nation en Turquie, nous avons essayé de décrire les divers aspects sociopolitiques et culturels de la question kurde afin de la comprendre tout d'abord et ensuite de discuter son importance en termes d'un conflit ethnopolitique.

Le mémoire essaie de discuter cette problématique: À la phase actuelle, quel est le stimulus psycho-sociale, qui favorisera les Kurdes en Turquie de prendre du recul de leurs tendances séparatistes historiques et actuelles, et comment peut-on rendre ce stimulus effectif dans l'arène politique actuelle? Nous établissons cette problématique sur ce chemin : L'État de la République de Turquie doit établir un nouveau lien avec la société kurde ; une société qui se distingue ethniquement, qui se politise sur ce chemin, qui vit sur une unité territoriale distinctive et qui possède un potentiel fort vers la revendication de sa propre souveraineté nationale en termes historiques. En considérant sa structure unitaire, L'État doit établir un tel lien que ceci dissuaderait les masses kurdes des tendances autonomistes et les convaincrerait à vivre sous une nouvelle identité nationale compréhensive d'une manière pacifique. Dans ce mémoire, nous discutons ce nouveau lien et ce stimulus, dans le cadre de la conception de « l'intégration nationale », en termes de l'une des alternatives de résolution pour la question kurde.

ABSTRACT

The subject of this thesis is the Kurdish question, as the most important and serious objection to the mode of foundation of the nation state in Turkey. Starting from the question of where are we now in the process of building the nation-state in Turkey, we have tried to describe the various socio-political and cultural aspects of the Kurdish question in order to understand first and then discuss its importance in terms of ethno-political conflict.

The study tries to discuss this problematic: At this stage, what is the psycho-social stimulant, which will encourage Kurds in Turkey to step back from their historical and current separatist tendencies, and how can we make this stimulant effective in the political arena today? We base this problematic on this ground: The State of the Republic of Turkey should establish a new relationship with the Kurdish society; a society which differs ethnically, which has politicized in this way, which is living on a distinctive territorial unit, and which has a strong potential to claim its own national sovereignty in historical terms. Considering its unitary structure, the State must establish such a link that this would deter the Kurdish masses from the separatist tendencies and convince them to live under a new comprehensive national identity in a peaceful manner. In this thesis we discuss this new relationship and that stimulant, in the context of the concept of “national integration”, in terms of an alternative resolution to the Kurdish question.

ÖZET

Bu tez çalışmasının konusu, Türkiye’de ulus-devletin kuruluş biçimine yönelik ortaya çıkan en önemli ve ciddi itiraz olarak Kürt meselesidir. Türkiye’de ulus-devletin kuruluş sürecinin neresindeyiz sorusundan yola çıkarak, öncelikle Kürt meselesini anlamak ve ardından bir etnopolitik çatışma olarak önemini tartışmak üzere, tezde meselenin çeşitlik sosyopolitik ve kültürel veçheleri tartışılmaktadır.

Tez çalışmasının temel aldığı problematik şudur: Gelinen aşamada, Türkiyeli Kürtleri tarihsel ve güncel nitelikteki ayrılıkçı eğilimlerinden geri adım atmaya teşvik edecek psikososyal etken ne olabilir ve bu etken, güncel siyasi arenada nasıl etkili hale getirilebilir? Bu problemiği yerleştirdiğimiz zemin ise şu şekilde açıklanabilir: Türkiye Cumhuriyeti Devleti, etnik bakımdan farklılıklar taşıyan, bu bağlamda siyasallaşan, belirgin bir teritoryal birim üzerinde yaşayan ve kendi ulusal egemenliğini talep etme yönünde güçlü bir potansiyel taşıyan Kürt toplumu ile yeni bir ilişki tesis etmelidir. Üniter yapısı göz önüne alındığında, devlet, Kürtlerle öyle bir bağ tesis etmelidir ki bu, Kürtlerin geniş kesimlerini ayrılıkçı eğilimlerinden caydırabilmeli ve onları yeni ve kapsayıcı bir ulusal kimlik altında barışçıl bir biçimde yaşamaya ikna edebilmelidir. Tez çalışmasında bu yeni ilişki ve söz konusu uyarıcı etken, Kürt meselesine bir çözüm alternatifi olarak “ulusal entegrasyon” kavramı bağlamında tartışılmaktadır.

INTRODUCTION

Où en sommes-nous dans le processus de construction de l'État-nation en Turquie? Il y a 20 ans que cette question excite plusieurs chercheurs qui étudient dans le domaine de sciences sociales. Si on doit formuler deux dynamiques qui déterminent essentiellement cette question, on peut dire que la première c'est la conception de l'identité qui a pris de nouvelles formes de problématisation en sciences sociales. Pour la deuxième, on peut dire que les secteurs sociaux, qui avaient des rapports latents conflictuels avec l'identité nationale dominante depuis la fondation de la République en Turquie, ont augmenté leurs visibilitées sociales, et parallèlement, ils ont organisé leurs objections politiquement à la mode de fondation de l'État-nation.

Ce mémoire peut être lu dans la continuation des efforts afin de répondre cette question. D'autre part, on doit souligner qu'une réponse exhaustive à cette question ne sera pas recherchée ici. De plus, on n'observera pas les objections levées contre l'identité nationale dominante par divers secteurs, et également leurs revendications de reconnaissance. Le sujet de ce mémoire est seulement et complètement la question kurde en tant que l'objection la plus importante et sérieuse à la mode de fondation de l'État-nation en Turquie.

Nous pouvons expliquer la raison pour laquelle nous limitons le sujet d'une telle manière: La question de savoir où en sommes-nous dans le processus de construction de l'État-nation en Turquie, se connecte toujours à la question kurde en tant qu'une question ethnopolitique et qu'une dynamique de conflit. Car, si ce processus de la construction d'un État-nation souverain va la main dans la main avec une autre revendication de la souveraineté nationale, ce qui coïncide avec lui en termes territoriales, donc, il semble impossible de dire qu'on a établi l'État-nation en Turquie. Alors, tant que la lutte politique des Kurdes de la Turquie inclut une telle revendication de la souveraineté nationale, elle se devient le point focal de ce mémoire, sous le titre de « la question kurde ».

D'autre part, nous devons clarifier ce que nous comprenons par « la question kurde ». Fondamentalement, on peut la considérer dans la catégorie des questions ethniques qu'on peut distinguer aux pays et sociétés modernes. Tout d'abord, toute la question ethnique signifie les revendications pour la reconnaissance, l'identité, la terre, et la souveraineté, soulevées contre la souveraineté nationale d'un quelque pays, par le(s) groupe(s) ethnique(s) subalterne(s). Bien sûr, cela signifie la totalité des conflits sociopolitiques (violents ou non) qui sont engendrés de ces revendications. Donc, c'est ce mode de l'interaction stressée (entre le groupe ethnique et le mode de domination du pays où ce groupe vit) qui transforme l'existence d'un quelque groupe ethnique en une « question ». Cette tension est toujours politique, et elle toujours symbolise une menace contre l'idéal de « l'unité nationale » du pays mentionné.

La question kurde de la Turquie est aussi une question ethnopolitique que nous avons définie ci-dessus globalement. D'autre part, puisque ce mémoire ne va pas s'intéresser spécialement à la définition de cette question, nous ignorons les différenciations entre les diverses définitions de la question kurde, et au plan le plus général, nous acceptons cette explication-là : La question kurde signifie la totalité des pratiques des sujets politiques nationalistes kurdes, qui combattent avec les dynamiques nationales de la modernisation turque, et des tensions et conflits (historiques ou actuelles) qui sont engendrées par la mobilisation politique dans la société kurde.

Dans ce contexte, nous pouvons formuler la problématique ce que ce mémoire traite : à la phase actuelle, quel pourrait être le stimulus psycho-sociale, qui favorisera les Kurdes en Turquie de prendre du recul de leurs tendances séparatistes historiques et actuelles, et comment peut-on rendre ce stimulus effectif dans l'arène politique actuelle? La prémisses essentielle de cette problématique c'est qu'on n'a pas pu assimiler la population kurde de la Turquie, à une identité turque compréhensive depuis la fondation de la République. Un pas avant, nous proposons cette hypothèse : la perspective assimilationniste vers les Kurdes s'est effondrée, et l'identité kurde, en tant qu'une identité d'un groupe ethnique, est reconnue par l'État. A propos de cette hypothèse, nous voyons cette preuve unique suffisante : Indépendamment du consentement des Kurdes et de la création de la chaîne de TRT6, on peut dire qu'une chaîne de télévision en langue kurde au sein de la société publique de radiodiffusion

et de télédiffusion (TRT – *Türkiye Radyo ve Televizyon Kurumu*), est une bonne preuve pour cela.

Pendant que l'idéal d'une « nation unique », qui pourrait être considéré comme le *telos* de la construction de l'État-nation en Turquie, s'effondre -de manière à la fois *de facto* et *de jure*- la question kurde obtient également un nouveau contexte. Cela signifie que l'expérience de la lutte politique des Kurdes (ce qui « musarde » entre la reconnaissance partielle et l'émancipation complète) a fait un progrès vers la reconnaissance de leur existence en tant qu'un groupe ethnique. De cette manière, il est possible de dire que la lutte politique kurde peut s'évoluer vers une direction de l'autonomisation en termes politique et administrative de la République de la Turquie. Voilà le chemin sur lequel la problématique que nous avons proposé au-dessus trouve sa signification : L'État de la République de Turquie doit établir un nouveau lien avec la société kurde ; une société qui se distingue ethniquement, qui se politise sur ce chemin, qui vit sur un territoire distinctive historiquement et qui possède un potentiel fort vers la revendication de sa propre souveraineté nationale en termes historiques. En considérant sa structure unitaire, L'État doit établir un tel lien que ceci dissuaderait les masses kurdes des tendances autonomistes et les convaincrerait à vivre sous une nouvelle identité nationale compréhensive d'une manière pacifique.

Dans ce mémoire, nous discutons ce nouveau lien et ce stimulus, dans le cadre de la conception de « l'intégration nationale », en termes de l'une des alternatives de résolution pour la question kurde. La raison pour laquelle nous indiquons cela parmi les autres alternatives de résolution sera expliquée détaillée dans le troisième chapitre. Mais nous pouvons faire une explication déjà: Dans les circonstances actuelles, l'État de la République de Turquie a quatre options face à la question kurde: *l'assimilation, le mutisme / l'ajournement, la sécession et l'intégration*. Nous affirmons dans cette thèse que toutes les autres alternatives sauf un projet de « l'intégration nationale », sont devenues invalides historiquement et actuellement en ce qui concerne la question kurde. Comme nous verrons les raisons plus en détail dans le troisième chapitre, parmi ces quatre options, les deux premiers ont été essayés et ont échoué. Le troisième est impossible en raison de l'équilibre politique actuel au Moyen-Orient et des incapacités politiques de la société kurde.

Par conséquent, nous suggérons que la dernière option, l'intégration, est celui qui est la plus faisable.

Nous utilisons la conception de « l'intégration nationale » en référence à Anthony Birch (1989). S'il faut expliquer cette conception plus clairement ; l'intégration nationale, si elle est examinée en ce qui concerne la République de la Turquie qui lutte avec la question kurde, décrit-elle l'état actuel achevé après 85 ans de lutte pour transformer l'infrastructure d'un empire multiculturel à un État-nation monoculturel. Par conséquent, le projet d'intégration, que l'État dispose, ne dépeint pas la négation ou l'anéantissement de l'identité kurde, qui est l'un des obstacles essentiels sur leur chemin vers le but. Au contraire, le projet signifie un contrat ce qui sera signé avec cette société et son identité. Ensuite, nous pouvons dire que le processus d'intégration comprend les phases de l'arrangement, de la signature et de la mise en œuvre de ce nouveau contrat avec la société kurde.

Enfin, nous pouvons mettre notre hypothèse essentielle dans les contextes de la question kurde et de l'intégration nationale : Bien que nous proposons qu'un projet d'intégration nationale concernant la résolution de la question kurde soit l'option unique pour l'État de la République de Turquie, notre vrai accent dans le cadre de ce mémoire, c'est qu'un tel projet (sans considérer ses détails) est paradoxal pour la structure unitaire de l'État. Les facteurs qui causent cela seront discutés dans les chapitres suivantes, mais à ce point-là, indiquons quelques aspects de cette hypothèse : A notre avis, la structure unitaire de l'État lui-même sera un obstacle en face des tentatives de l'État afin de maintenir une nouvelle intégration nationale qui comprend la société kurde aussi, et, par conséquent, ce processus va exiger qu'il se restructure. Ce qui va lier les Kurdes à un idéal de l'avenir commun et à une nouvelle identité nationale de la Turquie c'est de leur fournir la capacité de se gouverner dans les territoires dans les frontières de la Turquie sur lequel ils vivent traditionnellement. En d'autres termes, l'intégration nationale qui implique de former un nouveau contrat avec la société kurde contient structurellement un nouveau statut territorial pour les Kurdes. Par conséquent, nous estimons que le projet d'intégration nationale, qui sera mis en œuvre sous les auspices de l'État unitaire structurée simple, va transformer l'État en un État qui a une structure hybride / complexe.

Dans ce sens-là, nous devons indiquer que nous déterminons l'intégration nationale en tant que l'option *la plus applicable* parmi les autres options de

résolution de la question kurde, dans les conditions actuelles. Cependant, nous voulons y ajouter également que l'effet transformateur d'un tel projet, est ouvert. La conception de « partage du pouvoir complexe » (*complex power-sharing*) formulée par Wolff (2009), est la conception *la meilleure à discuter* parmi ces alternatives ouvertes. Le mémoire suggère que la question kurde de la Turquie peut -et doit- être discutée autour de cette conception de « la partage du pouvoir complexe » avec les soutiens des recherches qualifiées qui seraient réalisées plus tard.

Ce mémoire comporte de trois chapitres. Dans le premier chapitre, en avançant la notion d'intégration nationale qui est le composant essentiel du processus de fondation des États-nations, nous nous sommes concentrés tout d'abord sur les phrases qui produisent la nation et l'identité nationale comme des motifs de conciliation des diverses communautés culturelles. Mettant l'accent sur « l'intégration nationale », ce chapitre n'a pas tendance à analyser le concept plus large de « la construction de la nation » (*nation-building*) à travers l'histoire. Au lieu de cela, il se concentre sur les processus de la construction et de la maintenance des États-nations qui contiennent des diverses communautés culturelles ou ethniques. Dans ce chapitre, la notion d'intégration nationale est considérée comme un concept clé pour illustrer la création des communautés multiculturelles et des États-nations multi-éthniques qui sont structurée sur ces communautés. D'ailleurs, dans le premier chapitre, nous avons ainsi souligné qu'on peut traiter cette notion comme une reconstruction en cherchant toujours des possibilités de la redéfinir en dehors des limites mais toujours parmi les caractéristiques de la forme de l'État-nation moderne. Selon cette définition, l'intégration nationale est un processus pendant lequel on cherche et on applique les propositions afin de résoudre les problèmes liés aux clivages ethniques et aux questions d'identités qui représentent les groupes ethniques et qui deviennent une problématique politique -après le processus de la fondation nationale au point de vue politique et militaire- devant les identités nationales.

Pour adapter le concept d'intégration nationale dans le contexte de la question kurde, nous avons discuté les attributs de la question kurde en Turquie dans le deuxième chapitre. Après cela, nous avons abordé la question sous la lumière des paramètres actuels et mis en évidence certaines nouvelles dynamiques. Nous avons discuté la façon dont la population kurde est devenue une question par rapport aux paramètres de langue, d'identité, d'urbanisation, des classes sociales, de pauvreté et

de migration forcée, telle que nous avons examiné leurs caractéristiques démographiques.

Dans le troisième et le dernier chapitre, nous avons essayé d'obtenir une synthèse de ce que nous avons discuté dans les deux chapitres précédents. Nous avons souligné que la question kurde, en tant qu'une dynamique sociopolitique, rend l'organisation de l'État-nation et la souveraineté de l'État unitaire en Turquie problématique et donc les risque-t-elle. Après avoir mis l'intégration nationale comme la seule option possible pour la résolution, nous avons discuté le contexte paradoxal d'un tel projet d'intégration. Dernièrement, nous avons indiqué que la conception de « partage du pouvoir complexe » (*complex power-sharing*) (Wolff, 2009) ce qui est l'une des théories de « consociationalisme », peut se devenir en un bon outil d'analyse pour la question kurde de la Turquie. Dans la conclusion, nous avons reformulé les évidences de la discussion du mémoire.¹

¹ Je voudrais noter une dernière chose sur ce mémoire : Depuis les mois du printemps de 2009, le gouvernement actuel du Parti de la Justice et du Développement augmente ses efforts pour une résolution de la question kurde. Ces efforts, incluant la possibilité de contacter avec le PKK, est nommé d'abord comme « l'expansion » ou « l'ouverture kurde », et puis, ils l'ont changé avec celui « démocratique ». Dans la période où j'ai préparé les hypothèses essentielles de ce mémoire, et commencé à l'écrire, encore un tel processus d'expansion concrète ou planifié n'avait aucune signale dans l'horizon. Pour cette raison-là nous avons décidé de ne pas prendre en considération tous ces efforts incomplets du gouvernement, afin de garder la cohérence.

1. L'INTEGRATION NATIONALE

Ce chapitre, en avançant la notion d'intégration nationale qui est le constituant essentiel du processus de fondation des État-nations, se concentrera sur les phases qui produisent l'«identité nationale» comme motif de conciliation des diverses communautés culturelles. Si l'on positionne la catégorie de «nation» comme un élément descriptif simple et rejette son historicité, la «nation» compterait comme un élément qui différencie les communautés humaines du monde sur la base de facteurs géographiques, économiques, culturels et politiques. D'autre part, étant une catégorie dynamique et historique, la nation n'est rien mais une phrase dans l'histoire de l'organisation sociale de l'humanité. Par conséquent, la nation est une construction historique et un organisme. C'est pourquoi ce chapitre, le recentrage sur les discussions de nation, mettra l'accent sur la construction de la nation comme un processus politique et exceptera les essences statiques de la nation.

De l'autre côté, par définition, le concept de nation est trop complexe pour généraliser ou figer. L'une des raisons fondamentales de cette déclaration réside dans la corrélation définitive entre l'État comme un organisme politique et la nation comme une communauté d'identité commune. En raison de la différenciation formelle des organismes d'État-nation, la définition de la catégorie de la nation devient plus compliquée. Mettant l'accent sur «l'intégration nationale», ce chapitre n'a pas tendance à analyser le concept plus large de «la construction de la nation» à travers l'histoire. Au lieu de cela, il se concentre sur les processus de la construction et l'entretien des États-nations qui contiennent des diverses communautés culturelles ou ethniques. Dans ce contexte, la notion d'«intégration nationale» sera considérée comme un concept clé pour illustrer la création des communautés multiculturelles et des États-nations multi-éthiques qui sont structurée sur ces communautés.

Convaincre / contraindre les communautés culturellement différentes de vivre dans un territoire défini et d'être lié à une souveraineté commune, « la construction nationale » ne peut être traitée comme un processus unilatéral. Car, le processus de construction peut fonctionner comme la recherche de la conciliation des unités

culturelles à engendrer une unité politique ou elle peut fonctionner comme le régulateur des relations entre les communautés politiquement et socialement hiérarchisée. Cela signifie, en conséquence des motifs historiques, le processus de la construction nationale peut privilégier une unité culturelle/ethnique notamment dans le processus de détermination de l'identité nationale. Ainsi, comme l'agent de la souveraineté nationale, le pouvoir politique émergent affecte l'identité de cette unité en particulier l'identité « nationale », tout en rendant les autres identités culturelles invisibles grâce à son autorité. En fin de compte, dans quelle mesure le pouvoir politique se sert de son autorité est une question essentielle dans le contexte de l'intégration nationale et historiquement, la réponse varie sur une grande échelle de la pratique de l'assimilation à la reconnaissance d'une autonomie aux minorités nationales diverses.²

D'autre part, il faut souligner que la «construction nationale» n'équivaut pas seulement à la construction de la structure de l'État-nation par une communauté, mais une construction permanente qui comporte de nombreuses crises. C'est-à-dire l'État-nation, comme le pouvoir politique institutionnel dominant le territoire et la population, s'affronte les crises du capitalisme qui pourrait être considéré comme la matrice de la nation. Tout comme le capitalisme, qui définit les relations dominantes de la production et de la distribution, l'État-nation cherche une solution à sa propre crise aussi, et il peut passer aux différentes formes de l'exercice du pouvoir politique. À cet égard, l'objectif de cette thèse n'est pas simplement celui de discuter le moment de la construction, mais aussi la crise qui a suivi, des conflits ultérieurs et les instruments utilisés pour la solution de ces défis. En bref, dans ce chapitre, « l'intégration nationale » sera considérée comme une unité conceptuelle pour analyser les processus de construction et de reconstruction des États-nations.

1.1. La nation en tant qu'une catégorie dynamique et historique

Historiquement, tous les concepts de nation, d'identité nationale et d'État-nation sont des produits de l'ère moderne. Le passage d'un monde emporté par quelques empires au monde moderne d'aujourd'hui divisé en près de 200 États-nations n'est pas aussi long: C'est aussi tard que les deux derniers siècles que les

² Pour une bonne critique de littérature des débats sur la conceptions de la nation et du nationalisme voir, Dawisha : 2002.

communautés humaines se sont ajustées de vivre dans une géographie politique qui diminue progressivement. Dans l'ère moderne, le sentiment d'appartenance des hommes est devenu anonyme, et donc leur perception spatio-temporelle a commencé à comprendre une collectivité plus large. Actuellement, la nation est toujours l'unité dominante de cette collectivité, mais certainement elle élargit sa gamme.

Il y a encore un débat qui se poursuit sur la prétention à l'universalité de la modernité maintenu depuis l'époque des Lumières. Mais à part cela, la domination du capitalisme sur le monde, comme un système moderne de la production, distribution et de régularisation, est le fait essentiel sur lequel tout le monde serait compromis de toute façon. Certainement, en termes de statut socio-économique, les dynamiques de développement et de changement des différentes communautés ne sont ni homogènes ni égales. Pourtant, la division de ces communautés en unités provient déjà de la forme d'organisation par les différents systèmes politiques, économiques et sociaux. Plus clairement, les communautés vivant dans la zone frontalière des États souverains sont des sujets des histoires différentes de la même période. Ce qui dissocie ces histoires, ce sont les étiquettes des divers États écrites *au nom de* diverses nations.

« La Nation et l'État » sont toujours l'un des problèmes qui éveille la plus grande enthousiasme des sciences sociales. Les interprétations structuralistes et poststructuralistes prévalent dans ce domaine. Wallerstein (1993) propose d'aborder les relations socio-historiques par l'intermédiaire de sa conceptualisation « système monde ». Il insiste sur l'organisation de l'État comme le déterminant fondamental de la catégorie de « nation », car elle précède et construit la « nation »: *«Un regard systématique sur l'histoire du monde moderne montre, je crois, que dans presque tous les cas, un État précédé la nation, et non l'inverse, malgré le fait qu'un mythe prétendant le contraire soit répandu»*. (Wallerstein, 1993: 103) Wallerstein fonde cette analyse sur le concept de « passéité » qui est la dynamique de la communauté pour venir autour d'une identité de groupe particulier. Pour lui, la passéité *« est un élément central dans la socialisation des individus, dans le maintien de la solidarité de groupe, dans l'établissement ou la contestation de la légitimation sociale »*. (Wallerstein, 1993: 99) Alors, « la passéité », dans l'analyse de Wallerstein, est l'élément constructif constant de la formation de l'identité collective des communautés et elle est donc composée de la construction et de la progression du

système moderne mondial. Dans ce contexte, Wallerstein met la notion « passéité » en corrélation avec une autre notion *peoplehood* et il explique toutes les unités sociales basées sur l'identité en fonction de ce concept. Ainsi, non seulement la catégorie de la nation, mais aussi la « race » en tant qu'un concept à l'origine génétique et l'« ethnie » comme un concept plus mobile, sont les dérivés fonctionnels politiques de *peoplehood* dans le « système monde ».

« Chacun des trois termes modaux [race, nation et ethnie] repose sur l'une des caractéristiques structurelles fondamentales de l'économie mondiale capitaliste. Le concept de 'race' est lié à la division axiale du travail dans l'économie monde, le centre - périphérie antinomique. Le concept de 'nation' est lié à la superstructure politique de ce système historique, les États souverains qui dérivent et forment du système interétatique. Le concept d'ethnie' est lié à la création de la structure des familles qui permettent la maintenance des éléments vastes de la main-d'œuvre non salariée dans l'accumulation du capital. Aucun des trois termes n'est directement lié à la classe. C'est parce que 'classe' et '*peoplehood*' sont orthogonalement définis, qui, comme nous le verrons est l'une des contradictions de ce système historique. » (Wallerstein, 1993: 100)

Développant son analyse dans le cadre du paradigme marxiste, Wallerstein évalue *peoplehood* en tant qu'un *Gemeinschaft* et comme une ressource pour la nation et comme une institution politique dans le contexte de la formation du système mondial moderne. D'autre part, Wallerstein, en soulignant que la nation est une certaine forme des rapports de production capitalistes, plutôt que le résultat direct d'eux, il distingue des interprétations traditionnelles/orthodoxes du marxisme, dont l'exemple le plus clair se trouve à Staline (1994). En fait, Wallerstein établit la catégorie de la nation comme une institution historique construite politiquement sur *peoplehood* et, construit, sa macroanalyse sur une ligne similaire à celle des théoriciens structuralistes qui insistent sur la dimension volontaire du processus de construction de la nation.

Benedict Anderson, qui place cette dimension volontaire précitée au centre de son œuvre « *Imagined Communities* », définit l'État ainsi: « *Dans un esprit anthropologique, alors, je propose la définition suivante de la nation: c'est une communauté politique imaginée - imaginée à la fois comme intrinsèquement limitée et souveraine.* » (Anderson, 2004: 20). Cette définition traite le processus de la construction nationale, ce qui se deviendra en État-nation moderne au 20^{ème} siècle, dans le contexte d'une lutte politique dirigée par une volonté libre. Comme une

question de fait, la construction de la nation est réalisée par l'effort conscient et volontaire des élites, qui représentent et manipulent la volonté de l'organisation étatique, plutôt que par une variable indépendante comme *peoplehood*. Selon l'auteur, par exemple, l'édition de livres et de journaux à l'échelle nationale a une importance majeure parmi tous ces efforts. (Anderson, 2004: 52 - 63).

Anderson (2004: 20) cite l'hypothèse de Hugh Seton-Watson, qui dit qu'« *une nation existe quand un nombre important de personnes dans une communauté se considèrent former une nation, ou se comporte comme s'ils en formaient une* » et dans ce contexte, il note également que l'action de «se considérer» dans la citation, doit être interprétée comme «s'imaginer». D'autre part, Anderson formule trois caractéristiques distinctes de la nation qui homogénéise sa situation imaginaire, et de cette manière son assertion montre quelques similitudes avec la thèse qui dit que la nation ne peut se développer que sur le nationalisme politique qui sera une origine pour lui. L'auteur explique les caractéristiques imaginaires comme suit:

« La nation est imaginée comme *limitée*, car même les plus grandes d'entre eux, comprenant peut-être d'un milliard d'êtres humains vivants, a fini, si élastique, frontières, au-delà duquel se situent les autres nations. Aucune nation ne s' imagine pas comme si elle coïncide avec l'humanité. (...)

Elle est imaginée comme *souveraine* parce que le concept est né à une époque où les Lumières et la Révolution ont détruit la légitimité de royaume dynastique hiérarchique ordonné divinement. Qui arrivent à l'échéance à un stade de l'histoire humaine où même les partisans les plus fervents d'une religion universelle sont inéluctablement confrontés au *pluralisme* de vie de ces religions, et l'allomorphisme entre les revendications ontologiques de chaque foi et le tronçon territorial, les nations rêvent d'être libre, et, si en vertu de Dieu, directement ainsi. La jauge et l'emblème de cette liberté est l'État souverain.

Enfin, elle est imaginée comme une *communauté*, parce que, indépendamment de l'inégalité réelle et d'exploitation qui peut prévaloir dans chaque nation, elle est toujours conçue comme une profonde camaraderie horizontale. Au bout du compte c'est cette fraternité qui rend possible, au cours des deux derniers siècles, pour tant de millions de personnes, non pas tant à tuer, aussi volontiers à mourir pour imaginations aussi limitées. » (Anderson, 2004: 21).

Etienne Balibar traite le problème de la construction de la nation sous le titre de « la forme de nation » et il critique l'argument de l'être imaginaire qui est revendiquée par Anderson. Selon Balibar, « *dans le cas des formations nationales, l'imaginaire qui s'inscrit dans le réel de cette façon est celle du 'peuple'* ». (Balibar, 1993: 118) Balibar met ses critiques comme suit:

« Le point crucial est la suivante: Qu'est-ce qui fait la nation une 'communauté'? Ou plutôt de quelle manière est la forme de communauté instituée par la nation distinguée particulièrement des autres communautés historiques? Passons tout de suite les antithèses traditionnellement attachées à cette notion, dont la première est l'antithèse entre la communauté 'réel' et 'imaginaire'. *Chaque communauté sociale reproduites par le fonctionnement des institutions est imaginaire*, c'est-à-dire qu'elle est basée sur la projection de l'existence individuelle dans la trame d'un récit collectif, sur la reconnaissance d'un nom commun et sur les traditions vécu comme la trace d'un passé immémorial (même quand ils ont été fabriqués et inculqué dans le passé récent). Mais cela revient à accepter que, sous certaines conditions, seules les communautés imaginaires soient réelles. » (Balibar, 1993: 118)

Balibar, qui répond en effet à sa propre question de la même manière qu'Anderson, précise que ce qui fait d'une nation une communauté, est de nouveau un statut acquis par des moyens politiques. Balibar, dans le même cadre, dénomme la communauté fondée par l'État-nation « ethnicité fictive », mais souligne que cette situation d'être fictive n'est ni « la conversion de coïncidence dans le destin », ni une « illusion », mais elle est alimentée par un pouvoir complètement volontaire et institutionnel. Selon l'auteur, la race et la langue sont les deux déterminants de base de l'ethnicité qui est construite par l'État sous *la forme de la nation*. Et, (bien que nous ne pouvons pas parler d'homogénéité en raison de la méthode), le couple de l'école et de la famille est le moyen de base de l'intervention utilisé par l'État pendant le processus de la formation de la nation. L'auteur souligne que la famille est anonymisée en étant isolé de sa généalogie spécifique, ensuite la langue et la culture sont devenues stéréotypées par le moyen de l'école et il note que ces deux sont les parties les plus importantes du processus de construction de l'ethnicité au niveau matériel dans le cadre du forme de nation. (Balibar, 1993: 121).

Ernest Gellner est remarquable avec son radicalisme parmi les auteurs qui met l'accent sur la dimension volontaire de la construction de la nation. De telle sorte que, la définition de nation de Gellner est critiquée car il offre tout le processus de construction de la nation à la volonté politique, en ignorant les déterminants socio-économiques qui en découlent. Gellner souligne que la forme de nation est un phénomène des temps modernes, et suggère que la volonté et la culture sont deux conditions qui constituent la nation. L'auteur affirme qu'une culture appartenant à un groupe spécifique peut délimiter la nation. Il évalue la volonté, qui se développe le long de la voie de la formation de la nation, comme une unité idéale, au-delà des facteurs historiques et des classes.

« C'est le nationalisme qui engendre les nations, et non l'inverse. Certes, le nationalisme utilise la prolifération des cultures préexistantes, héritées historiquement, ou la richesse culturelle, bien qu'il les utilise de manière très sélective, et souvent, les transforme radicalement. » (Gellner, 1983: 55)

Le sujet de l'historicité de la catégorie de la nation constitue un écart épistémologique entre Gellner et son élève Anthony Smith. Le débat fondamental est de savoir si la nation est un phénomène tout à fait relatif à l'âge moderne, ou pas. Cela peut grosso modo être considéré comme la distinction entre les interprétations primordialistes et modernistes de la construction de la nation. Smith dissidences à la fois de Gellner et des autres auteurs modernistes - structuralistes en ce qu'il met en lumière les liens ethniques et culturels de l'identité nationale allant au passé. On peut dire dans ce contexte que Smith est sur une ligne poststructuraliste en essayant d'éviter épistémologiquement l'holisme et des affirmations universalistes. En fait, selon Smith, il est impossible d'énoncer des critères généralement acceptés pour la nation, compte tenu de sa définition même. Aussi, les paramètres identifiant les nations, en ce qui concerne leurs constructions, montrent des différences assez grandes. En outre, Smith affirme qu'on ne peut pas traiter la nation simplement comme une unité catégorique appartenant à l'âge moderne. Tout comme il existe trois facteurs fondamentaux qui lient toutes les identités nationales formées à l'époque moderne aux ethnies pré-modernes:

« La première est que, historiquement, les premières nations ont été, comme nous le verrons, formé sur la base des noyaux ethniques pré-modernes, et d'être puissants et influents culturellement, ils ont fourni des modèles pour des arrêts ultérieurs de la formation des nations dans de nombreuses régions du globe. La deuxième raison est que le modèle ethnique de la nation est devenue de plus en plus populaire et répandu, non seulement pour les raisons précitées, mais aussi parce qu'il se tenait si facilement sur le type 'démotique' pré-moderne de la communauté qui avaient survécu dans l'ère moderne, dans les nombreuses parties du monde. En d'autres termes le modèle ethnique était sociologiquement fertile. Et troisièmement, même si une nation en devenir ne pouvait se vanter sans antécédents ethniques d'importance et où tous les liens ethniques étaient d'ombre ou fabriquée, la nécessité de forger de toutes les composantes culturelles étaient disponibles une mythologie cohérente et symbolisme d'une communauté d'histoire et de culture est devenue primordiale partout comme une condition de survie et l'unité nationale. La nation en devenir pourrait s'écrouler sans une certaine lignée ethnique. » (Smith, 1991: 42)

L'un des points fondamentaux distinctifs de l'approche de Smith, (qui a également dit l'approche ethno-symbolique) c'est l'accent de l'auteur sur la mémoire collective et les indicateurs symboliques de la nation. En fait, même si la construction de la nation est acceptée comme une lutte et un processus politique, les théoriciens modernistes ne pouvaient pas expliquer suffisamment bien l'importance et la force des éléments rétrospectifs culturels qui sont portés vers l'âge moderne, dans les formations de l'identité. Le dernier peut être vu mieux dans la polémique de l'auteur avec Gellner. Smith relève les points suivants en réponse à Gellner concernant la construction de la nation:

« Il y a (...) une certaine différence entre Gellner et moi-même. Dans la mesure où il est un 'moderniste' sans réserve, Gellner ne prétendra que la nation est non seulement relativement récente, mais, elle est aussi le produit des conditions spécifiquement modernes -ceux de l'industrialisation au début ou à ses prévisions, la mobilité sociale, la nécessité d'une alphabétisation de masse, l'éducation public [etc.]. Ce n'est pas que je trouve cela bon compte, mais que ce n'est qu'une partie de l'histoire. Il y a une autre moitié, et d'autres façons de voir ce phénomène protéiforme. »³ (Smith, 1999: 37)

Dans le domaine des sciences sociales, il n'est pas possible de parler d'une domination paradigmatique parmi les hypothèses avancées concernant le développement de la catégorie de la nation et la formation d'État-nation en tant qu'unité d'hégémonie politique. Outre les distinctions épistémologiques entre eux, aujourd'hui, il est même difficile d'éclaircir une définition élémentaire afin de concilier ce qui concerne l'État-nation et ses racines. D'autre part, les transformations rencontrées dans le système mondial depuis les années 1970, brouillent simplement la catégorie de la nation plutôt que l'éclairer. Parce que, qu'il soit appelé « mondialisation » ou « impérialisme néolibéral », le nouveau système mondial qui a commencé à s'institutionnaliser à partir de 1980 continue d'être structurellement influents sur le monde que nous connaissons et sur sa structuration en État-nation.

³ Gellner répond la critique de Smith qui dit que « il indique juste la moitié de l'histoire ». Gellner : « Il dit, et je crois que c'est le nœud du désaccord entre nous, que le modernisme n'est qu'une partie de l'histoire. Mais si elle dit la moitié de l'histoire, c'est assez pour moi. » (Gellner, 1999: 34)

1.2. L'État-nation en question

Il y a 30 ans qu'elle a été une question remarquable pour les chercheurs que les États-nations, qui viennent d'augmenter quantitativement et de se réduire, ont un certain nombre de tentatives d'articulations et des collaborations au niveau mondial ou régional (Mattli, 1999; Fort et Webber, 2006). Ce qui attire l'attention des chercheurs est le synchronisme des processus bilatérales/opposites concernant la structuration de l'État-nation. Un de ces processus est que l'État-nation est d'accord sur le partage de ses droits de souveraineté avec certains établissements supérieurs / pouvoirs, comme en témoigne dans le cas de l'Union européenne (UE). Deuxièmement, l'État-nation est également d'accord sur le partage de ses droits de souveraineté avec certains établissements qui en dépendent, comme dans le cas des autonomies régionales. Ces deux processus semblent être antagonistes les uns aux autres ; en fait ce qui les rapproche et leur permet de courir dans la même tranche de temps est, sans doute, le développement des forces productives à une vitesse vertigineuse et des changements structurels dans les rapports de production dominants en conséquence. En ce qui concerne le synchronisme en question, une quantité considérable de travaux sous le titre de «régionalisation» et d'«intégration régionale» a recueilli dans la littérature de science politique.

En dehors de « l'intégration régionale », qui est défini comme le « *processus de transformations sociales complexes caractérisées par l'intensification des relations entre États indépendants et souverains* » (De Lombaerde et Van Langenhove, 2006: 9), le régionalisme correspond à un paquet de règlements administratifs qui sont nécessaires pour les États-nations (et pour sa forme d'État unitaire) afin qu'ils puissent renforcer leur capacité d'intégration bidirectionnelle avec les unités de la partie inférieure ou supérieure. Avec le régionalisme, les États-nations, qui sont structurés de manière centralisée, obtiennent une chance de développement de deux manières: d'abord, ils deviennent capables de dissoudre la pression potentielle ou de fait de la désintégration nationale, politique et sociale née des revendications pour la reconnaissance de ces identités locaux / régionaux et ethniques qui sont héritées de l'époque pré-nationale. Deuxièmement, comme on le voit dans le cas de l'UE, ils peuvent ouvrir la voie d'une intégration qui peut aller au-delà de l'État-nation et qui marche sur les régions. Par conséquent, par l'intermédiaire des identités régionales qui sont renforcées et améliorées par le régionalisme, il

devient possible d'obtenir une définition moins problématique et plus récente de l'identité nationale. Ainsi, en intégrant les mécanismes éraillés des États unitaires avec les autres, ces États se rangent aux conditions de la rivalité mondiale qui est stipulé par le capitalisme mondial. En dernière analyse, la dynamique du régionalisme, comme le réaménagement des relations du centre-périphérie à l'échelle nationale dans le cadre de conditions flottantes sociales, économiques et politiques, peut être considérée comme la preuve la plus concrète que la catégorie des États-nations est devenue de toute évidence problématique dans de nombreuses directions.

Il semble que les intellectuels ont formé deux clans, dont l'un se félicite le processus tandis que l'autre l'injurie, à travers les discussions passionnantes depuis 1980 quant à savoir si les États-nations sont entrés dans la phase de désintégration, ou non. Les intellectuels dans la première clique saluent la situation comme la victoire normative du libéralisme en ce que les frontières formées par l'État-nation et les lois répressives spécifiques peuvent être mis en question à l'échelle universelle. Ils formulent la situation tout à fait simpliste comme suit: « la critère d'un ordre juridique démocratique » est globalement devenu un statut normatif, et ce développement enregistre les valeurs universelles de l'humanité depuis les barrières de l'État-nation. D'autre part, ceux qui sont dans le deuxième camp, bien qu'ils aient aussi s'approprié les mêmes valeurs démocratiques, occupent une objection à la situation que les transactions fiscales déchaînées, qui engendrent une économie supranationale, commencent à exulter ce que l'État social de bien-être a acquis en faveur des classes ouvrières. Et une autre section dans le même groupe affirme que les identités nationales dominantes sont hybridées et les membres de ce groupe contreviennent à cette dynamique en faveur des intérêts nationaux. De cette manière, leur objection se fonde sur la divulgation complètement nationaliste et réactionnaire contre le processus de transformation structurelle globale, à savoir la mondialisation.

S'il n'est pas possible de parler d'une nette domination paradigmatique concernant cette question, nous pouvons dire qu'il y a une conciliation phénoménale sur que l'organisation de l'État-nation est devenue problématique et doit être reconstruite de façon substantielle. On ne peut pas déterminer un seuil pour ce processus historique, mais nous pouvons admettre que le dispositif de l'État moderne a commencé à être transformé depuis la crise pétrolière de 1974, qui était la plus puissante crise économique mondiale rencontrée après la Deuxième Guerre

mondiale. Parce que, après lui, la crise qui s'est propagée dans le monde de l'Amérique latine en 1980, a ouvert la porte à la transformation néolibérale (Amin, 1988).

Nous pouvons traiter ce processus en question dans le cadre de la conceptualisation « la société du risque » argumentée par Ulrich Beck et « la modernité avancée » argumentée par Anthony Giddens. Les développements et les changements radicaux socioéconomiques vécus pendant la deuxième partie du XXème siècle, ce qu'on peut les appeler aujourd'hui la transformation postmoderne, marquent, du fait de la globalisation des marchés, la formation élémentaire des connaissances et des modes de vie. Cette période est formée plutôt par un changement structurel au mode de fonctionnement du capitalisme : désormais, tandis que la consommation des services a gagné de l'importance d'après la consommation des biens, il a apparu une tendance à dépasser le Fordisme et le Taylorisme en organisation de la production et la macroéconomie keynésienne en faveur de la dérégulation des marchés. Avec les années 1960, on a commencé à parler des sociétés postindustrielles. David Harvey, qui élabore ce processus dans l'interaction avec ses conséquences sur la culture, souligne le facteur déterminant des crises circulaires du capitalisme :

« Depuis les crises de suraccumulation étincelle généralement la recherche de résolutions spatiales et temporelles, ce qui crée un sentiment écrasant de compression du temps et de l'espace, on peut aussi s'attendre à des crises de suraccumulation à suivre par les mouvements fortes de l'esthétique. La crise de suraccumulation qui a commencé dans les années 1960 et qui a atteint son paroxysme en 1973 a généré exactement un tel résultat. L'expérience du temps et l'espace a changé, la confiance dans l'association entre les jugements scientifique et moral s'est effondré, l'esthétique a triomphé de l'éthique comme un premier souci du social et intellectuel, des images dominant les récits, l'éphémère et de la fragmentation ont priorité sur les vérités éternelles et politique unifiée, et les explications sont passés du domaine du matériel et des échouements politico-économique vers un examen des pratiques d'autonomie culturelle et politique. » (Harvey, 1991: 342)

Ces changements –spécialement ceux qui peuvent se définir négatifs pour la nature- ont eu des conséquences sur la pensée intellectuelle : on a problématisé le projet des Lumières, la Raison, en bref la modernité avec ses institutions dans sa totalité. Parmi les critiques faites sur la modernité, la pensée postmoderne s'est précisée avec son radicalisme dans le plan épistémologique. Les penseurs postmodernes ont proposé que ces changements et développements montrent qu'on

vivait une étape de transformation postmoderne. C'est-à-dire, c'était un passage de la modernité à la postmodernité.

De l'autre côté, quelques penseurs ont refusé cette assertion. Selon eux, ces changements ne prouvaient pas un tel dépassement –ou une rupture- de la modernité. Au contraire, ils ont proposé qu'on vive une étape avancée de la modernité. En acceptant quelques dépassements précis –plutôt épistémologiques- leur critique des penseurs postmodernes se focalise sur le plan épistémologique. Giddens est l'un de ces penseurs qui problématisent la pensée postmoderne. Il propose la théorie de la structuration contre le déconstructionisme des postmodernes. Selon lui, « *l'activité des humains, qu'elle soit individuelle ou collective, prend de plus en plus la forme d'une 'expérimentation quotidienne'* ». (Giddens, 1993: 32) Giddens rejette l'idée que nous sommes en train de quitter la modernité et d'entrer dans la postmodernité. Il rejette le postmodernisme qui prétend cette entrée, et il accuse cette idéologie d'être incohérente. Parce que, selon lui, l'assertion qui dit que les grands récits sont morts est un grand récit, aussi. Selon Giddens, les postmodernistes n'accostent pas à résoudre cette contradiction. (Giddens, 1993)

Giddens soulève le concept de « haute modernité » ou « modernité avancée » en place du concept de postmodernité, et il essaie de développer sa théorie critique. Il distingue quatre dimensions de la modernité –capitalisme, industrialisme, surveillance et militarisme- et il recherche les formations avancées de ces dimensions dans l'étape avancée. Selon Giddens, les postmodernistes comme Lyotard (1979) qui disent « *la responsabilité est la cœur de l'éthique* » érodent les problèmes de l'éthique. Les problèmes de l'éthique ne diminuent pas, mais au contraire, ils s'accroissent. Alors qu'il accepte quelques ruptures épistémologiques en disant « *fondationnalisme est mort* », il refuse le relativisme et le principe de la contextualité des postmodernistes.

Giddens analyse la société moderne, dans le contexte d'être post-traditionnel. « *La modernité est un ordre post-traditionnel dans lequel la question 'comment vais-je vivre?' doit être répondu dans les décisions journalières pour savoir comment se conduire, quoi à porter et quoi à manger –et beaucoup d'autre choses- aussi bien que interprétés dedans le déploiement temporel d'auto-identité* » (Giddens, 1991: 14). Selon Giddens, le risque c'est l'apocalypse et la société moderne précise les risques. Au contraire de la société traditionnelle, l'individu vivant dans la société

post-traditionnelle ne peut pas renvoyer aux forces surnaturelles, il doit se confronter avec eux. Pour cette raison, la société moderne –post-traditionnelle- visualise les risques. « *Le climat de risque de la modernité est donc inquiétant pour tous : personne ne peut s'échapper* » (Giddens, 1991: 124). Ici, « *personne* » représente tous les citoyens du monde affectés par l'existence du risque supranational. La distinction entre l'industrialisme et le capitalisme explique bien cette supranationalité. Les risques industriels effectifs sur la nature ou les problèmes éthiques des pouvoirs locaux existent sur le capitalisme ou le socialisme.

Une autre critique sur la modernité faite par Ulrich Beck. Il analyse la société postindustrielle autour de la notion de « la société du risque » qui est utilisée aussi par Giddens. Beck l'utilise comme un moyen définitif pour expliquer les transformations socioculturelles et il pose une question : comment peut-on coopérer avec celui qui est indéterminé et incontrôlé ? (Beck, 1992 : 156) L'indétermination gagne beaucoup d'importance dans sa conceptualisation du risque. Selon lui, la structure chaotique de la modernité avancée apparue après la débâcle de la vie sociale déterminée et prévisible de l'État Providence, c'est le fondement de la société du risque. (Beck, 1992 : 99) C'est une combinaison des menaces de l'explosion sociale et des menaces technologiques qui ont des conséquences écologiques non réversibles. Beck distingue la société de la classe de la société du risque et propose qu'alors que le motif essentiel de la société de la classe c'est « j'ai faim », la société du risque dit « j'ai peur » (Bayhan, 2002: 194). La critique de Beck a beaucoup des points communs avec celui des postmodernistes. Mais, il est clair que Beck a une tendance au conservatisme épistémologique. La peur de l'indétermination –un point commun avec les réactionnaires contre la globalisation- est une figure précise et essentielle dans l'analyse de Beck. Outre, alors que les penseurs postmodernistes saluent le chaos, Beck comprend ça comme un risque. Tous deux, Beck et Giddens critiquent les penseurs postmodernistes pour leur accentuation sur le relativisme. Pour eux, le risque signifie l'indétermination. (Lash, 2000 : 47 - 63)

Comme le concept de l'industrialisme de Giddens, la problématisation à l'échelle industrielle et technique de la civilisation moderne faite par Beck, est au dessus du capitalisme. On peut comprendre cette problématisation au niveau de l'industrialisme : les conséquences comprennent le capitalisme, mais non pas l'envers. On peut donner la catastrophe de Tchernobyl comme un exemple pour celui : le

risque est créé par la machine industrielle soviétique, mais tous les deux mondes – capitaliste et socialiste- ont subi des conséquences⁴.

On peut dire que la société du risque qui marque l'instabilité et les menaces sécuritaires de la modernité, ne propose pas une rupture ou un dépassement de la modernité à une époque de la postmodernité telle est défini par les idéologues postmodernes. Selon Giddens, nous sommes dans une époque de transition à la modernité avancée et Beck affirme que cette transition porte des risques, des menaces et des dynamiques incontrôlées. De l'autre coté, ils rejettent la cérémonie de la défaite des grands récits. Selon eux, la temporalité, lui-même est un facteur de risque pour la société.

1.3. L'ethnicité vs. l'État-nation

Après avoir mentionné les références idéologiques et socioéconomiques de la problématisation de catégorie de l'État-nation, on peut évoquer le contexte de l'ethnicité qui apporte le concept d'intégration nationale dans l'ordre du jour, en interaction avec cette problématisation. Dans ce sous-chapitre, nous allons discuter l'ethnicité qui pourrait être considéré comme un bateau de brise-glace traversant un passage glaciaire constitué des identités nationales et aussi discuter l'organisation des identités ethniques comme un réseau conceptuel et social. De ce fait, nous aurons la chance d'observer la relation entre la politique d'intégration nationale, les conflits ethniques et les mouvements de libération nationale.

Glazer et Moynihan (1975) qui sont bien connus avec leurs études sur les groupes ethniques, énoncent que le terme d'ethnicité a été utilisé premièrement par David Riesman au début des années 1950, mais l'utilisation extensive de la notion qui est devenu plus intense au cours des années 1970, a commencé à partir de la seconde moitié des années 1960. Les auteurs, qui présentent les résultats de leur étude au sujet des groupes ethniques dans le livre intitulé « *Beyond the Melting Pot* », infirment l'argument selon lequel les groupes ethniques seront théoriquement éteints:

⁴ Il faut noter que le terme de « globalisme » a été utilisé pour la première fois au même année, en 1986. Dans un discours international, Gorbatchev a souligné l'importance de traiter les sujets écologiques dans une perspective *globale*. Il a parlé d'une époque en train de se former, et l'a appelé « le globalisme » (Gerger, 1996: 14).

« Nous proposons qu'un nouveau mot reflète une réalité nouvelle et qu'un nouvel usage reflète un changement de cette réalité. Le nouveau mot est 'l'ethnicité', et le nouvel usage est l'expansion constante du terme 'groupes ethniques' pour désigner des sous-groupes minoritaires et marginaux sur les bords de la société -les groupes devraient assimilés, disparus, continuer comme des survivants, exotiques ou gênants- aux éléments principaux d'une société. » (Glazer et Moynihan, 1975: 5)

Les discussions sur les différenciations définitionnelles entre la race, la nation et l'ethnicité, qui sont les trois concepts de base de la littérature en sciences sociales qui permettent de classer les communautés humaines, sont encore en cours. Toutefois, le concept de nation qui a une dimension de l'organisation politique en termes généraux, et le concept de race qui a une dimension biologique, tous deux sont différenciés de l'ethnicité qui est un concept d'organisation dans les réseaux comme une identité de groupe. Une fois pour toutes, bien que ces trois concepts soient mutuellement en relation, la médiation de la relation entre la nation et l'ethnicité pourrait produire des distinctions paradigmatiques. Anthony Smith, qui est bien connu pour ses études sur les racines ethniques des nations, liste les six différentes caractéristiques de l'ethnicité, et affirme que la forme de la nation dans l'âge moderne élargi l'identité ethnique, qui est construit sur ces caractéristiques. Selon Smith, six caractéristiques principales qui pourraient être attribués à un groupe ethnique sont les suivantes: un nom propre collectif, un mythe d'un ancêtre commun, des souvenirs historiques partagés, un ou plusieurs éléments de différenciation de la culture commune, une association avec une « patrie » spécifique, et un sentiment de solidarité pour les secteurs signifiants de la population. (Smith, 1991: 21)

Parmi les raisons pour lesquelles les groupes ethniques et l'ethnicité sont entrés en ordre du jour comme un titre de recherche avec les années 1960 en sciences sociales, notamment en anthropologie, les impacts de l'urbanisation rapide et des mouvements d'immigration en Europe occidentale et en Amérique du Nord deviennent proéminents. La raison de savoir pourquoi l'anthropologie classique, dont l'objectif principal était « les sociétés dites primitives », a tourné son attention vers les relations urbaines entre les groupes ayant des portées différentes, c'est que, l'idée que les sociétés agraires s'effondreraient dans un monde post-guerre est devenue plus qu'un simple aperçu. Eriksen (1993), qui associe l'intérêt croissant pour l'ethnicité et pour les questions ethniques avec la modernité, fait une inférence similaire:

« Il pourrait néanmoins aussi faire valoir que l'intérêt croissant pour l'ethnicité reflète les changements dans le mode de pensée anthropologique dominante. Au lieu de voir 'les sociétés' ou même 'les cultures' comme des unités plus ou moins isolés, statiques et homogènes que les jeunes fonctionnalistes structurelles aurait tendance à le faire, de nombreux anthropologues essaient maintenant de décrire le flux et le processus, l'ambiguïté et la complexité dans leurs analyses de mondes sociaux. Dans ce contexte, l'ethnicité s'est révélée être un concept très utile, car elle suggère une situation dynamique de contact variable et d'accommodement mutuel entre les groupes. » (Eriksen, 1993: 9)

Comme expliqué précédemment, l'un des résultats les plus significatifs du processus de transformation de l'organisation de l'État-nation et de sa position fonctionnelle dans les relations de production dominant est la pluralisation des sous-identités qui sont en conflit avec l'identité nationale. Au cours de cette période où les relations de classes et les luttes de classe sont devenues moins visibles en changeant leurs coquilles, les sous-identités qui sont au pluriel, commença à avoir des postes fonctionnels au-delà de leur importance ontologique. Les contradictions de classe ont été abordées lors de la nouvelle formation néolibérale de production et d'accumulation du capitalisme, ce qui tente de dissoudre la solidarité de classe et d'organisation sociale avec de nouvelles formes et de contenus. Sous-identités ont restructuré ces contradictions de classe sans aucune menace implicite ou déconstructiviste sur le système. De cette manière, de nombreux mouvements sociaux comme les mouvements écologistes et les organisations féministes ont trouvé un terrain propice à la création de domaines d'identité autonome sous / dans / à coté de l'identité nationale (Hardt et Negri, 2001).

Une autre dynamique structurelle (qui a d'une valeur particulière à notre sujet) que les États-nations (et l'États unitaires en tant que leur forme unique) rencontrent au cours de cette période, c'est la revendication de la reconnaissance, de la vie et de l'expression avancée par les identités ethniques à côté ou contre les identités nationales dominantes. Selon A. Birch, qui évalue ces transformations structurelles mentionnées dans la catégorie de nationalisme, « Il est possible de soutenir que la croissance des mouvements nationalistes minoritaires ces dernières années pose un défi plus important pour l'État-nation que la croissance des organisations supranationales et des engagements. » (Birch, 1989: 224) L'ethnicité, en tant que concept politique qui est devenue progressivement plus visibles dans la sphère publique et qui a atteint une zone d'influence plus large dans les relations

politiques, début des années 1960, est entré, non seulement dans les ouvrages en sciences sociales, mais aussi inscrit à l'ordre du jour des institutions supranationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) officiellement, par l'intermédiaire des faits comme les migrations internationales et des guerres civiles. Ce qui joua le rôle crucial dans cette évolution se sont été les conflits en particulier après la désintégration de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) à la fin des années 1980, qui avaient des caractéristiques ethniques, nationales, religieuses et qui ont éclaté en effet de domino. En fait, le rétrécissement de la balance des conflits survenus pendant cette période a encouragé les chercheurs en sciences sociales, qui étudient dans le domaine du nationalisme, à réduire leur attention et les a encouragés à descendre de l'échelle de l'ethnicité. Par là, il a émergé une prise de conscience générale sur l'ethnicité et cette conscience a pris l'ethnicité non seulement comme une expression d'identité naïve, mais aussi comme une unité de solidarité avec une tendance très élevée à la violence.

D'autre part, au cours de cette période, où la solidarité de groupe d'une portée étroite et d'un type communautaire vient en évidence, les tentatives de l'identité ethnique contre l'État-nation et l'identité nationale pour l'ouverture de nouveaux champs, est directement liée aux dynamiques socio-économiques concrètes. Au sein de ce nouveau réseau de relations mondiales, dont les caractéristiques ont été précédemment expliquées dans le contexte de la « société du risque », la solidarité qui a été tricotée autour de l'identité ethnique, devient plus forte tant qu'il demeure le réseau de solidarité le plus proche et le plus serré pour les individus. Hobsbawm explique comme suit, pour le contexte historique de cette période de transformation qui pourrait être datés aux années 1980:

« La tragédie réside dans le fait que les anciens systèmes de valeurs et de traditions, et les contrats qui surveillent le comportement humain, sont dispersées. La perte se fait sentir. Cela a eu un écho généralement ethnique / national et religieux, sur la montée de ce qu'on appelle des 'politiques d'identité' (aux États-Unis, où ce phénomène avait été s'y frappant depuis la fin des années 1960) et des mouvements nostalgiques d'une manière militant qui tentent de ramener un passé de l'ordre et de la sécurité. Ces types de mouvements étaient des appels au secours plutôt que d'être les défenseurs de programmes - dans un monde incertain, un appel à une 'communauté' à s'appartenir, dans un monde socialement isolé, une famille à s'appartenir; un appel d'un refuge dans la jungle. Les gouvernements et les observateurs savaient que le code pénal n'a pas fonctionné pour réduire le taux de criminalité. D'autre part, chaque homme ou femme politique est aussi consciente de la demande globale énorme et chargée d'émotions puissantes

que les citoyens ordinaires revendiquent pour les antisociaux d'être puni, qu'il soit rationnel ou pas. » (Hobsbawm, 1997 : 396)

Sans aucun doute, expliquer les revendications des identités ethniques pour la légitimité contre l'État-nation et l'identité nationale uniquement avec le processus de politisation des sous-groupes d'identité dans les sociétés multiethniques / multiculturelles en Europe occidentale et Amérique du Nord, ou avec la force des diverses identités culturelles à la sphère publique par le processus d'urbanisation en 1960, serait une tentative naïve. Le rôle des luttes politiques faisant campagne à l'échelle mondiale est cruciale entre les forces de base qui influencent et canalisent les expressions d'identité à la fois idéologiquement et culturellement à ce coin historique, qui est multidimensionnelle de par sa structure.

Dans le contexte de cette étude, les luttes politiques que nous souhaitons mettre l'accent sur, sont les ondes de mouvements de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine ou en d'autres termes, ce n'est rien mais le mouvement de décolonisation. Bien que ses infrastructures étaient dans un état dispersé après la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS a gagné une grande hégémonie en termes militaires et politiques et ils ont soutenu les mouvements de décolonisation dans les pays en état de veille sous la botte des États impérialistes classiques comme l'Angleterre, la France et la Hollande, à la fois matériellement et spirituellement, par l'intermédiaire de sa zone d'influence, qui est restructuré exactement comme un bloc. Dans ce contexte, les victoires du processus de décolonisation, allant de la Chine à l'Algérie et de Cuba au Vietnam, a politisé le concept « mouvements de libération nationale » beaucoup plus dans le nom du socialisme dans un monde post-guerre. Ce qui a rendu les mouvements de libération nationale si influent dans le monde entier au début des années 1960, était que les couches sociales qui dirigent ces mouvements étaient -surtout- socialistes et qu'elles défendent les thèmes de l'égalité, la liberté et la justice dans leur lutte d'indépendance. Sans aucun doute, cette dynamique formidable a influencé à la fois les élites politiques des pays du tiers monde qui se trouvaient à poursuivre un développement rapide et une construction autoritaire de la souveraineté nationale, ainsi que les groupes ethniques dans les pays métropolitains. En conséquence, ces mouvements ont défini eux-mêmes dans les lignes de la lutte universelle de la classe ouvrière et la paysannerie et, d'une part ils sont devenus la voix du « subalterne » et, d'autre part, l'arme des « opprimés ». J.P. Sartre décrit

l'influence symbolique de ces luttes sur les villes métropolitaines ironiquement, dans la préface qu'il a écrit au livre « Les Damnés de la Terre » de F. Fanon, ce qui pourrait être considéré comme le livre rouge des luttes de libération nationale:

« Ne serait-ce pas plutôt que, faute de pouvoir écraser l'indigène, la violence revient sur soi, s'accumule au fond de nous et cherche une issue ? L'union du peuple algérien produit la désunion du peuple français : sur tout le territoire de l'ex-métropole, les tribus dansent et se préparent au combat. » (Sartre, 1991: 28)

En mettant l'accent sur le fait de la fission dans la métropole, ce qui a été créé par les mouvements de nationalisation dans les pays coloniaux, Sartre a pour but de démontrer la perte de la confiance en soi de l'identité nationale dominante. D'autre part, parallèlement à la dissolution de l'identité nationale dans ces pays, l'impact de fission majeur de la décolonisation sur les sociétés métropolitaines est que les groupes ethniques ont commencé à acquérir confiance en soi. En conséquence, suivons le cas de la France de plus, les identités ethniques et culturelles qui ont été intégrés à l'identité nationale française, ce qui a commencé à être consolidés seulement au début du 20e siècle, deviennent séparables de cette identité par le processus de décolonisation. Plus clairement, les identités culturelles ont commencé à se politiser et à devenir plus visibles dans la sphère publique et à présenter qu'ils étaient autre chose que de l'identité nationale dominante.

Un des effets les plus concrets des luttes de libération nationale sur les États-nations est que les différents groupes ethniques qui sont principalement les classes inférieures dans les sociétés concernées, ont bilatéralement approprié cette vague de révolte se produisant en périphérie. Premièrement, ces groupes ethniques pouvaient s'identifier avec les luttes et les victoires acquises dans les pays colonisés contre l'identité nationale dans le pays où ils vivent (qui est codé comme « dominant, impérialiste et occidental »). De cette manière, ces groupes ont estimé qu'une porte était ouverte pour l'émancipation de leur propre identité culturelle et nationale. Deuxièmement, ces groupes qui se partagent un terrain commun en fonction de leurs positions de classe, soussignés les revendications de justice et d'égalité qui ont été soulevées par les mouvements d'indépendance en périphérie. Ainsi, à la fois une portée nationale et mondiale, on peut dire que la solidarité de classe devient l'une des dimensions de la « solidarité ethnique ».

L'époque postcoloniale coïncide à la période où les mouvements d'urbanisation se sont accélérés dans le monde entier, et où le processus d'industrialisation a été achevé dans les sociétés occidentales. Ainsi, il faut que la renaissance ethnique dans les sociétés multiethniques doive être prise en considération dans le contexte de l'industrialisation. Le concept de « la division culturelle du travail », ce que Michael Hechter discute sous le titre de « colonialisme interne », précise le lien entre la solidarité ethnique et la solidarité de classe. Hechter sépare sa théorie du changement ethnique, qu'il a classée comme « théorie réactive », à partir d'autres théories fonctionnalistes et critique-t-il les fonctionnalistes qui avancent que l'industrialisation va automatiquement affaiblir la dynamique de la solidarité ethnique. Selon Hechter, au contraire, la raison pour laquelle la solidarité ethnique se poursuit dans les sociétés industrielles, c'est que le fait de « la division culturelle du travail » qui prévaut dans ces sociétés :

« La théorie du changement réactif ethnique suggère que l'appartenance ethnique résulte de la saillance de distinctions culturelles dans le système de stratification. Lorsque les individus sont assignés aux professions de types précis et autres rôles sociaux sur la base de caractéristiques observables culturelles, ou marqueurs, ce peut être convenablement qualifié de 'division culturelle du travail'. En outre, en contradiction avec les hypothèses fonctionnalistes, la théorie réactive postule que la division culturelle du travail peut exister indépendamment du niveau de la différenciation structurelle dans la société. » (Hechter, 1974: 1154)

Bien que la théorie du « colonialisme interne » est devenu populaire avec le livre « *Internal Colonialism: The Celtic Fringe in British National Development* » de Hechter daté en 1975, avant Hechter, cette théorie a également été discutée par les intellectuels qui sont réunis autour du mouvement noir pour des droits civiques aux États-Unis. Dans son article sur Malcolm X et « Black Power », Robert Allen raconte l'histoire du « colonialisme interne » aux États-Unis.

« En effet, Malcolm faisait partie d'une longue tradition intellectuelle et militante qui a identifié une relation coloniale entre l'Amérique blanche et noire. Dès 1852, Martin Delany a déclaré que 'Nous sommes une nation au sein d'une nation.' Près d'un siècle plus tard, en 1945, W.E.B. Du Bois parlerait de la ségrégation, 'statut colonial' des Noirs aux États-Unis. Harold Cruse a écrit en 1962 que la situation des Noirs aux États-Unis 'était ni plus ni moins d'un état de colonialisme interne'. En 1965, Kenneth Clark a publié *Dark Ghetto: Dilemmas of Social Power* dans lequel il affirmait que 'les ghettos sombres sont des colonies sociales, politiques, éducatives, et -surtout- économiques. Leurs habitants sont des personnes soumises, les victimes de

l'avidité, la cruauté, l'insensibilité, la culpabilité et la crainte de leurs maîtres'. Le livre de Clark préfigurait la montée du Black Power et la thèse du colonialisme interne. » (Allen, 2005: 2)

La conceptualisation du colonialisme interne faite par Hechter, explique en grande partie les schémas de solidarité des groupes ethniques vivant dans un territoire spécifique, plutôt que (les groupes ethniques migrants. Le concept de « la division culturelle du travail » expliqué par Hechter, a renforcé les arguments du colonialisme interne et fait la dimension de class, des rapports complexes entre l'identité ethnique et l'État-nation visible. Dans son ouvrage intitulé « *Internal Colonialism* », Hechter examine les nations qui sont les résidents de Grande Bretagne où ils ne permettent pas l'achèvement de l'intégration nationale au Royaume-Uni en résistant dans l'identité ethnique celtique. Hechter examine le processus de la périphérisation des nations celtiques par le gouvernement central anglais lors de la construction politico-historique de l'État-nation en Grande-Bretagne et, établit sa théorie de « la colonialisme interne » dans un sens territorial dans la dialectique de centre-périphérie. Selon Hechter, le colonialisme interne est la structure construite par le durcissement de la position dominante du centre politico-économique contre la périphérie, en termes de culture et de classe.

« Dans la mesure où la stratification sociale dans la périphérie est basée sur les différences culturelles observables, il existe la probabilité que le groupe défavorisé, à terme, revendique réactivement sa propre culture comme égale ou supérieure à celle du noyau relativement favorisés. Cela peut l'aider à se concevoir comme une 'nation' distincte et rechercher l'indépendance. Ainsi, dans cette situation, l'acculturation et le développement national peut être inhibée par les désirs du groupe périphérique pour l'indépendance d'une situation perçue comme de l'exploitation. » (Hechter, 1999: 10)

L'insurrection des groupes ethniques, qui a pris son envol dans les années 1960, suite à la vague de décolonisation a commencé après la Deuxième Guerre mondiale dans les pays qui étaient des colonies classiques des anciens empires centraux. Elle entre en ordre du jour non seulement dans ces pays d'Europe centrale, mais aussi dans les pays proches à l'étranger avec des tendances similaires depuis 1980. La désignation / classification de ces faits, chacun d'entre eux qui sont basées sur les contextes sociopolitiques distinctes, pourraient décaler selon le discours idéologique utilisée. Cette dynamique sociale et politique, avec son nom généralement admis dans la littérature politique, pourrait également être étiquetée

comme « la question nationale ». D'autre part, ces dynamiques de conflit appartenant à l'ère postcoloniale (s'il comprend la violence armée ou non) sont actuellement à l'étude de la littérature en sciences sociales sous un titre unique comme « les conflits ethniques ». Relations entre les groupes ethniques politisés et la dynamique de politisation sont examinés par la sous-discipline de l'ethnopolitique (*ethnopolitics*) en sciences sociales. En outre, l'ethnopolitique a des éléments comme la maintenance des dynamiques conflictuelles entre groupes ethniques, la prévention ou / et l'arrêt à la violence et le renforcement de la période post-conflit. (Wolff, 2006)

Lorsque les questions examinées sous les titres de l'ethnopolitique et des conflits ethniques sont passées en revue, il convient de noter que, dans chacun de ces titres, les catégories de l'identité, de l'État-nation et de la classe sont interconnectées. La position idéologique du chercheur prédétermine sans doute lequel de ces paramètres d'analyse viendrait en relief ou lequel des ceux-ci serait invisible. Toutefois, le grill méthodologique obtenu à partir des titres méritent d'être examinés dans ce domaine, apporte les catégories de l'identité, de l'État-nation et de la classe ensemble et traite chacun de ces cas à analyser dans les possibilités de cette grille. Qu'est-ce tire les revendications identitaires des groupes ethniques aux contextes culturels et nationaux, c'est certainement la structure des relations hégémoniques de la nation souveraine. À cet égard, la matière qui fait une revendication conflictuelle et la résolution de ce conflit, les deux pourraient être analysées dans le contexte des relations hégémoniques appartenant à l'État-nation. En ce sens, l'avertissement de Hobsbawm, qui question s'il est essentiel de savoir si la nature de la « question irlandaise » est religieuse ou ethnique, est approprié:

« En fait, il n'y a qu'un critère véritablement significatif. Il s'agit de savoir si le conflit ethnique se produit à l'intérieur d'un État qui existe déjà, ou bien s'il cherche à provoquer une sécession territoriale sur une base ethnique ou à transformer l'État actuel en État ethnique. Dans les mouvements ethniques séparatistes ou intégristes, il est crucial d'imposer un facteur d'homogénéité, qu'il soit culturel, linguistique, ethnique, ou autre. Aujourd'hui, c'est assurément l'aspect le plus saillant, le plus déplaisant et le plus dangereux du phénomène ethnique. » (Hobsbawm, 1993 : 52)

En s'appuyant sur les explications fournies jusqu'à présent, nous tenons à préciser que le processus historique qui a problématisé l'organisation de l'État-nation du type unitaire et moniste, est désigné comme l'ère postcoloniale et cette problématisation (soit composé de la violence ou non) pourrait être définie comme

les conflits ethniques à son plus haut cadre. D'autre part, nous croyons que l'utilisation de ce concept avec la signification de « la question nationale » serait plus utile. La principale raison à cela est que les faits qui sont désignés comme « la question nationale » sont des exemples qui correspondent à des différentes périodes sociopolitiques au cours du 20^e siècle. Deuxième raison est que ces dynamiques qui entraînent des « questions nationales » et qui est en fait rien de plus qu'une lutte de la nationalisation, s'étendent sur une vaste échelle à l'égard des stratégies de lutte qu'ils détiennent. Ainsi, nous affirmons que, pour évaluer à la fois les luttes armées de libération nationale et lutte politique pacifique dans le même concept, l'expression « conflit ethnique » est plus fructueuse que le terme « question nationale ».⁵ Troisièmement, il convient de souligner que la lutte ethnopolitique qui est le déterminant majeur de conflits ethniques, ne doit pas être nécessairement sur une unité territoriale et armée dans tout le temps et l'espace. En raison du fait que le terme question nationale est un concept descriptif des époques coloniales et postcoloniales, le contexte de lutte de libération nationale est plus insistant. À cet égard, le concept des conflits ethniques devient plus utile pour la raison que, ce n'est pas à charge de ce contexte. Dans le sous-chapitre suivant, nous allons essayer d'évaluer le concept d'intégration nationale, qui décrit la création et la recréation des identités nationales dans le contexte historique actuel.

1.4. Le pratique de l'intégration nationale

La définition classique de la notion d'intégration nationale semble interchangeable avec le concept de « la construction de la nation » (*nation-building*). En fait, le concept de l'intégration nationale, qui est devenue populaire depuis les années 1960 dans la littérature des sciences sociales, a été utilisé pour exprimer une dimension du processus de construction de la nation. Au niveau primaire, le processus dit l'intégration nationale, a été utilisé pour désigner l'unification de différentes identités ethniques, religieuses ou régionales dans les anciennes colonies, qui ont acquis leur indépendance de façon consécutive pendant le processus de décolonisation, sous une identité nationale unique. Divers auteurs ont utilisé le terme pour définir le processus de fondation nationale. La définition du terme « intégration

⁵ En fait, comme Smith (1991) a déclaré, les identités nationales dominantes ont une base ethnique, par tout moyen. En ce sens, les parties au conflit de la « question nationale » sont des identités ethniques en quelque sorte.

nationale » donnée par Coleman et Rosberg, qui sont parmi ces écrivains, est un bon exemple de son utilisation classique:

« Pour nos besoins, l'intégration nationale est considérée comme un processus à l'éventail englobant, dont les deux principales dimensions sont: (i) l'intégration politique, qui se réfère à la transition progressive de l'écart de masse - élite sur le plan vertical dans le cadre de l'élaboration d'un processus politique intégrée et une communauté participant politique, et (ii) l'intégration territoriale, qui se réfère à la réduction progressive des tensions culturelles et régionales et des discontinuités sur le plan horizontal dans le processus de création d'une collectivité territoriale homogène politique. » (Coleman et Rosberg, 1964: 8-9)

Le concept d'intégration national pourrait également être vu dans les premiers travaux de Wallerstein sur l'Afrique, dans un même contexte. A partir des années 1960, Wallerstein a observé la fondation des États-nations en Afrique occidentale, qui était dans le processus de décolonisation. Selon Wallerstein, en Afrique occidentale, le début de la dissolution de l'organisation sociale en s'appuyant sur les tribus et l'émergence de l'identité ethnique et des groupes, a préparé le terrain pour l'organisation de l'État-nation:

« Il y a quatre manières principales dont l'ethnicité sert à faciliter l'intégration nationale. Premièrement, les groupes ethniques ont tendance à assumer certaines fonctions de la famille élargie et, par conséquent, ils diminuent l'importance des rôles de parenté, deuxièmement, les groupes ethniques servent en tant qu'un mécanisme de resocialisation ; troisièmement, les groupes ethniques aident de tenir la structure des classes liquide, et ainsi d'empêcher l'émergence de castes ; quatrièmement, les groupes ethniques servent d'exutoire aux tensions politiques. » (Wallerstein, 1960: 134)

Afin de le positionner à nouveau dans le cadre de ce mémoire en termes conceptuels et historiques, l'intégration nationale est une réponse aux problèmes/crises de légitimité et de souveraineté que l'État-nation a été confrontée au cours de l'ère postcoloniale. En ce sens, comme la catégorie de nation se transforme en parallèle avec les rapports de production capitalistes, le concept de « l'intégration nationale » vient l'ordre du jour en plus souvent en parallèle à cette transformation en acquérant de nouvelles dimensions. De cette manière, l'intégration nationale, qui exprime (dans chaque pays) la dimension caractéristique du processus de fondation de l'organisation de l'État-nation, ce qui a pris sa forme à l'aube des temps modernes, devient un instrument de résolution vers les clivages ethniques au cours de l'ère postcoloniale. Birch étend le sens de ce processus au « maintenance de l'unité

nationale » en ajoutant la construction nationale et cela pourrait être considéré comme la définition la plus élémentaire du concept d'intégration nationale:

« Très peu de sociétés nationales qui existent aujourd'hui sont complètement homogènes dans un sens social et culturel. Avec une poignée d'exceptions, les nations modernes sont un amalgame de communautés historiques qui possédait un sens assez clair de l'identité distincte dans le passé mais ont été rassemblés par divers développements économiques, sociaux et politiques. Le processus par lequel elles sont réunies est connu comme l'intégration politique, et quand il prend place au niveau national (par opposition au niveau régional ou international), il est mieux décrit comme l'intégration nationale. » (Birch, 1989: 8)

Comme Birch (1989) le souligne, aujourd'hui, presque aucun État-nation souverain dans le monde, sauf de rares exceptions comme le Japon et le Portugal, quel que soit le nom est donné à leur identité nationale, ne est pas constitué d'une seule ethnicité et / ou de l'identité religieuse dans ses frontières où différents groupes ethniques et / ou des groupes religieux résident. Ces communautés, qui possèdent des identités définis, constituées sur la base des diversités spécifiques à l'égard de l'identité de la nation souveraine, sont désignées comme « les minorités ethniques » dans la littérature. D'autre part, alors que la conception de la minorité, par définition, indique que ces communautés sont numériquement/démographiquement mineures par rapport à l'identité de la nation souveraine, en fait, toutes les généralisations concernant cette question peut être considérées erronées. Parce que la construction de l'identité nationale est ajustée par le cours spécifique des relations hégémoniques dans les frontières politiques et ceux qui ont une identité différente par rapport à la dominante on fait appel à la hiérarchie, selon des critères socio-économiques et géographiques plutôt que des comptes démographiques. Par conséquent, si l'on veut fixer le cadre de la conception de l'intégration nationale dans cette thèse et de clarifier la définition, il peut être approprié de se référer à la définition que Dreyer (1976) a fait pour la Chine, qui montre un certain nombre de similitudes avec la Turquie concernant le processus de modernisation. Selon Dreyer, l'intégration nationale est le nom du processus par lequel les groupes ethniques viennent de transférer leurs allégeances, leurs attentes et leurs activités politiques vers un nouveau centre, qui serait loin de leur propre centre ou du capital. (Dreyer, 1976: 1)

Sans aucun doute, l'intégration nationale est l'une des méthodes possibles de solution, qui ont été présentés comme la réponse aux conflits ethniques comme le

multiculturalisme, la citoyenneté constitutionnelle, incursion sociale, etc. Toutefois, dans le cadre de ce mémoire, on suggère que la caractéristique des questions ethnopolitiques différencie l'intégration nationale. Avec cette distinction, l'intégration nationale constitue une réponse de l'identité dominante aux revendications de reconnaissance et d'indépendance des identités ethniques (au sein de l'État-nation) qui reposent sur le contexte territorial. Si nous voulons d'approfondir cette distinction: Après la Deuxième Guerre mondiale, une mobilisation de travail énorme en provenance des pays du Tiers Monde a mis le cap sur le pays du centre de l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Australie. Cela a créé une dynamique qui a abouti à la différenciation des identités culturelles et ethniques dans les structures sociales des pays respectifs, et cette transformation a été conceptualisée littéralement par «la multiculturalité ». Cette dynamique inhabituelle et les tendances qui en découlent, ont donné lieu à l'hétérogénéité des structures sociales, et ont permis la mise en œuvre de certains règlements spécifiques appelés « le multiculturalisme » (Arslan, 2001). « L'intégration sociale » - ou « l'inclusion sociale » dans le même sens-, portant sur le contexte ethnopolitique, définit les politiques qui visent à absorber la pression des conflits causés par les distinctions de classe sociale et les antagonismes augmentés, dans l'ère néolibérale par l'intermédiaire des précautions provisoires et superficielles (Levitas, 2005). D'autre part, les politiques multiculturalistes et les projets d'intégration sociale ont été la cible des critiques approfondies et de l'interrogatoire des différents segments dans les pays où elles ont été mises en œuvre, en particulier au cours des vingt dernières années.⁶

Ce qui rend le principe de *E Pluribus Unum* (l'unité dans la pluralité), ce qu'on pouvait penser comme le *motto* des politiques multiculturalistes (pour la politique de droite ou de gauche pluraliste libérale) depuis les années 1960, c'est que ce principe est effectivement convenable pour dissimuler la structure des classes et des caractéristiques des organismes qui sont exclus de la dominante dans la structure sociale pluraliste. À cet égard, on peut supposer que la fonction principale du multiculturalisme est la dissimulation de la politisation de la tendance inévitable causée par la réunion des revendications d'égalité et de reconnaissance. Plus

⁶ Beaucoup d'études ont tenu dans les dernières années sur la montée du racisme dans les pays centre, qui est acceptée comme étant le problème majeur à cause des politiques multiculturalistes. Pour plus d'informations sur le pouvoir potentiel de racisme fondé sur des préjugés culturels, voir Taguieff, 1988. Balibar (1993) qui interprète la notion de « racisme différentiel » développée par Taguieff, souligne les innovations de ce concept porte en termes sociaux.

précisément, dans une société multiculturelle, la raison des différences entre les unités de certains aspects culturels se présente comme suit: Ces unités contraignent les sociétés où ils sont inclus dans ou qui se forment à l'intérieur, pour transformer purement et simplement bidirectionnelles en termes de culture et de classes. Les relations de l'hégémonie politique et économique dans la dite société arrivent à être des obstacles difficiles à surmonter pour les revendications d'égalité. Dans ce cas, les individus, qui sont en lutte avec les dominants des deux côtés, s'organisent au sein des réseaux des communautés, car elles tendent à se rapprocher des mécanismes qui sont plus proches et plus pratiques pour surmonter ces obstacles structurels qu'ils rencontrent dans l'espace sociale et publique. Ensuite, l'identité de la communauté devient le réseau qui possède le pouvoir d'une façon le plus dense, étant constitué par des liens primaires entre les individus, et donc, il dépasse tous les autres. La communauté, qui devient plus fort autour des revendications culturelles, demande sa propre égalité de sa propre intégrité avec l'identité fondatrice (c'est-à-dire, avec l'identité dominante de la nation) et, si possible, sa domination sur les identités qui sont semblables à lui-même ou la position supérieure dans la hiérarchie. Pour résumer, comme un régime, le multiculturalisme est la reconfiguration de la structure multiculturelle sociale concrète, par ceux qui bénéficient des relations dominantes de production, autour d'une norme de l'État de droit libéral, pluraliste et ouvert.

Pour résumer, l'intégration nationale est la totalité de politiques pratiques qui entendent de prévenir la possibilité que les divers groupes ethniques perdent définitivement leur perception de l'identité et l'unité nationale, et aussi il faut ajouter que l'intégration nationale est indépendante de la corrosion des fondements normatifs - législatifs de l'autorité de l'État-nation. En ce sens, elle est différente des politiques qui résolvent revendications identitaires et contextuelles des groupes ethniques dans les sociétés d'accueil pour les migrants. En effet, l'intégration nationale est l'ensemble des politiques qui étendent à une nouvelle construction nationale et à une nouvelle identité nationale. En réalité, ce ne sont pas seulement les clivages sociaux qui se manifestent dans la sphère publique, mais aussi les revendications de l'autonomie qui s'élèvent sur une base territoriale. Birch, (1989) étudie les politiques exercées en vue d'écarter la « menace ethnopolitique » que les groupes ethniques poussent contre le système, sous le titre « d'intégration nationale », et il souligne aussi cet aspect de la question:

« L'étape ultime pour une minorité culturelle, qui souhaite d'entretenir ou de renforcer son identité, est de tenter de faire sécession de l'État dans lequel elle a un statut minoritaire. Ceci est, bien entendu, n'est possible que si la minorité est territorialement concentrée, un fait qui exclut un certain nombre équitable des minorités dont les membres se sentent désavantagés dans leur situation actuelle. Cependant, elle laisse un bon nombre qui ont produit des partis nationalistes revendiquant la sécession ou, si la sécession n'est pas complète, du moins dans une large mesure d'autonomie. En 1988, les partis sécessionnistes ou des groupes sont à trouver chez les Écossais, les Gallois, les Québécois, les Corses, les Basques de l'Espagne, les Kurdes de la Turquie, les Sikhs de l'Inde, les Tamouls du Sri Lanka et l'Ambon de l'Indonésie, pour ne citer que celles qui ont atteint un degré d'importance dans les nouvelles du monde. (...) Le dernier tiers du XXe siècle a été une période dans laquelle les mouvements nationalistes minoritaires se sont multipliés et se sont épanouis. » (Birch, 1989: 63)

Perspective de Birch sur l'intégration nationale poursuit la reconstruction de l'autorité sur une nouvelle base et la défaite des dynamiques sécessionnistes. En fait, l'auteur dit que « *un gouvernement national qui souhaitent résister aux prétentions d'un mouvement sécessionniste a plus d'armes à sa disposition que des fusils et des tanks.* » (Birch, 1989: 73). En dénommant ces « armes » comme « les tactiques de la maintenance du système », Birch les explique à travers les exemples de Grande-Bretagne (Irlande, Pays de Galles et Écosse), Canada (Québec) et l'Australie (les peuples indiens et autochtones). Ces trois pays anglo-saxons possèdent quelques similitudes entre eux par rapport à leurs processus de création et aussi, ont déjà une mémoire politique et culturel commun. Le processus, où les diverses identités ethniques consentent à l'identité souveraine anglo-saxonne, et deviennent une partie de l'État-nation, est défini dans le contexte de l'intégration nationale par l'auteur.

Birch dit que l'objectif premier des « tactiques de maintenance du système » est d'atténuer le mécontentement des groupes ethniques mécontents et de cette manière, dit-il, qu'il peut être garanti que le système politique est maintenu. Il souligne que l'État-nation souverain devrait ouvrir principalement des espaces plus larges pour la représentation politique de ces groupes pour atteindre cet objectif. En affirmant qu'il existe quatre façons différentes de la représentation qui peuvent être exercés dans le cadre de l'extension, Birch classe ces moyens de la représentation comme celui symbolique, fonctionnel, élective et microcosmique ainsi :

« Représentation symbolique se produit lorsque les drapeaux, les hymnes ou les équipes sportives reflètent la présence des minorités au sein de

la société nationale. Une représentation fonctionnelle se produit lorsque les minorités désignent des représentants d'organismes gouvernementaux ou organisent des groupes de pression qui sécurisent l'accès aux décideurs politiques. Représentation électorale existe lorsque le système électoral permet aux intérêts minoritaires soient articulés dans les assemblées législatives. Une représentation Microcosmique est assurée lorsque les minorités sont consignées, en proportion approximative de leur taille, dans les effectifs des services publics. » (Birch, 1989: 228)

Avec les exemples historiques dans le cadre de ces mêmes pays, Birch montre quels types de résultats « positifs » que ces « tactiques » ont développés pour maintenir le système politique. La décentralisation, comme un de ces tactiques, s'il est exécuté sur le plan administratif, soulage les revendications des groupes ethniques qui s'orientent vers la sécession. En outre, certaines aides financières prévalent dans l'activation de la dynamique du développement dans les régions où ces groupes se peuplent. Et enfin, Birch souligne que le référendum est une tactique considérablement importante pour le Centrum politique vers le maintien du statut quo.

« [Un] référendum soigneusement géré peut prendre le vent dans les voiles d'un mouvement sécessionniste. (...) Il est suggéré que les échecs des mouvements nationalistes écossais et québécois de l'emporter dans les référendums 1979 et 1980 montrent la faiblesse inhérente de ces mouvements quand il s'agit de la crise. L'Écosse et le Québec étaient les plus plausibles des différents candidats pour l'autonomie politique (si ce n'est pour l'indépendance totale) dans les années 1970 ; leurs partis nationalistes ont affronté les gouvernements plus libéraux que la plupart; mais quand il arriva au point qu'ils ne pouvaient pas persuader une majorité d'électeurs pour les soutenir. » (Birch, 1989: 229).

Comme on le voit, l'intégration nationale, dont les constituants sont répertoriés par Birch, définit les politiques en sa totalité qui sont développées pour la résolution des problèmes ethnopolitiques. Il convient de noter que le processus de résolution est géré territorialement principalement par les États-nations. Un des nombreux exemples, étant tout à fait approprié dans ce contexte, c'est la politique officielle appliquée sur la minorité russe en Estonie après la désintégration de l'URSS. En effet, depuis le milieu des années 90, la désignation de la planification stratégique a été lancée en Estonie par les commissions au niveau gouvernemental vers l'intégration de groupes ethniques à la société estonienne. Dans ce cadre, deux programmes gouvernementaux, qui sont intitulés « *The Integration of Non-Estonians Into Estonian Society* » et « *The Integration in Estonian Society 2000-2007* » ont été

publiés en 1998 et 1999 respectivement (Andersen et Vetik, 1999: 284). Et le programme actuel (le programme qui est encore en période de validité): « *Estonian Integration Strategy 2008 – 2013.* »⁷

Les processus, que nous qualifions comme l'intégration nationale dans ce mémoire, décrit les tentatives institutionnelles, tel qu'il était dans le cas de l'Estonie. Par conséquent, l'intégration -dans ce sens- se différencie des politiques de l'intégration sociale, de l'inclusion sociale et du multiculturalisme, qui sont exercés pour les travailleurs migrants qui se caractérisent par leur situation déterritorialisée. En fait, l'intégration dans le sens que nous avons aussi distingué, indique le groupe de politiques qui vise à réintégrer les revendications d'autonomie politique historiquement basé dans un certain espace territorial, à la nation, par le biais de la « outils appropriés » que Birch les a détaillé. Birch illustre déjà cette différenciation assez claire: « *Avec toutes ces armes dans son arsenal, un gouvernement national devrait être en mesure de se prémunir contre une menace de sécession d'une minorité. En effet le cas écossais et québécois est bien exemples de cette situation.* » (Birch, 1989: 229).

Enfin, nous pouvons définir plus clairement le contexte que le concept d'intégration nationale est lié dans le cadre de ce mémoire, qui se concentre sur la question kurde: l'intégration nationale, si elle est examinée en ce qui concerne la République de la Turquie qui lutte avec la question kurde, décrit-elle l'état actuel achevé après 85 ans de lutte pour transformer l'infrastructure d'un empire multiculturel à un État-nation monoculturel. Par conséquent, le projet d'intégration que l'État dispose ne dépeint pas la négation ou l'anéantissement de l'identité kurde, qui est l'un des obstacles essentiels sur leur chemin vers le but. Au contraire, le projet signifie un contrat ce qui sera signé avec cette société et son identité. Ensuite, nous pouvons dire que le processus d'intégration comprend les phases de l'arrangement, de la signature et de la mise en œuvre de ce nouveau contrat avec la société kurde.

Nous proposons que la raison pour laquelle l'intégration nationale est devenue un sujet d'actualité aujourd'hui, mais pas dans le passé en Turquie, c'est les défaillances de la chaîne des politiques pratiques hésitantes et instables que l'État a mis en œuvre concernant la question kurde. Pas besoin de regarder en arrière plus

⁷ http://www.rahvastikuminister.ee/public/Loimumiskava_2008_2013_ENG.pdf

loin: Il n'était pas possible de parler d'une identité dont l'intégration serait une question en litige, car la société kurde et son identité ont été ignorées, opprimées et niées jusqu'à un passé proche. Cependant, aujourd'hui, l'identité kurde, comme une identité d'un groupe ethnique, est reconnue. Avec cette identité, qui sera en mesure d'atteindre la capacité de résister à la structure sociopolitique dominante non seulement dans la sphère privée, mais aussi dans la sphère publique, par conséquent, l'intégration nationale devient un sujet séduisant. Donc, aujourd'hui, l'intégration de cette identité et de la population kurde en Turquie est envisagée.

La question kurde de la Turquie contient certains aspects similaires avec les problèmes ethnopolitiques que le pays comme au Royaume-Uni, le Canada et l'Estonie ont rencontré, dont nous avons mentionné lors de notre discussion sur l'intégration nationale. Ainsi, tout comme cela a été fait dans les pays susmentionnés, l'intégration peut être présentée comme un projet de résolution concernant la question kurde en Turquie. Par tous les moyens, il est un fait évident qu'aujourd'hui en Turquie le "référendum" comme l'un des outils de la résolution du problème kurde n'est même pas un point de discussion. Rien mais le plus important de ceci est que, dans quelle mesure l'État va élargir le domaine de la représentation pour les Kurdes et aussi, comme un autre point d'interrogation, quels types de représentation et de «tactiques» sera choisie par l'État, au cours de ce processus? Dans le sous-chapitre suivant, nous allons étudier le caractère de la question kurde au sein de ses diverses dimensions et des contextes, et les conditions d'un processus national d'intégration que nous avons mis comme l'option la plus possible pour la République de la Turquie concernant cette question difficile.

2. UN NOUVEAU REGARD A LA QUESTION KURDE DANS LE CADRE DE L'INTEGRATION NATIONALE

Le but de notre discussion à propos de « l'intégration nationale » était de montrer qu'on ne peut limiter cette notion ni catégoriquement ni théoriquement comme un élément déterminant des processus de la construction de la nation. Nous avons ainsi souligné qu'on peut traiter cette notion comme une reconstruction en cherchant toujours des possibilités de la redéfinir en dehors des limites mais toujours parmi les caractéristiques de la forme de l'État-nation moderne. Selon cette définition, l'intégration nationale est un processus pendant lequel on cherche et on applique les propositions afin de résoudre les problèmes liés aux clivages ethniques et aux questions d'identités qui représentent les groupes ethniques et qui deviennent une problématique politique -après le processus de la fondation nationale au point de vue politique et militaire- devant les identités nationales. Donc, étant un processus de solution « axé au problème », l'intégration nationale englobe l'ensemble des éléments des solutions.

Selon cette définition, les mouvements politiques de l'intégration nationale correspondent historiquement à l'époque postcoloniale. C'est parce qu'à cette époque-là, obtenant une capacité diplomatique devant les identités nationales, les identités ethniques commencent à prendre sa place dans les mouvements socioéconomiques et politiques qui usent la forme de l'État-nation. Lors de cette période postcoloniale, ces interrelations ethniques, qui circulent presque dans le monde entier, ont amené la notion du conflit ethnique. Donc, les différentes solutions ont été développées à propos de ces mouvements menacent la souveraineté de l'État-nation. Dans le cadre de ce mémoire, nous affirmons que nous pouvons appeler l'ensemble des éléments de solution développés comme une réponse aux dynamiques des conflits ethniques (celles qui possèdent d'un contexte territoriaux) comme « les politiques de l'intégration nationale ».

Dans notre travail, le but de donner un tel titre comme « l'intégration nationale » est de ne pas mettre en discussion la catégorie de l'État-nation structurellement ou théoriquement, mais de chercher à comprendre la question kurde en Turquie dans le cadre actuel, ce qui est la dynamique du conflit la plus importante, et à comprendre ses perspectives de solution possibles à l'aide de cette notion. C'est pourquoi, on se focalisera sur certaines dynamiques socioéconomiques qu'on peut les considérer historiquement 'nouveaux' et sur des paramètres qui forment aujourd'hui la question kurde à l'égard de l'intégration nationale. Après avoir traité les paramètres de démographie, de développement et d'urbanisation dans le cadre du combat politique pour l'identité kurde, on discutera les conditions possibles avec lesquelles la République de la Turquie peut développer un projet de l'intégration nationale à l'égard de la solution de la question kurde actuel.

D'autre part, on ne traitera pas les origines raciales des kurdes ou les bases primordiales de leur type de l'organisation sociale ce qui se fonde sur les réseaux tribales feudaux. Donc ce n'est pas un travail anthropologique ou ethnologique. On ne parlera pas non plus des rapports historiques, qui vont jusqu'aux réformes de Mahmut II, ou des dynamiques internationales, qui vont aux pays de Moyen-Orient, de la dynamique du conflit qui marquée comme la question kurde. D'ailleurs, on ne discutera pas non plus les acteurs politiques tels que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), l'Armée turque, le Parti de la Justice et du Développement (AKP – *Adalet ve Kalkınma Partisi*), l'UE et les États-Unis, leurs interrelations et leurs positionnements. Dans notre travail, la question kurde sera traitée par rapport à ses dynamiques actuelles, sociales et économiques et l'équilibre politique qui prend sa place sera accepté telle qu'elle est donnée.

Les Kurdes et la question kurde se reconnaissent largement dans la littérature des sciences sociales en Turquie et au monde. Plusieurs éléments scientifiques -de l'anthropologie à la sociologie, des sciences politiques à la musicologie- se regroupent particulièrement sous le titre des « Études kurdes » et les spécialistes venant de différents pays se retrouvent à l'occasion des symposiums internationaux. Pendant notre recherche, on a profité des recueils dans le domaine des sciences sociales concernant les Kurdes et la question kurde, cependant, pour limiter notre sujet, on n'a pas réalisé une étude générale de la littérature. Dans les parties

suivantes, à partir des quelques caractéristiques de la question kurde, tout d'abord, nous allons chercher à recueillir les éléments constitutifs de la question. A la suite, on discutera les éléments qui forment les dimensions socioéconomiques de la question dans la conjoncture actuelle.

2.1. Quelques caractéristiques de la question kurde

Le sujet le plus critiqué dans la littérature politique c'est que les kurdes n'ont pas encore atteint à un niveau d'avoir un État-nation souveraine par rapport à leur population. Les Kurdes, qui vivent dans les quatre pays (y compris la Turquie) du Moyen Orient, dont les frontières internationales sont déterminées par le Traité de Lausanne, provoquent « les questions kurdes » avec leurs luttes pour la libération nationale dans chacun de ces quatre pays ; mais elles évoquent également une notion de « la question kurde » ce qui regroupe toutes ces pays, grâce à leurs interactions à l'échelle du Moyen Orient. C'est la raison pour laquelle, on peut affirmer que la formation historique de la question kurde (à l'échelle nationale et internationale) remonte jusqu'au statuquo légal international fondé par le Traité de Lausanne. Nous voulons aussi dire que la question kurde en Turquie s'est aperçue par l'interruption d'un processus historique constructif ce qui a commencé à développer dans « le système des nations » (*millet sistemi*) à l'époque de l'Empire ottoman. Les éléments subjectifs qui constituent la question kurde, peuvent être compris comme l'ensemble des efforts afin d'ouvrir le domaine propre pour ce processus de la modernisation / nationalisation (kurde) à l'intérieur de la modernisation en Turquie. C'est-à-dire, la raison qui rend l'identité kurde comme une question historique en Turquie, c'est qu'elle n'est pas une identité ethnique définie postérieurement et anthropologiquement, mais qu'elle est un produit d'une lutte pour la construction nationale kurde, ce qui coïncide avec celui turque. Néanmoins, en conclusion, les Kurdes ont perdu historiquement cette lutte et leurs dynamiques nationales ont été démolies. C'est à partir de ce moment là, le problème kurde s'aperçoit en Turquie : La construction républicaine de l'identité turque en tant qu'une construction de la nation d'une manière moniste, a démoli les dynamiques nationales des Kurdes dedans un mécanisme de « révolte – punition ». Mais cependant, en Turquie, on n'a pas appliqué un projet de l'intégration nationale comme un projet de l'assimilation *totale* qui doit suivre cette démolition, et on a laissé tranquille l'identité kurde ce qui

ne possède aucune volonté politique. Si nous prenons en considération l'histoire de la République dans le contexte de ses relations avec les Kurdes, commençant à partir des premières luttes armées désespérées, désorganisées et successives des Kurdes (à Koçgiri en 1921, à Beytüşşebap en 1924 et à Bingöl en 1925 dirigé par Şeyh Said⁸), on peut dire que les Kurdes sont ni assimilés totalement, ni intégrés au pays avec leur propre identité, et ni détachées de la Turquie et réalisé leur propre construction nationale, pendant tous ces 90 ans. A cause de toutes ces conditions, il est formé un abri politique spécifique dans la mémoire collective des Kurdes ce qu'on peut l'appeler comme « la rancune kurde ». Aujourd'hui la question kurde se nourrit de cet abri-là, encore.

Depuis les années 1920, les luttes politiques en faveur de l'identité kurde, et aujourd'hui le PKK ont rendu possible l'agenda de la question kurde en Turquie à la chaude. Sans doute, c'est cette effusion de sang, vécu dans les dernières 30 ans, ce qui fait cette question si difficile et qui la différencie des quelques conflits ethniques que la République de la Turquie puisse répondre. C'est pour cela que la question kurde est une dynamique conflictuelle, qui est forcée au processus de solution par divers milieux politiques, étant donné qu'elle a un poids lourd sur la société de la Turquie, et qu'elle comporte des risques possibles nationales et régionales. Mais l'essentiel est de savoir où, comment et avec quels moyens qu'on peut avoir une solution efficace. C'est la raison pour laquelle nous devons regarder aux situations et aux formes de représentations actuelles qui rendent l'identité kurde problématique dans le cadre des rapports de dominance en Turquie.

Commençons par une histoire qui montre les arguments qui nous permettent aujourd'hui de parler d'une « rancune kurde » installés sur la mémoire collective des Kurdes. Cette histoire donne aussi quelques indices importants à saisir plus ou moins les motifs, où le PKK, le représentant actuel de la lutte politique kurde, a germé suite. Selon l'histoire se répandit de bouche à oreille dans le centre de Diyarbakir, dans les premiers mois de 2009, un couple d'enquêteurs de la TRT veut poser quelques questions en langue kurde aux hommes dans les rues de Diyarbakir, pour savoir ce qu'ils pensent de TRT6, la chaîne de télévision officielle pour les Kurdes, lancée en Janvier 2009 par la TRT. Un certain nombre de personnes, qui ont accepté les

⁸ Pour une histoire des rebellions kurdes, voir Göktaş, 1991.

interviews, essayent de s'exprimer autant qu'ils le pouvaient le faire en langue kurde. Toutefois, certains préfèrent répondre directement en turc et quelques uns préfèrent de poursuivre le reste de la conversation en langue turque. Dans de tels cas, l'intervieweur arrête d'enregistrement et leur demande de ne pas parler en turc et de parler seulement en langue kurde. Naturellement, cette demande des enquêteurs est remplie avec effarement par les hommes à chaque fois. Au milieu de ces pourparlers, un vieil homme commence à parler en turc avec un accent. Après avoir été averti de parler en langue kurde par les enquêteurs, il dit: « Dans le passé, quand nous parlions en kurde, vous disiez qu'il était interdit et nous a forcés à parler en turc. Maintenant, c'est le turc qui est interdit? Que voulez-vous de nous? N'interviewez pas avec moi alors. Je ne veux pas le faire... »

La question de savoir ce qui est si drôle dans cette histoire pour le peuple de Diyarbakir, -nous devons aussi prendre en considération leur sens extraordinairement développé de l'humour- en d'autres termes effectivement, la morphologie de cette histoire donne quelques indices frappants concernant l'évolution de la question kurde comme un problème ethnopolitique. Ce qui rend l'anecdote amusante et humoristique, pour ceux qui ont donné une oreille et l'ont transmise, est sans aucun doute, le fait qu'il est *la langue turque*, mais pas cette fois *la langue kurde*, qui est interdit de parler devant les caméras de la TRT, la chaîne officielle de l'État. Cette réaction d'un homme kurde du monde d'un certain âge (non pas d'un adolescent kurde ordinaire) à un canal public (non pas à pas une chaîne de télévision ordinaire) reflète très concrètement, comment la société kurde perçoit la République de la Turquie: Dans l'imagination des Kurdes, l'État présente chaque bouquet de droits affiliées aux Kurdes, à l'intérieur d'un groupe d'interdictions beaucoup plus large et il les rend toujours fonctionnelles de cette manière pour décrocher son propre hégémonie. Par conséquent, le scepticisme qu'un homme kurde à un âge avancé a acquis à travers des expériences persécuteur, apporte dans un acte réflexe qui lui a fait soulever une objection quand on lui dit de parler en kurde, mais pas en turc, devant les caméras de la chaîne d'État. C'est au moment où le rôle de cette objection est découvert qu'elle inverse les rôles historiquement constitués: le mouvement politique kurde, dont les diverses sortes de simples revendications culturelles ont été opprimés par la violence et qui a maintenant pris une "avantage", ignore complètement les réformes, qui sont exprimés dans le concept de « la politique de

l'initiative » (*açılım politikası*) dans le champ de la littérature politique quotidienne, même au début, c'est-à-dire, à la rue. La vraie raison pour laquelle cette anecdote s'est répandue si facilement chez les Kurdes par le bouche à oreille est que le profil de l'attitude que le vieil homme de Diyarbakir, qui représente l'individu kurde qui se méfie et refuse une attendait outil culturel *présenté* par l'État, flatte la fierté nationale des Kurdes: ainsi, nous pouvons dire que, pour les Kurdes, le plaisir de se moquer de l'autorité établie est devenue à la fois le produit et la dynamo de la lutte pour leur identité qu'ils ont été impliqués depuis des années.

Nous aimerions lancer dans une digression ici et discuter d'un couple d'observations liées à la construction de l'identité kurde. La culture orale des Kurdes, ce qui est très sophistiqué par rapport à leur culture écrite, embrasse divers exemples qui narrent un tel sens des plaisirs. Ce sens spécial et collectives du plaisir, qui combine la vanité nationale et la mythologie de la résistance nationale, rappelle à l'esprit la notion de « la jouissance », qui est formulée à propos de « l'identification nationale » par Slavoj Žižek, qui contribue à la littérature sur le nationalisme avec certains concepts lacaniens. Žižek explique cette « chose » spéciale, qui configure l'identité nationale, comme suit:

« L'élément qui tient ensemble une communauté donnée ne peut être réduite au point de l'identification symbolique: le lien reliant ses membres implique toujours une relation partagée vers une chose, vers la jouissance incarnée. (...) L'identification nationale est, par définition, soutenus par une relation vers la nation qua Chose. (...) Si on nous demande comment nous pouvons reconnaître la présence de cette chose, la seule réponse cohérente est que la chose est présente dans cette entité insaisissable appelé 'notre mode de vie'. Tout ce que nous pouvons faire, c'est énumérer les fragments déconnectés de la façon dont notre communauté organise ses fêtes, ses rituels d'accouplement, de ses cérémonies d'initiation, en somme, tous les détails par ce qui est rendu visible la façon unique, une communauté *organise sa jouissance*. » (Žižek, 2002: 212).

Si nous voulons faire avancer où Žižek arrête, « la chose » que les Kurdes ont dû se concerter avec inévitablement, tandis que « l'organisation de leur jouissance », avant tout autre élément culturel, est le cocon duquel est enroulé autour de « le mythe de la lutte nationale ». Telle que, même les 20 dernières années, ce qui sont libellées par les Kurdes comme « la période de guerre », est souvenue avec les souvenirs de la violence, et que cette période donne quelques éléments culturels pour les Kurdes d'en faire les objets de la jouissance collective. En outre, la communauté peut recruter

dans ce domaine, où celles modernes et prémodernes se confondent, les composantes de l'identité qui rassemblent ses membres. Puis, -qui doit être discuté dans les sections à venir, notons nos observations concernant la question, même s'il peut sembler contradictoire à première vue: l'identité kurde, qui a été formée au cours du processus de modernisation de la société kurde, a été inclus dans un catégorie politique avant d'être une partie d'une catégorie ethnique, et il a acquis une perspective unique dans la lutte menée pour elle.

En fermant cette parenthèse de l'identité et revenant au sujet, il faut dire que tous les souvenirs, qui sont pleines de souffrance et de rappeler l'indignation de la prison de Diyarbakir, sont encore vivants dans la mémoire collective des Kurdes. En outre, alors que la phrase « parlez en turc, parlez sans compter », qui a affiché sur les murs de cette prison, détermine encore la perception de l'État pour les Kurdes -en tenant compte la propagation idéologique régulière de ces pratiques dans la chaîne de la TRT- maintenant, la liberté de parler en kurde devant les caméras de la même chaîne se cogne au scepticisme traditionnel des Kurdes. Et cette situation inhabituelle devient ainsi un récit plein d'humour pour les Kurdes.

Dans l'ensemble, l'objet réel de l'anecdote n'est ni le vieil homme qui a eu le dernier mot, ni les journalistes de la TRT: c'est l'État lui-même qui est le sujet principal qui donne le sens humoristique à l'histoire, en d'autres termes, celui qui a fini par être ridicule. Comme les personnages bourgeois en vaudevilles traditionnels, qui ne peuvent s'empêcher de chanceler tout, l'État, il gâte tout le long de son expérience de chaîne de télévision kurde.⁹ L'État lui permet d'être utile ni pour lui-même, ni pour les autres parties. Cependant, ce *droit*, d'une façon ou d'une autre, est acquise par les Kurdes et est ouvert à leur propre consentement. Indépendamment du consentement de Kurdes et de la fondation juridique de la chaîne, on peut dire qu'une chaîne de télévision en langue kurde seule, ce qui est effectuée dans le corps de la TRT, est une mesure qui avait été un degré jusqu'à présent mais il est devenu quelque chose qui peut être passée sous silence.

⁹ Il y a quelques autres anecdotes similaires délivrées dans les causeries des Kurdes sur le processus de la fondation de TRT6. L'un d'eux présente les temps dépensé pour l'embauche d'un présentateur qui parle kurde. Car les curriculum vitae de presque toutes les personnes qui ont demandé à l'emploi n'ont pas été trouvés « convenable » de travailler à la TRT, qui est une société publique. Presque chaque candidat qui parle kurde a, plus ou moins, impliqués dans des conflits avec l'État, et donc, a été « contaminé ». Ce processus était douloureux en termes de la TRT, mais toutefois, il est devenu un sujet tout à fait une quête hilarante pour les Kurdes politisés.

Alors, dans quel sens tous ceux qui disent ci-dessus concernent « la méprise » de Martin van Bruinessen? Il y a 25 ans, en Février 1984, Bruinessen souligne que le mouvement politique kurde est vaincu à la suite du processus du coup d'État de 12 Septembre dans son article, intitulé « *Les Kurdes en Turquie* » et publié pour une institution centrée à Washington, appelée *Middle East Research and Information Project (MERIP)*. Il énumère un certain nombre de pratiques inexorables effectués après, comme les détentions massives et des interrogations à la torture, et il décrit avec ces mots à la fin de l'article, après le coup d'État, comment est-il difficile pour les Kurdes de récupérer: « *Le mouvement kurde organisée semble avoir été vaincu pour le moment, mais il faudra beaucoup de temps pour la conscience ethnique et nationale, ce qu'il a stimulé et a représenté, à l'extinction.* » (Bruinessen, 1984: 12). Néanmoins, un peu après six mois à compter de la date de publication de cet article, le PKK a lancé un mouvement de guérilla pour la première fois en Turquie, impliquant une lutte armée avec l'Armée turque, qui a converti tout le pays en « baraquas », comme Bruinessen concède aussi. A partir de ce moment, le cours des événements nous a conduits à un tel point que maintenant, même ce que les Kurdes constituent au sein de la structure ethnodémographique de la société turque est devenue un sujet de recherche -même si par la règle du pouce-, et encore moins parle-t-on aujourd'hui des perspectives comme la conscience nationale des Kurdes disparaîtra.

Par conséquent, on peut dire que Bruinessen a fait une grave erreur, comme il admet d'une manière étonnée plus tard (Bruinessen, 1988). Parce que, le mouvement politique kurde organisé en Turquie, juste au moment où la défaite de celui-ci a été déclarée, a relancé avec PKK, comme un mouvement cette fois soutenu par les classes pauvres.¹⁰ Et les deux anecdotes ici doivent être considérés comme deux gouttes d'eau simples dans l'océan des informations et documents qui sont fabriqués à partir de facteurs sociaux, politiques, culturels et économiques des indicateurs qui révèlent clairement l'étape arrivée dans le courant de l'évolution de l'identité kurde au cours des 25 dernières années. En outre, il convient de noter que l'évolution a procédé tout à fait contrairement aux affirmations de Bruinessen, qui anticipe une

¹⁰ L'aspect surprenant réelle du phénomène que nous traitons est que le leadership de l'organisation, qui a introduit la dynamique nationaliste pour les Kurdes en Turquie aux masses les plus larges, a été menée par de jeunes étudiants provenant de classes pauvres et qu'ils l'ont menée par l'aide des outils de la lutte marxiste-léniniste. Néanmoins, cet aspect intéressant de la nationalisation kurde ne sera pas porté tout au long de ce mémoire.

longue durée pour la disparition de cette conscience. Par conséquent, on peut facilement penser que l'identité kurde en Turquie a été implicitement reconnue : il suffit d'avoir seulement une preuve unique de TRT6, qui est une chaîne publique en langue kurde. Dans le sous-chapitre suivant, nous allons discuter les indicateurs qui forment la question kurde aujourd'hui dans les domaines de la démographie, l'urbanisation et le développement. Ci-joint, à travers de l'exercice de ses certaines paramètres contemporaines, nous allons étudier les possibilités d'un projet de l'intégration nationale dans la poursuite d'une solution pour la question kurde.

2.2. La conjoncture contemporaine: Les nouveaux paramètres de la question kurde

2.2.1. Compter les Kurdes « approximativement »

Qui a un besoin et la capacité d'accéder aux informations quantitatives sur toute la population humaine avec une identité définie vivant sur un territoire donné à certaines frontières? Ou, pour poser la question de la façon réversible: à qui la science de la démographie servir? Comme la réponse est claire, nous n'avons pas besoin de se lancer dans une longue discussion sur l'épistémologie de trouver la réponse: L'information quantitative sur toute la population humaine est celle qui est nécessaire et accessibles par ceux qui sont ou veulent être, souverain sur cette population. Nous n'avons pas de preuves scientifiques pour démontrer que les gens ordinaires souhaitent connaître le nombre de personnes qui sont aussi ordinaires que eux-mêmes, d'autre part, nous avons beaucoup d'éléments de preuve démontrant que, à travers l'histoire, même depuis l'antiquité, les classes qui sont souverains de ces gens ordinaires ont une tendance à la quantification de la population qu'ils contrôlent (Kuhrt, 1995: 695). Par conséquent, comme dans l'Empire romain où l'un des premiers recensements systématiques a été organisée par l'envoi d'officiers pour compter les gens porte en porte pour trouver le nombre d'hommes à l'âge de service militaire, les informations obtenues grâce à la science de la démographie sert au pouvoir social moderne qui vise à définir les frontières à la liberté sociale et de la contrôler (Foucault, 1976; Hirschman, 1993). En effet, l'émergence de la science de la démographie en tant que nous connaissons aujourd'hui coïncide avec l'âge du capitalisme concurrentiel, c'est-à-dire dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle où la bourgeoisie était dans le profond besoin d'informations quantitatives sur la société. Il a été Achille Guillard qui a mis le mot « démographie » en service en 1855 avec son

étude intitulée « *Éléments de statistique humaine ou démographie comparée* », et la définition qu'il propose exactement confirme cette suggestion. Guillard définit la démographie comme « *l'histoire naturelle et sociale de l'espèce humaine* », et il considère les données sur la naissance et la mort des hommes comme des renseignements indispensables pour le pouvoir social (cité par Chesnais, 1990: 3).

Nous avons des exemples intéressants datant au début du 20^{ème} siècle à propos de l'associativité des recensements pour « le pouvoir national », qui est le concept majeur que le terme « le pouvoir social » invoque. Un de ces exemples est la difficulté dans les recensements dans les sociétés d'Europe orientale, où la formation des États-nations progresse relativement plus lente que l'Europe occidentale. La distinction classique dans la littérature des sciences sociales, qui s'appuie sur deux formes différentes de la nationalisation, c'est le type français de la nationalisation politique fondée sur la citoyenneté par rapport au type allemand de la nationalisation culturelle fondée sur la race et la lignée, apparaît ici comme un facteur déterminant sur la méthodologie des recensements en Europe occidentale et orientale. Les informations citées par Kertzer et Arel des sources allemandes aident à expliquer les raisons pour l'émergence de la catégorie de « langue maternelle » dans les recensements.

« Lors des sessions du Congrès international de statistique, les statisticiens des États-nations occidentaux ont fait valoir que la notion de nationalité culturelle, tel que développé dans l'Est de l'Europe, ne s'applique pas à eux. Leurs homologues de l'Est ont fait valoir que le concept n'était pas géographiquement restreint, et ils ont tenu des discussions approfondies sur lesquelles catégories particulières représenterait mieux 'la nationalité' culturelle des peuples. Un consensus s'est dégagé parmi les spécialistes de recensement de l'Est que la question de la nationalité culturelle ne doit pas être demandé directement, mais plutôt être dérivé d'une question sur la langue. (...) La principale objection à demander directement à des individus sur leur nationalité culturelle était que, à un moment de la conscience nationale faible, beaucoup auraient été confondue sur ce qu'il faut répondre. En d'autres termes, alors que certaines élites nationalistes faisaient valoir que les groupes nationaux existaient et devaient être représentés statistiquement, de nombreux membres présumés de ces groupes ne savaient pas qu'ils avaient une telle affiliation. » (Kertzer et Arel, 2002: 9).

Benedict Anderson, dans la section inspirante intitulée « Recensement, Carte, Musée » qu'il l'a ajouté à la deuxième édition de son étude « *Imagined Communities* », suggère une observation frappante sur l'Asie du Sud-Est à propos de

l'instrumentalisation des recensements pour le classement des peuples, ce qui semble soutenir notre hypothèse :

« La véritable innovation des recenseurs des années 1870 était, par conséquent, pas dans la *construction* des classifications ethniques et raciales, mais plutôt dans leurs *quantifications* systématique. Gouverneurs précoloniaux dans le monde malayo-javanais avait tenté d'énumérations des populations sous leur contrôle, mais celles-ci ont pris la forme de l'impôt sur les rouleaux et les listes de levées. (...) Les jeunes régimes européens dans la région ne sont pas, à cet égard, différentes nettement de leurs prédécesseurs. Mais après 1850, les autorités coloniales utilisaient de plus en plus des moyens administratifs sophistiqués pour dénombrer les populations, y compris les femmes et les enfants (que les anciens souverains avaient toujours ignorés), selon un labyrinthe de grilles qui n'a pas un but immédiat financier ou militaire. » (Anderson, 2004: 168).

Les recensements modernes offrent un ensemble de données essentielles à classer et à restructurer la société dans le processus de formation des États-nations. C'est l'une des raisons principales pour lesquelles les recensements sont devenus indispensables pour le pouvoir d'État visant à la souveraineté nationale totale et complète (comme dans le cas historique de la France, et en Turquie qui tente de poursuivre le même chemin en un peu à une voie tortueuse), car les recensements sont capables de révéler les « menaces » qui peuvent perturber les frontières, les capacités et le processus constitutionnel (l'unité de la *nation* supposé théoriquement et l'intégrité du *pays* qui a été obtenu grâce à des difficultés) d'une nation qui en est encore au stade de la constitution.¹¹ Aussi, dans un cas où la présence d'une *entité* que l'identité nationale ne peut pas couvrir est connue depuis le début, il peut être compris si cette entité a une tendance vers une identité alternative résistante, et plus important encore, si elle progresse vers la nationalisation à partir de la simple expression d'une identité ethnique politisée. Si la politisation de l'identité ethnique d'un peuple autochtone est parallèle au processus de concentration de ce peuple sur un espace territorial, ce serait alarmant pour le pouvoir de l'État-nation qui se bat pour une capacité totale d'identité nationale souveraine (à nouveau, comme dans le cas de la France et la Turquie. La disposition de la France, qui a couvert légalement hors des questions sur la langue maternelle, l'origine ethnique et la religion dans les

¹¹ Pour plus d'informations sur l'importance des données sur la population arménienne dans les frontières de l'Empire ottoman au début du siècle comme une condition qui a façonné la disposition du Parti de l'Union et du Progrès (et en particulier de Talat Pacha) contre les Arméniens, qui est un frappant exemple à notre cas, voir Dadrian, 2004.

recensements explique suffisamment lui-même). Par conséquent, nous pouvons suggérer que les informations classificatoires obtenues dans les recensements ont un caractère fonctionnel quand elle est inaccessible au public, et un caractère dangereux quand il est accessible par le public.¹²

Parmi les recensements couvrant des informations sur les identités ethniques des citoyens à la Turquie, celui en 1965, qui a été le dernier recensement dont résultats proclamés publiquement, marque un seuil critique. Après ce recensement, l'État a littéralement sauté dans le silence à propos de la population kurde en Turquie, et a préféré ignorer les discussions en cours sur le sujet. Comme Sirkeci (2000: 152) le souligne, on s'est interrogé sur l'origine ethnique dans les recensements jusqu'en 1990, mais les résultats de cette catégorie ne sont pas publiés depuis 1965. Néanmoins, l'État a franchi un pas important d'appliquer des changements fondamentaux dans la politique démographique du pays dans la même année. Avec *la loi no 557 du 1^{ère} Avril 1965 sur la planification de la population*, on a quitté des politiques de santé pronatalistes, ce qui ont été soutenus depuis la fondation de la République, et on a commencé à suivre la politique du contrôle des naissances et des pratiques de la planification familiale (Behar et al., 1999: 41). Les résultats officiels des recensements aident à remonter la transformation de la structure démographique de la population de la Turquie en conséquence des pratiques de planification familiale en vigueur depuis 1965, ainsi que les conditions ayant conduit à une transition démographique de la population dans son ensemble. D'autre part, il n'y a pas de données officielles sur l'évolution de la population kurde dans le même processus ou sur les réfractions et les différenciations dans sa structure ethnodémographique. Les Enquêtes démographiques et sanitaires de la Turquie (TNSA – *Türkiye Nüfus ve Sağlık Araştırmaları*) qui sont ethniquement sensibles, et effectuées tous les cinq ans depuis 1968 par l'Institut d'Etudes démographiques de l'Université Hacettepe (HÜNEE - *Hacettepe Üniversitesi Nüfus Etütleri Enstitüsü*), peuvent être considérées en générale comme une étape pour combler cette lacune. Cependant, il est impossible de comparer les données et les chiffres démographiques

¹² Un autre exemple de « mutisme » avec la France et la Turquie, c'est l'Israël. Le gouvernement israélien, à travers les recensements, ignore l'identité culturelle que les juifs viennent de différentes régions du monde apportent de leurs anciens « homelands ». Pour plus d'information sur le sujet, voir Goldscheider, 2002: 71-92.

estimations qui sont obtenus à partir des exemples d'une échelle étroite avec celles des recensements officiels.

En raison de tels facteurs, les données chiffrées sur la population kurde en Turquie sont restées un point focal pour plusieurs cercles politiques et universitaires. Aujourd'hui, l'intérêt pour la question a augmenté incomparablement au passé, qui est essentiellement dû au fait que la population mentionnée a commencé à *sa propre* processus de construction nationale, en parallèle à celle de la nation souveraine.

Le but de ce chapitre du mémoire n'est pas à chercher des réponses à la question « *combien de Kurdes vivent en Turquie?* », ou pour ajouter une autre figure à ceux qui ont été suggérées dans diverses sources jusqu'aujourd'hui. Le présent chapitre ne fera aucune estimation quantitative sur la population kurde en Turquie. On va simplement se concentrer sur les aspects démographiques de la population kurde sur la base des chiffres estimatifs actuels. Nous devons mettre une note maintenant sur cette limitation, qui sera expliquée plus en détail à la fin de ce chapitre : il est impossible de savoir le nombre « précis » et « certain » de la population kurde en Turquie en raison des relations actuelles constitutionnelles, administratives et politiques de dominance, parce que toute recherche quantitative sur une communauté amorphe et indéfinie se terminera dans la même impasse si on ne définit pas son existence spatiale. Par conséquent, la première question qui se pose est: « *Qui est le Kurde?* » Cependant, les réponses qui peuvent être données à cette question, comme indiqué ci-dessus, dépasse les limites de ce mémoire.

Les chiffres officiels et non officiels, qui ont été suggérées pour la population kurde en Turquie à ce jour, varient d'une gamme très large. En outre, il est devenu obligatoire pour les chercheurs à inclure certains adjectifs tels que ceux figurant dans le titre de ce chapitre pour toutes les figures qui ont été suggérées peu fiable. La raison fondamentale à cela, comme nous l'avons expliqué plus haut, est due au fait que les recensements en Turquie ignorent les identités ethniques qui constituent la société. En outre, de nombreux chercheurs ont signalé la qualité insuffisante et imprécise des données tirées des recensements exceptionnels tels que ceux de 1935 et 1965, qui fournissent les seules données officielles disponibles uniquement (Mutlu, 1995, 1996; İçduygu et al., 1999; Sirkeci, 2000). Il est connu que, aux dates

où ces recensements ont eu lieu, l'approche essentielle de l'État était de diminuer les chiffres, quelle que soit la difficulté de recueillir des données dans les zones rurales. Une autre raison de la variété dans les figures est le fait que presque toutes les données du recensement suggérées en rapport avec les Kurdes sont influencées par les dispositions idéologiques des chercheurs ou les fournisseurs de source. Cela signifie que les chiffres du recensement seront plus ou moins élevés proportionnellement au niveau de la sympathie ou de l'antipathie des personnes qui suggèrent ces chiffres à la lutte des kurdes pour leur l'identité. Les données suggérées en TNSA détenus par HÜNEE tous les cinq ans et certains autres recherches indépendantes avec un nombre élevé d'échantillons sont « estimés » par nature et ne peuvent donc pas être comparé à aucun groupe de données fournies par les recensements officiels. Par conséquent, tous les chiffres qui peuvent être mis en avant par rapport à la population kurde en Turquie sont approximatifs, estimatifs et indéfinies.

L'aspect distinctif des recensements de 1935 et de 1965 entre les recensements de la Turquie est leur inclusion d'une question sur la langue maternelle des citoyens et la fourniture de données officielles sur des groupes constitués par des personnes de différentes origines ethniques qui composent la société turque. Selon les données tirées des recensements précités, la population kurde en Turquie résume à 1.480.246 en 1935, ce qui correspond à un ratio de 9,2% en 16.157.450, la population totale de la Turquie. Le recensement de 1965, qui a été le dernier recensement sensible à ethnicité avec les résultats proclamés publiquement, a estimé la population totale de la Turquie soit 31.391.421, notamment une population kurde de 2.370.233, ce qui correspond à un ratio de 7,55%. Selon les recensements officiels, l'augmentation annuelle de la population kurde de 1935 à 1965 correspond à un chiffre modeste de 1,58%. Pendant la même période, le taux d'augmentation annuelle de la population turque et de la population totale était de 2,26% et 2,12% respectivement.¹³ Les résultats des deux recensements sont fournis collectivement au tableau 2.1.

¹³ Les taux d'accroissement annuel de ces données du recensement ont été calculés par Mutlu (1996: 520).

Tableau 2.1 – Les résultats des recensements 1935 et 1965

	Années	Turquie	Kurdes	Taux (K/T)
Population totale	1935	16.157.450	1.480.246	%9,2
Population totale	1965	31.391.421	2.370.233	%7,55
Taux d'augmentation	1935-65	%2,12	%1,58	

Source: Mutlu, 1996.

A partir de 1965 les recensements réalisés en Turquie ont été insensibles aux origines ethniques et les différences de langue maternelle. Par conséquent, les seules données du recensement sur la population kurde qui peut être considéré comme officiel peuvent être trouvées dans TNSA détenus par HÜNEE en 1993, 1998 et 2003. Le premier de ces recherches périodiques a eu lieu en 1968 dans le but de recueillir des données sur la fécondité, la planification familiale, santé maternelle et infantile. La neuvième de ces recherches a eu lieu en 2008, et ses résultats n'ont pas été encore annoncés en Septembre 2009. TNSA, qui s'est tenue en 2003 par HÜNEE et en coopération avec le Ministère de la Santé, définit ses objectifs généraux dans l'introduction et la section sur la méthodologie comme suit: Pour calculer les taux et les indicateurs qui ne peuvent pas être fournis par le système de registre de vie, d'identifier les changements structurels dans la population en raison de facteurs démographiques et socio-économiques, d'offrir une base de données pratiques et des analyses qui constituent une politiques alternatives délibératives pour les décideurs, d'obtenir des données qualifiées, profondes et détaillées pour analyser les déterminants directs et indirects des processus démographiques et de collecter des données qui aideront à préparer des programmes et à appliquer des politiques pour les sous-groupes de population (Ergöçmen et Türkyılmaz, 2004).¹⁴ Dans la structure de l'échantillon et pendant son mise en œuvre, la Turquie a été divisée en cinq régions conventionnelles (Est, Ouest, Nord, Sud et Moyen), et dans ces régions, les établissements avec une population de moins de 10.000 ont été considérées comme ruraux, et ceux avec une population supérieure à 10.000 étaient considérés comme des zones urbaines. La recherche visait un total de 13.160 ménages. A travers le méthode de l'entretien face-à-face avec un questionnaire structuré, la recherche a inclus des entretiens avec des ménages et des femmes mariées fertiles (âgés de 15 à 49).

¹⁴ Pour le texte intégrale: <http://www.hips.hacettepe.edu.tr/tnsa2003/index.htm>

Dans TNSA en 1993 et en 2003, les sujets ont demandé à leur langue maternelle, et les réponses ont conduit à des chiffres qui ont été utilisés par des chercheurs indépendants dans le calcul des chiffres de population estimés sur la population kurde en Turquie correspondant aux périodes de recherche (İçduygu et al., 1999; Sirkeci, 2000; Koç et al., 2000; 2008; Koç et Hancıoğlu, 1999). İçduygu, Romano et Sirkeci (1999), dans leur article, qui évalue la question kurde en Turquie sur la base de la notion d'« environnement de sécurité », ont fondé leurs estimations sur les données de TNSA-1993. Les auteurs¹⁵ ont inclus toutes les personnes qui ont répondu à la question sur la langue maternelle comme « kurde », y compris les parents secondaires de la famille, et ont conclu que la population kurde en Turquie résumer à 8,9 millions, correspondant à 15% de la population totale, basée sur l'estimation d'une population totale de 59,9 millions. Sur la base du même ensemble de données, les auteurs commentent sur la répartition spatiale de la population kurde à travers la Turquie comme suit:

« Notre analyse des données de TNSA indique que 70% de la population kurde en Turquie est située dans l'est du pays, y compris le sud-est. Cela implique que, contrairement à l'opinion bien établie de ces dernières années que plus de la moitié des Kurdes de Turquie vivent dans la partie occidentale de la Turquie, les zones traditionnelles kurdes sont toujours le domicile de la majorité du peuple kurde. » (İçduygu et al., 1999: 1002).

Sirkeci (2000), sur la base des conclusions de TNSA-1993, indique les rapports suivants pour les sujets qui ont répondu à la question sur la langue maternelle comme « le kurde »¹⁶: 15,21% des sujets ont le kurde comme la langue maternelle, 15,94% des sujets ont des mères dont la langue maternelle est le kurde, 16,32% des sujets ont un père dont la langue maternelle est le kurde, 15,40% des sujets ont un mari dont la langue maternelle est le kurde, 16,03% des sujets ont des maris dont les mères ont le kurde comme langue maternelle, 15,97% des sujets ont des maris dont les pères ont le kurde comme la langue maternelle. Dans la même recherche, Sirkeci, sur la base des données du recensement de 1965 et de TNSA-1993, a inclus ses propres estimations sur la population kurde en 1965 et en 1990. Selon l'auteur, quand les réponses des « kurde » données à la question sur la langue

¹⁵ Pour l'explication des auteurs sur cette préférence méthodologique, voir İçduygu et al., 1999: 1008 (note 31).

¹⁶ Dans la recherche qui portait sur 38.284 personnes, un total de 32.130 sujets ont répondu à cette question.

seconde des sujets autres que la langue maternelle est incluent, la population totale des Kurdes en Turquie en 1965 constitue 13,1% de la population totale. Sirkeci, réunissant 6 différentes variables¹⁷ qui déterminent l'appartenance ethnique dans TNSA, conclut que la population kurde constituait 17,8% de la population totale en 1990 (Sirkeci, 2000: 155-156).

Les résultats de TNSA qui s'est tenue en 2003, soit 10 ans après TNSA-1993, nous permettent de regarder dans la transformation de l'évolution démographique en Turquie à travers une décennie. Dans la recherche, le groupe de sujets qui ont été interrogés sur leur langue maternelle, a été constitué par les femmes mariées âgées entre 15 et 49. Comme cité par Koç, Hancıoğlu et Çavlin (2008) en TNSA-2003, 82,6% de ce groupe fait part de leur langue maternelle comme « le turc », tandis que 14,5% ont répondu que « le kurde », 1,9% comme « l'arabe » et 1% restant dans les « autres ». Les auteurs considèrent que ces chiffres reflètent la composition ethnodémographique de la Turquie en 2003, et ils identifient les différences démographiques entre les populations turques et kurdes, en utilisant ces données. Selon eux, comme dans le cas en 1993, 68,8% de la population kurde, qui est une très grande majorité, vivent dans la région orientale de la Turquie, alors que seulement 16,5% vivaient dans l'ouest (Koç et al., 2008: 450).

Comme on le voit ici, l'estimation de la population sur les Kurdes en Turquie, suggérée par Koç, Hancıoğlu et Çavlin sur la base des données de TNSA-2003, est sensiblement différente des deux autres recherches sur la base des données de TNSA-1993. İçduygu, Romano et Sirkeci (1999) estiment le taux de la population kurde dans la population totale de la Turquie pendant la décennie précédant 2003 que 15%, tandis que Sirkeci (2000) suggère que ce taux devrait être 17,8% pour les années 1990. Comme nous savons que la population kurde a démographiquement un taux de fécondité élevé et que la population ne peut pas tomber dans une décennie, cette différence découle de la différence dans les préférences des auteurs quant à la manière d'inclure les personnes dans la « population kurde ». En fait, Koç et Hancıoğlu, dans leur recherche avec un titre similaire en 1999, estiment le taux de la population kurde dans la population totale que 13% en 1993 (Koç et Hancıoğlu, 1999). L'estimation de ces auteurs pour le taux en 1998 est 14,4% (Koç et al., 2000),

¹⁷ Ces variables sont le 6 options correspondant à la question sur la langue maternelle, comme mentionné ci-dessus.

ce qui indique que Koç et Hancıoğlu étaient plutôt conservateurs dans leurs estimations de la population kurde, et qu'ils n'ont été retenus que ceux qui ont indiqué la langue kurde comme la langue qu'ils utilisent. Comme indiqué par İçduygu, Romano et Sirkeci (1999: 1008), cette catégorie de la population kurde devrait être étendue à 6 autres variables à inclure des sujets qui ont des parents primaires parlent kurde comme la langue maternelle. En effet, compte tenu des mécanismes classiques de l'oppression politique et culturelle, qui a un potentiel de manipuler les réponses, il peut être considéré comme une meilleure approche à appliquer une telle extension.

Outre les institutions gouvernementales, divers chercheurs indépendants nationaux et étrangers ont réalisé de nombreuses études sur la population kurde, et ont donc constitué un groupe d'estimations de population à travers un large éventail. Comme mentionné ci-dessus, il y a eu de nouvelles contributions sur le sujet en raison de l'intérêt croissant pour la dimension quantitative et la distribution territoriale de la population kurde en Turquie. L'un des exemples les plus frappants à cette curiosité est la curiosité publique en Turquie à la recherche intitulé « *Les groupes ethniques dans la République de la Turquie* » par P.A. Andrews, qui fut d'abord publié en 1989. Selon la note de l'auteur dans l'avant-propos de la deuxième édition de l'œuvre, cette étude importante a été traduite en turc et publiée en Turquie, sans le consentement de l'auteur et l'éditeur. Le catalogue des données démographiques a été fondée, avec quelques études indépendantes ethnologiques / anthropologiques, sur les données des Etudes inventaires des Villages (*Köy Envanter Etütleri*), ce qui était autrefois préparé par la Direction générale des Terres et d'Etablissement (*Toprak ve İskan İşleri Genel Müdürlüğü*) jusqu'en 1963 et a ensuite été transféré au Ministère des Affaires rurales (*Köy İşleri Bakanlığı*) jusqu'en 1971. Bien Andrews essayé d'éviter de citer un chiffre précis ou un rapport sur la population kurde, les lecteurs en Turquie, ils le comprenaient d'une manière qui est contraire à ce que l'auteur a voulu, en raison de la publication de contrefaçon avec beaucoup d'erreurs de traduction entre autres facteurs. Andrews, dans sa préface à la deuxième édition de son étude en deux volumes en 2002, a exprimé sa stupéfaction de l'affaire, et a souligné que seule un taux estimatif et approximatif peut être mentionné pour la population kurde en Turquie (Andrews, 2002b: 15). Selon l'auteur, fondée sur les résultats du recensement de 1965, les Kurdes, mais pas par

l'affirmative, ont une population de 3.921.262, ce qui représente 12,49% de la population totale de la Turquie à la date de ce recensement. Il peut être entendu que Andrews a arrivé à cette conclusion en additionnant le nombre de personnes qui ont indiqué le kurde comme leur langue maternelle ou secondaire dans le recensement de 1965.

Ignorant l'avant-propos, l'étude ne mentionne pas de chiffres d'origine, mais Andrews, dans le chapitre sur les Kurdes dans son travail, comprend les chiffres estimés sur la population kurde a suggérés dans différentes sources (Andrews, 2002a: 110). Le tableau 2.2 montre les chiffres estimatifs de population cités par l'auteur et leurs sources et les années:

Tableau 2.2 – Les estimations de population kurde par divers auteurs / sources

Auteur / Source	Année	Estimation
Birge	1949	1.480.246 ^a
Nikitine	1956	4.5 milyon
Bruk	1958	2.5 milyon
Kinnane	1964	2.5 milyon
Ghassemlou	1965	4.9 milyon
Area Handbook	1970	1.5 milyon
Vanlı	1970	6.6 milyon
Vanlı	1971	6.750.000
Edmonds	1971	3.2 milyon
Kerimli	1974	7.637.000 ^b
Short&McDermott	1977	3.2 milyon
Van Bruinessen	1978	7.5 milyon ^c
Chailand	1978	8.5 milyon ^d
Andrews, F.D.	1982	3.8 milyon

Source: Andrews, 2002a.

a En référant au recensement de 1935

b Pour 1970

c Pour 1975

d En référant au recensement de 1970

David McDowall, dans son ouvrage intitulé « A Modern History of the Kurds », estime la population kurde au Moyen-Orient en 1996 comme « autour de 24 à 27 millions », et suggère que les 13,2 millions de cette population vivent en Turquie, et affirme donc que les Kurdes représentent au moins 22% de la population totale de la Turquie (McDowall, 2004: 24). Martin van Bruinessen suggère sa propre estimation de la population kurde en Turquie, dans son ouvrage classique intitulé «Agha, Shaikh et l'État »:

« Basé sur le recensement de 1970 et le taux de la population kurde dans la population générale des communes, je conclus que 5,7 millions de Kurdes vivent en Turquie en 1970, ou avec une correction en tenant compte du taux général d'accroissement de la population (13%), 6,5 millions de Kurdes vivent en Turquie. La population kurde vivant dans les autres régions de Turquie devrait être ajoutée à ce calcul. » (Bruinessen, 2003: 29).

Bruinessen, qui suggère que la population kurde en Turquie en 1975 était de 7,5 million et que ce chiffre correspond à un taux de 19% dans la population totale de la Turquie, qui a été 40,2 millions à cette date, souligne que « *ce chiffre aurait pu être calculés d'une manière conservatrice* » (Bruinessen, 2003: 30). Robert Olson, qui évidemment préféré être plus méfiant, plutôt que McDowall et Bruinessen, estime la population kurde en Turquie entre 12 et 14 millions, comme il le précise dans son étude intitulée « La question kurde et les relations turco-iranien à partir de la Première Guerre mondiale à 1998 » (Olson, 1998: 13).

Mehrdad Izady, qui semble être plus courageuse que tout les chercheurs en études de population, va dans ses projections sur la population kurde, dès 4000 avant JC, comme il l'a indiqué dans son étude intitulée « *Kurds: A Concise Handbook* » (Izady, 2004). Comme nous savons que les données sur la population de même il y a un siècle doit être abordée avec le doute, nous pensons qu'il serait assez précis pour ne considérer que les chiffres récents de l'étude d'Izady. En fait, les projections démographiques de Izady qui s'étendent également en 2050 paraissent douteuses que l'auteur ne parvient pas à fonder sa méthodologie explicitement. Selon l'auteur la population kurde en 1990 est 13,8 millions. Osman Aydın, dans son étude sur la base des données du recensement de 2000, va même s'affirmer comme Izady et suggère que la population vivant dans les régions kurdes somme allant jusqu'à 16,5 millions (Aydın, 2004).

La compilation des données reflétant la population et la démographie des Kurdes, comme nous l'avons indiqué précédemment, est une activité qui constitue l'un des aspects majeurs de l'attention récemment sur les Kurdes, qui exige incontestablement un effort collectif qui dépasse largement les tentatives individuelles des chercheurs indépendants, et par conséquent, un soutien financier. Par rapport à l'histoire récente, la fréquence des études de terrain menées et la variété de l'information présentée, peut être considérés comme un indicateur du fait que la

production de connaissances en ce qui concerne la société kurde ne sera pas bloquée facilement par les autorités judiciaires et institutions similaires, comme cela est arrivé dans le passé. Afin de ne pas faire des commentaires précipités, ajoutons cela : étant donné qu'on s'est remis la question de reconnaissance / acceptation de l'identité kurde, cette nouvelle condition donne du réconfort aux personnes qui souhaitent créer des connaissances sur les Kurdes, et par rapport au passé, elle laisse les institutions juridiques avec moins d'espace pour opérer. Les recherches à grande échelle, menées par la société de recherche KONDA pour les organisations de divers médias, peuvent être considérées comme des sous-produits de ce « réconfort ». Selon les résultats de la recherche menée par KONDA en 2006 intitulé « *Qui sommes-nous? La recherche de la structure sociale* », la population de la population kurde vivant en Turquie est aussi élevée que 11.445.000 et représente 15,68% de la population totale (KONDA, 2006: 17). Dans une autre étude intéressante menée par l'institution internationale Évangéliste appelée *The Joshua Project*, il est indiqué que la population totale des Kurdes, qui parle les langues kurde et Zaza, est 14.056.690 - reflétant 19% de la population totale du pays.¹⁸

Enfin, ainsi que les chiffres spécifiques, qui sont présentés d'une manière globale dans les études écrites sur l'histoire politique et la structure sociale des Kurdes, que nous les considérons plutôt comme celles dépendantes de l'effort, l'observation et la perspicacité individuelles des chercheurs, nous tenons à mentionner des études de recherche faites par Özsoy, Koç et Toros (1992) et par Mutlu (1996) parmi les articles qui sont fréquemment cités dans la littérature produite sur la population kurde. De ces recherches, qui tous deux s'appuient sur les données du recensement de 1965, selon les conclusions de Özsoy, Koç et Toros, les Kurdes constituent le 12,4% de la population totale de la Turquie au début de 1990. Dans cet article, écrit en un temps qui peut être considéré comme précoce, les auteurs projettent la population de 1992 sur la base des résultats du recensement de 1965.

Servet Mutlu, avant une projection de la population kurde vivant en Turquie au début des années 1990, révisait-il les données du recensement de 1965, dont il prétend de représenter faussement la population kurde. Selon Mutlu, en comparaison avec les résultats -d'une certaine manière- acceptables du recensement de 1935 où la

¹⁸ www.joshuaproject.net

population kurde a été indiqué que 1.480.246, se rapportant à 9,2% de la population, il est inacceptable que le nombre de Kurdes serait suspendue à 7,55% de la population avec un nombre de 2.370.233 à la suite du recensement de 1965. Par conséquent, l'auteur souligne que le taux d'augmentation annuel de 1,58% pour la population kurde entre les années 1935 et 1965 est trompeur, et de 2,5% constitue un nombre acceptable, à la place de 1,58%. Selon les données du recensement de 1965 révisées¹⁹ sur la base de ce raisonnement, les Kurdes constituent un total de 9,97% de la population de Turquie avec une population de 3.130.390 (Mutlu, 1996: 525).

Partant des résultats du recensement de 1990, Mutlu donne alors des estimations détaillées de la population kurde en 1990 sur la base des villes. Quand on regarde le nombre total, Mutlu estime la population de Kurdes, qui vivent en Turquie en 1990, que 7.460.000. Ce chiffre, qui est 12,6% de la population totale, est un peu plus que le taux réclamé par Özsoy, Koç et Toros en 1992. Dans l'article, en plus de ce qui est mentionné ci-dessus, deux conclusions importantes sont présentées concernant l'augmentation annuelle de la population kurde et de la répartition régionale de la population. Selon les calculs de Mutlu, entre les années 1965 et 1990, tandis que le taux annuel moyen d'augmentation de la population kurde est 3,24%, le taux d'augmentation des autres groupes ethniques qui composent la société a été 2,17% (L'augmentation globale de la population en Turquie tout au long de la même période est 2,31%). Mutlu souligne que la population kurde a augmenté d'environ 50% plus vite dans cette période de 25 ans en comparaison aux autres groupes qui constituent la société. En plus de cela, il fait cette observation en ce qui concerne la répartition régionale des Kurdes en Turquie : dans la période de 25 an de 1965 à 1990, malgré la migration intense des Kurdes de la région à l'ouest, 65,22% des Kurdes résident toujours dans les régions de l'Anatolie de l'Est et du Sud-est (Mutlu, 1996: 532). Quand ce taux est comparé par rapport au taux présenté par İçduygu, Romano et Sirkeci (1999), il devient évident que les auteurs ont presque atteint à la même conclusion. Brièvement, les Kurdes vivent encore dans « la région ».

Même en survolant les chiffres estimatifs revendiqués en ce qui concerne la population kurde vivant en Turquie, on peut facilement arriver à la conclusion que ni aujourd'hui, ni dans le passé, il n'est pas possible de parler d'un ou plusieurs chiffres

¹⁹ Pour plus d'informations sur la méthode de calcul qui a été utilisé par l'auteur de réviser les résultats des données du recensement de 1965, voir: Mutlu, 1996: 538.

qui sont convenus, compétent et précis. Le fait que le nombre de la population des Kurdes est inaccessible (plus précisément, c'est une information difficile à obtenir) nous laisse avec cet inventaire des chiffres qui varient dans une fourchette large. La raison pour laquelle les chiffres varient beaucoup dépend sûrement principalement sur le manque d'ensembles de données *officielles* dans ce domaine, telles que les données du recensement. En outre, le fait que les chercheurs indépendants ont jusqu'à présent hésité à produire des données sur la population kurde en Turquie pour des raisons différentes, a conduit à l'insuffisance de la concurrence et la diversité des points de vue dans ce domaine, et entrave par conséquent l'information générée à partir d'atteindre le niveaux souhaités en termes de compétences de qualité.

D'autre part, un autre facteur qui a conduit à un tel grand écart dans les estimations de population des Kurdes est que ces chiffres sont établis en fonction des préférences politico-idéologiques des chercheurs ou des financeurs. Sur un tableau où les chiffres de population sont rangés dans l'ordre croissant, tandis que le chiffre donné par un chercheur qui a récemment renoncé à nier l'existence des Kurdes reste dans le haut, se déplaçant vers le bas sur la liste, les chiffres estimés par ceux qui considèrent les Kurdes positivement et, enfin, ceux qui prônent personnellement la lutte politique kurde sera détecté. Alors, quelle est cette gamme tirant vers le haut ou vers le bas n'est pas une phase de recherche scientifique, mais la lutte politique: de la même manière que les Kurdes, comme un groupe ethnique, manipulent l'ampleur de leur population afin de soutenir leur processus de formation de l'identité, l'État et ceux qui parlent en son nom, tirent les chiffres vers le bas dans un effort visant à affaiblir ce processus, de la même manière. Par conséquent, le sujet est le positionnement de la population kurde, qui est pris entre l'hégémonie des politiques de l'assimilation / ignorance et celle du discours du nationalisme kurde, et qui doit choisir une identité pour eux-mêmes parmi ces identités. L'individu kurde sera soit convaincu par le discours dominant de l'État et trouvera un statut pour lui-même en termes sociaux et politiques au sein de la société turque et diminuera les chiffres de la population kurde; ou il ne sera pas en mesure de trouver une place et se joindra à l'autre côté. Dans la sous-section de son travail intitulée « Qui est kurde? », O'Shea note ce qui suit en ce qui concerne les outils mutuellement élaborés par les pays du Moyen-Orient et des Kurdes sur le problème de la population:

« Comme le souligne McDowall, ‘rien, à part des frontières réelles du Kurdistan, génère autant de chaleur dans la question kurde comme l'estimation de la population kurde’. De toute évidence, les pays d'accueil peuvent tenter de nier la présence des Kurdes ou des autres minorités ethniques ou religieuses au sein de leurs frontières, comme la Turquie, ou ils sont plus susceptibles de tenter de réduire les chiffres. Ils peuvent le faire par des dispositifs tels que: la création de critères irréalistes pour l'inclusion au sein du groupe ; (...) la dispersion de la population, soit par la force ou en encourageant les facteurs de *push / pull* de la migration –cela vise soit à assimiler la groupe plus rapidement, ou au moins, à affaiblir la solidarité ethnique ; l'enregistrement des chiffres de population sur la base de l'habitation, et non pas le choix ethnique ou religieux. Les Kurdes eux-mêmes seront évidemment d'essayer d'élargir le nombre de ceux considérés comme les Kurdes, d'accroître leur crédibilité. Cela prend essentiellement deux formes: la cooptation de membres d'autres groupes au sein de la zone kurde et les membres de groupes en marge du Kurdistan honoraire Kurdes, et l'ajout de la population par région, indépendamment de l'évolution démographique entraînant un déclin de la proportion des Kurdes dans une zone ce qui est historiquement la partie du Kurdistan. » (O'Shea, 2004: 37).

En conséquence, s'il s'agit de la synthèse que nous avons tirée de nos observations sur les estimations de la population, on peut la formuler ainsi : Les chiffres sur la population kurde en Turquie sont enclins à demeurer de simples estimations, et la taille des chiffres revendiqués répond à la proximité ou la distance entre les chercheurs et « l'idéologie officielle » de la République. Plus franchement, (indépendamment des intentions de l'État), il n'est pas possible de « compter » les Kurdes de Turquie, qui ne possèdent pas d'un statut constitutionnel et administratif, et qui ne vivent pas dans un espace territorial ou dans les frontières régionales précises dans les circonstances actuelles. Comme nous l'avons mentionné au début de ce texte, il n'y a pas encore de consensus sur la catégorie dite « la population kurde ». Kertzer et Arel notent les suivantes en relation avec le sujet:

« L'utilisation de catégories d'identité dans les recensements - comme dans d'autres mécanismes d'administration de l'État - crée une vision particulière de la réalité sociale. Toutes les personnes sont affectées à une seule catégorie, et sont donc conçu comme ils partagent, avec un certain nombre d'autres, une identité collective commune. Ceci, à son tour, encourage les gens à voir le monde comme étant composé de groupes distincts de personnes et peut concentrer l'attention sur ce que sont les critères utilisés pour distinguer entre ces catégories. Plutôt que de voir les liens sociaux comme complexes et les ensembles sociaux situationnelles, la vue encouragée par le recensement est celle dans laquelle les populations sont divisées en catégories bien nettes. » (Kertzer et Arel, 2002: 5).

En plus de ce que nous avons mentionné jusqu'à ce point, soulignons quelques approches principales qui ressortent dans les discussions à ce sujet jusqu'à présent. Nous pouvons mettre la population des Kurdes en Turquie sur les deux extrémités distinctes du spectre méthodologique : l'une c'est l'approche qui se limite à la catégorie de langue maternelle dans les résultats des recensements officiels et des TNSA; et l'autre, c'est l'approche qui tente de craie cela jusqu'à la catégorie de deuxième langue parlée. Une autre approche considère les choses d'un point de vue territorial et admet toute la population qui réside dans la région kurde comme ethniquement kurde. Le principal problème ici est que, toutes ces approches finissent par se cogner même barrage. Les différents chiffres de population appartenant aux différents points de vue s'affrontent sur le champ des postulats idéologiques: un de ces points de vue, accepte les Kurdes seulement comme une identité ethnique, et au contraire, l'autre les accepte comme un peuple qui lutte pour la libération nationale. Mais ce domaine se répand dans un champ épistémologique et reste emprisonné dans les limites de la question « Qui est kurde? » Dans ce contexte, cette question devient ni responsable ni explicable. L'identité kurde comme un objet ethnologique et l'identité kurde comme un objet de la résistance politique, ce sont les deux concepts fictifs qui ne peuvent être utilisés interchangeablement. Par conséquent, cela ne peut pas faire l'objet de la lutte dans le cadre du recensement et des outils de la population.

Indépendante des prétentions concernant la population totale des Kurdes vivant en Turquie avec des chiffres allant de 3 à 25 millions, nous pouvons en discuter qu'il y a plus ou moins un consensus significatif sur les caractéristiques démographiques de la même population. Les principales raisons pour cela sont l'existence de la banque de données fournies aux chercheurs par des études menées par HÜNEE et l'acceptation que les chiffres moyens calculés sur un échantillon spécifiques ont la capacité de représenter l'image globale.

La raison d'associer la notion d'intégration nationale avec les tendances démographiques des Kurdes c'est l'influence potentielle des facteurs structurels, tels que le taux de natalité élevé et la croissance démographique rapide, qui sont parmi les caractéristiques démographiques de la population kurde, sur un projet d'intégration possible. TNSA menées en 1993, 1998 et 2003 sont les ressources les

plus importants sur lesquels nous pouvons obtenir ces données. Sütay Yavuz, qui a glané des résultats de TNSA-2003 pour réaliser une analyse comparative sur l'achèvement de la transition démographique en Turquie, note que le taux global de natalité de la population est estimée à 2,2 et ce taux est très proche au taux de renouvellement, en faisant valoir que la famille avec 2 enfants est de devenir la norme dans la société (Yavuz, 2006: 436). D'autre part, dans l'étude, il est souligné que le taux de natalité des femmes kurdes vivant dans les régions de l'Est et du Sud-Est correspond à un chiffre aussi élevé que 3,65, ce qui est supérieur à la moyenne nationale. Selon Yavuz, la différence de taux de natalité entre les deux groupes ethniques par rapport à des niveaux différents de modernisation peut s'expliquer ainsi:

« Une explication de la différence de rythme entre baisse de la fertilité des deux principaux groupes ethniques de la Turquie pouvait être que c'est lié à la structure de peuplement de la femme. Femmes de langue turque sont principalement situées dans les régions occidentales et les régions plus urbanisées. Ce sont les parties les plus modernes du pays. Ils sont plus susceptibles d'avoir été exposés aux normes de fécondité plus 'modernes' et d'avoir accès aux contraceptifs modernes. En revanche, les femmes de langue kurde sont à un sujet plus large mesure aux valeurs plus traditionnelles et les méthodes de contraception inefficaces qui prévalent dans les conditions rurales à l'Est du pays. » (Yavuz, 2006: 453)

Dans leur article qui examine les taux de natalité régional (notamment le taux de natalité élevées chroniquement dans les régions de l'Est et du Sud-Est) Yüceşahin et Özgür (2008) racontent tout à fait une observation intéressante. Les auteurs affirment que le taux global de natalité dans les 8 villes de la région (Ağrı, Urfa, Van, Batman, Şırnak, Diyarbakır, Hakkari et Siirt) a augmenté dans la période de 20 ans, de 1980 à 2000, contrairement à la tendance générale. Yüceşahin et Özgür affirment que cette augmentation n'est pas due aux réflexes nationalistes des Kurdes, comme il est prétendu, mais simplement en raison de la guerre elle-même, qui a débuté en 1984 entre le PKK et l'Armée turque. À la suite de la guerre, la connexion entre les femmes de la région et le personnel de santé qui appliquent les méthodes de contrôle des naissances a été coupée, et le taux de natalité a remonté à son cours habituel. Voici comment les auteurs expliquent cette relation:

« Même si aucune donnée n'est disponible avant les années 1980 pour ces provinces, il semble raisonnable de supposer que les taux de fécondité sont plus élevés avant 1980. La fécondité a diminué entre 1980 et 1985 dans six provinces et cela aurait pu être indicatif de l'amorce d'une transition de la

fécondité. Toutefois, la baisse de la fécondité dans six provinces a été arrêté en 1985, juste après le début des troubles en 1984. Contrairement à la première période, au cours de la période 1985 - 1990, le TFT (le taux de fécondité total) a augmenté de 5-51% dans les huit provinces. Par exemple, les provinces de Hakkari et de Siirt ont connu une augmentation de 36% et une hausse de 51% dans cette période, respectivement. Bien que la fécondité ait baissé dans certaines provinces au cours de la période 1990 - 2000, Şırnak a connu une hausse de 44%. » (Yüceşahin et Özgür, 2008: 151).

En déterminant 4 niveaux différents où le taux de natalité est faible, moyen, élevé et très élevé, ils ont différencié les villes de la Turquie en fonction de ces niveaux pour la période entre les années 1980 et 2000, et ont-ils projeté les données compilées à partir du recensement de 2000 sur les cartes fournies ci-dessous. Comme elle peut être vu dans les chiffres fournis ci-dessous, l'écart entre les régions occidentale et orientale en 1980 et en 2000 indique une tendance à l'expansion plutôt que de réduire le bas (voir: Les figures 2.1 et 2.2).

Dans l'étude réalisée par Koç, Hancıoğlu et Çavlin (2008) dont les estimations sur la population kurde ont été cités ci-dessus, les auteurs prennent les données de TNSA-2003 et de parviennent à une conclusion semblable que les autres auteurs, en faisant valoir que, pendant des années, les Kurdes ont maintenu un taux de natalité élevé en comparaison au reste du pays. Les auteurs soulignent en fonction des recherches effectuées, que « *les Turcs et les Kurdes sont les acteurs des différents régimes démographiques* ».

« Les niveaux de fécondité des Turcs et des Kurdes sont très différents. Aux taux de fécondité actuels, les femmes de langue turque vont donner naissance à une moyenne de 1,88 enfant pendant leurs années de procréation. Le chiffre correspondant est 4,07 enfants pour les femmes kurdes. Les femmes kurdes auront presque 2 enfants plus que les femmes turques. Pour les femmes turques, la maternité est concentrée dans la tranche d'âge 20 - 34 ans, ce qui représente plus des trois-quarts de la fécondité totale. Pour les femmes kurdes, d'autre part, la fécondité est caractérisée par une quantité substantielle de la procréation tardive: 38% de la fécondité totale est représentée par les naissances pour les femmes d'âge 30 - 44. Le chiffre correspondant n'est que de 27% pour les femmes turques. Le niveau de fécondité diminue fortement au-delà de 30 ans et la maternité est négligeable pour les femmes turques dans la quarantaine. En somme, les niveaux de fécondité, ainsi que les schémas de fécondité par âge de deux groupes de langue/ethniques sont radicalement différentes. » (Koç et al., 2008: 450).

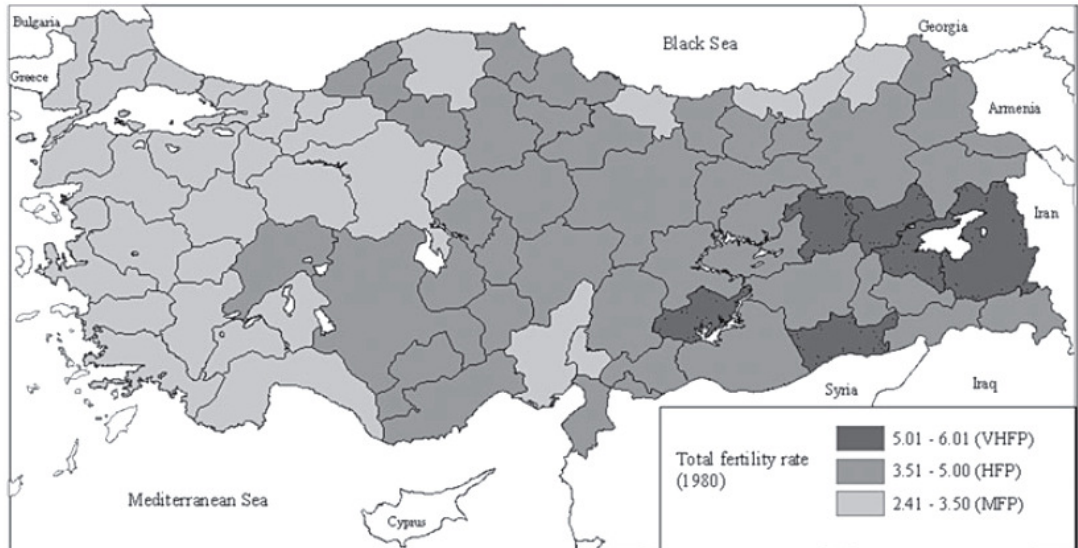


Figure 2.1 : Les villes de la Turquie selon les taux de natalité moyens (MFP), élevés (HFP) et très élevés (VHFP) (en 1980)

Source : Yüceşahin et Özgür, 2008.



Figure 2.2 : Les villes de la Turquie selon les taux de natalité faibles (LFP), moyens (MFP), élevés (HFP) et très élevés (VHFP) (en 2000)

Source : Yüceşahin et Özgür, 2008.

Les résultats que nous avons fournis jusqu'ici reposent fondamentalement sur les résultats de TNSA-2003. Étant donné que les résultats de l'étude de TNSA-2008 n'ont pas encore été publiés, les informations récentes sur le sujet seront disponibles dans la période à venir. Par conséquent, sans se déplacer plus loin sur cette ligne, nous soutenons que tous ces résultats constituent l'épine dorsale critique d'un éventuel projet d'intégration nationale pour la résolution de la question kurde, qui sera discuté dans la troisième partie. Comme il devient apparent, tandis que les

Kurdes sont encore loin du stade de transition démographique, le taux global de natalité des autres groupes ethniques qui constituent la société a commencé à descendre en dessous du niveau de 2,1, ce qui est appelé le taux de renouvellement. La conséquence politique directe de cet indicateur est que le fait que la population kurde, que le régime républicain n'a pas réussi à assimiler, a un taux de croissance plus rapide et relativement, par rapport à d'autres groupes, démontre quantitativement la futilité de *telos* fondamental de l'État-nation turc, l'idéal d'« une nation unique ». La partie suivante, puis, discutera de savoir si ce contexte est vrai pour les autres idéaux monistes de la République.

2.2.2. La société kurde dans le contexte de langue, d'identité et d'urbanisation

2.2.2.1. La langue et l'identité

En tant qu'un moyen de communication, le langage est considéré comme le principal constituant de la formation de groupe depuis Aristote. Selon cette idée, la connaissance du monde extérieur compris devient une partie de la circulation à travers le langage symbolique qui est une propriété collective, et c'est ainsi que la construction de la conscience de soi de la communauté est effectuée. À la suite de Halbwachs, Jan Assman approches aux relations entre langue, culture et identité, sous l'angle de l'acte de symbolisation. Il met également l'accent sur le rôle de la langue en formation de groupe et en considérant cela, il implique l'infrastructure qui construit l'identité sociale.

« La conscience de l'appartenance sociale ou de 'l'identité sociale' comme nous l'appelons, est fondée sur une connaissance et une mémoire partagées et, qui est atteint en parlant une langue commune ou dans une expression plus générale, en utilisant un système symbolique commun. Ce n'est pas les mots, les phrases et les textes qui sont essentielles, mais des coutumes, des danses, des dessins, des broderies, des vêtements, des tatouages, de manger, des monuments, des peintures, des géographies, la signalisation routière et frontière. Tout ce qui manifeste la communauté pourrait être un signe. Quelles sont significatifs sont la fonction de symboles et de la structure du signe, et non l'instrumentalité de la langue. Nous voulons d'appeler cette communauté entière signifiée à travers les symboles, 'la culture', ou plus précisément 'le système culturel'. L'identité sociale correspond à un système culturel particulier qui le détermine, ou plutôt, le reproduit. Le système culturel est le medium sur lequel l'identité commune est fondée et maintenue tout au long des générations. » (Assmann, 2001: 139)

Les notions du « système culturel » et de « l'identité sociale », qui sont suggérées par Assman, non seulement dépeint la nation et ses relations avec ses composantes, mais aussi comprennent le bouquet de critères qui est mis en avant pour le concept d'ethnicité, par différents auteurs (Smith, 1991; Gellner, 1983), en particulier dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Par conséquent, il est important de souligner que *la langue parlée*, dans le cadre du « système culturel », est seulement *l'une* des agrafes dans la construction de l'identité communautaire. Parallèlement à la langue, d'autres indicateurs du système culturel ont la potentialité d'aller au-delà de la langue et de devenir l'élément dominant de la mémoire collective. La raison pour laquelle nous insistons qu'il n'y a pas d'impératif catégorique entre l'identité sociale et les éléments qui forment la base pour elle - par exemple, entre la formation de l'identité nationale et le développement de la langue nationale- est que nous voulons faire comprendre l'hypothèse essentielle de ce chapitre sur le mouvement politique kurde: A la suite de la dernière situation, la construction de l'identité kurde a dépassé le jalon de reconnaissance et cet état des dernières années a permis de parler d'une déconnexion entre le processus de construction de l'identité kurde et le développement de la langue kurde. Cette déconnexion importante entre l'identité kurde et la langue kurde devient progressivement un caractère structurel qui nous donne la possibilité de nommer une nouvelle forme de relation entre eux.

Basé sur une série d'exemples historiques, Anderson (2004) en arrive à une formulation disant: « *Dans un monde où 'l'État national' était devenu la norme oppressive, l'imagination de la nation n'a pas besoin d'un langage commun* ». Cette formulation, en rejetant une relation indispensable entre ces deux éléments, peut être considérée comme une prémisse théorique à notre assertion ci-dessus, mais avant de venir à cette formulation, pour commencer, proposons un épisode descriptif sur lesquelles notre hypothèse dépend. Afin de souligner le terrain gagné sur la lutte de la reconnaissance de l'identité kurde, nous avons raconté une petite histoire dans la première section de ce chapitre. Ce qui est significatif dans cette histoire c'est de voir qu'une partie de la population kurde à Diyarbakir n'est pas assez capable de s'exprimer en kurde et c'est pourquoi, ils passent à la langue turque lors des entretiens. La baisse du taux de l'utilisation du kurde dans la vie quotidienne chez les jeunes kurdes, est un fait agréable qui peut être compris même à travers d'une

observation facile. D'autre part, à travers cette histoire, il est remarquable que cette tendance puisse être observée, même sur les gens d'âge moyen. L'entretien n'a pas lieu dans les villes cosmopolites comme Istanbul ou Izmir, où il est limité pour atteindre les canaux de reproduction culturelle / linguistique pour la population kurde. Mais l'entretien a lieu à Diyarbakir, qui a une signification symbolique dans la lutte politique du mouvement kurde. C'est pourquoi nous pouvons venir à l'estimation que la langue kurde fragilise et perd sa position centrale entre les éléments du système culturel de la communauté kurde. Par conséquent, nous pouvons affirmer que ce fait affecte inévitablement (et il va également) la dynamique de la formation de l'identité kurde, et, dans ce contexte, la nécessité de redéfinir la relation entre l'identité et la langue naîtra de la pression des dynamiques sociopolitiques.

Maintenant, nous pouvons aller en sens opposé par l'assertion *démentie* de Martin van Bruinessen, que *l'effacement de la conscience ethnique et nationale kurde, stimulée et représentée par le mouvement kurde organisé, cela prendrait du temps* (Bruinessen, 1984: 12). Comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre, après les 25 ans de 1984 à aujourd'hui, la lutte du peuple kurde pour la reconnaissance d'identité était arrivée à une conclusion, mais encore, l'usage de la langue turque parmi les Kurdes dans la vie quotidienne leur avait augmenté et ils avaient commencé à s'exprimer mieux en turc. Elle est précise que la lutte de deux étapes –la déclaration de l'identité kurde et son émergence dans l'espace public- avait accompli, mais parallèlement, la langue kurde, qui devrait être considéré comme l'élément essentiel de la formation de l'identité ethnopolitique, avait perdu sa puissance considérablement.

Hassanpour était exact de dire « *la langue kurde n'est pas morte en Turquie, mais il y a une possibilité élevée de son extinction* » dans les 1980 (Hassanpour, 2005: 236). Dans son ouvrage où il a étudié les rapports entre la langue kurde et le nationalisme kurde, Hassanpour énumère cinq différents types de « dispositions officielles » contre les langues minoritaires, en référence à Juan Cobarrubias: *tenter de tuer la langue, laisser mourir la langue, la coexistence non soutenue, soutenir partiellement les fonctions spécifiques de la langue et reconnaître comme la langue officielle*. Comme on peut le voir ici, la liste va de *la pire* à *la meilleure*, et la

disposition le pire sur la liste est la « tenter de tuer la langue », qui est détaillée par Hassanpour comme suit: *le suicide de langue, le génocide linguistique, la mort de langue, la désagrégation de langue, la langue en mourir, linguicide, la langue menacée*. Hassanpour, après avoir souligné que le kurde a été soumis à un niveau sérieux de l'oppression par des certaines interdictions officielles en Turquie (comme la loi numérotée 2987 et datée 1985), affirme que la disposition de l'État contre la langue kurde depuis la déclaration de la République en 1923, est un exemple typique de « *linguicide* » (Hassanpour, 2005: 251). L'auteur définit le terme *linguicide*, en référence à Jaroslav Rudnykyj, comme les actions visant à éliminer une langue ou un dialecte complètement ou partiellement, ou d'empêcher son développement. Qu'est-ce que Hassanpour suggère pour les langues minoritaires, explique la photo que nous avons définie ci-dessus par rapport à la langue kurde:

« L'exemple de la langue kurde est caractérisée par la prévalence des mesures linguicidal. Pourtant, les études sur les langues minoritaires indiquent que même en absence de restrictions juridiques sur les droits linguistiques, la répartition inégale du pouvoir économique, politique et culturel acte contre la survie de langues défavorisées. Le melting-pot américain offre de nombreux exemples sur les langues minoritaires qui ont disparu dans les conditions de répartition inégale du pouvoir. Même quand une langue minoritaire, dans cet état, est utilisée comme un moyen d'éducation, la question de savoir si le programme vise à monolinguisme ou le bilinguisme est soulevée. Même lorsque l'objectif est de préserver la langue maternelle, il existe des raisons suffisantes de penser que l'enseignement bilingue de la minorité se traduira par la disparition de la langue maternelle. » (Hassanpour, 2005: 253)

Le tableau que nous avons tiré dans le présent chapitre suggère que les Kurdes ont été éloignés de leur langue dans la mesure où ils acquièrent leur identité en raison des « politiques linguicidales » qui ont été mises en œuvre depuis la fondation de la République de la Turquie. D'autre part, nous avons besoin de données provenant des études de terrain compréhensives pour renforcer notre hypothèse. Les études de terrain qui se tiendra à ce sujet (à la fois quantitatives et qualitatives) fourniront des données surprenantes sur le rôle communicationnel de la langue kurde dans la vie quotidienne.

2.2.2.2. L'urbanisation et l'identité

Soit nous l'appelons la modernisation kurde ou l'urbanisation de la société kurde, la mobilisation sociale des Kurdes a été un phénomène très en retard par rapport au reste de la Turquie. Le prétendu « le processus d'urbanisation rapide en Turquie » (Tekeli, 1982) qui se réfère à la migration totale des zones rurales vers les villes après la Seconde Guerre mondiale, n'a pas déclenché une transformation remarquable au sein de la structure stable de la société kurde. Selon Hobsbawm (1997: 338), il était assez confuse que la Turquie est restée comme le seul « château des villageois » au Moyen-Orient jusqu'au milieu des années 1980. Nous pensons que c'est en raison de l'existence massive des villageois kurdes qui ont été rangés dans ce grande « congélateur » appelé « la région kurde ». Néanmoins, cet équilibre social au sein de l'ensemble de la Turquie a formé le statu quo social et politique de la société kurde, s'étendant le long de la fin de la guerre froide. Depuis plus de 60 ans, la République de la Turquie a mobilisé toutes ses ressources militaires et civiles elle peut, afin de protéger ce statu quo social.

Ces structures protégées rurales, qui ont permis à la langue kurde et la culture traditionnelle d'habiter dans une zone étanche et stable pendant des centaines d'années, ont commencé à se dissoudre après le mis en mouvement de la dynamique d'urbanisation, comme dans toutes les sociétés. Parallèlement à la dissolution de l'infrastructure sociale, -de nouveau, comme dans toutes les sociétés- les secteurs formels et informels des structures culturelles, qui sont fondées sur cette base, ont d'abord été endommagé et presque ont été dissous. En conséquence, tout dans ce processus, il semble y avoir un besoin de construction d'institutions culturelles modernes qui ont la qualité de remplacer ces structures qui se dissolvent. Toutefois, les institutions modernes, qui pourraient développer le système culturel de la société kurde, n'ont jamais été correctement réglées en raison de la contrainte évidente de l'État. Pour cette raison, les mécanismes de reproduction de la langue kurde et la culture traditionnelle sont progressivement devenus des métis, et ce fait a préparé le terrain pour des formes fragmentaires d'appartenance, en sens que Giddens définit à ses recherches sur les symptômes de la modernité tardive (1991).

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, le fait que la déclaration de l'identité politique pour la société kurde va de pair avec la dissolution

des structures culturelles de base, nous donne la chance de parler de ces deux dynamiques fonctionnent dans des directions opposées. Toutefois, nous devons souligner que le principal aspect qui construit cette relation peut être expliqué dans le contexte des faits historiques et les dynamiques socio-économiques (c'est-à-dire dans le processus de l'urbanisation / de la modernisation), mais pas dans le contexte des pratiques de l'État où il ya des prévisions conscientes. A première vue, l'observateur pourrait penser que c'est un paradoxe: la société kurde a été progressivement accru distance avec sa culture traditionnelle dans la mesure qu'elle est devenue urbanisée depuis 1970s. D'une façon ou d'une autre, ils ont contribué et logé eux-mêmes dans la culture urbaine de la Turquie qui était en train de se former. En termes d'histoire sociale, cela n'a pas d'un point intéressant et il n'y a rien spécifique pour les Kurdes. Toutefois, c'est ce qui rend l'expérience kurde vaut pour l'analyse: l'expérience de l'urbanisation des Kurdes après des années 1980 va de pair avec la lutte politique pour l'identité kurde, et ces deux possèdent une dynamique que l'appui des uns des autres. Exactement dans ce processus, les Kurdes ont commencé à perdre leur langue dans l'aura de la ville, et ils ont utilisé la langue turque, plus de la langue kurde dans la vie quotidienne.

Donc, la totalité des raisons pour l'image paradoxale de ces deux dynamiques synchroniques se rassemblent sur la base de ce chemin socioéconomique: l'État a un objectif fondamental de faire un Kurde de la Turquie qu'il utilise la langue turque dans sa vie quotidienne, qui s'étend aux générations de l'avenir qu'ils rêvent même en turc. Même si cet objectif a été essayé d'être atteint par quelques moyens d'assimilation comme l'éducation standardisée, le service militaire obligatoire etc., toutefois, ce sont les villes, où le turc est la *lingua franca* dans la vie quotidienne, qui a rendu cet objectif possible. Yeğen (2006) met l'accent sur la faiblesse de la capacité d'assimilation de la République de la Turquie en parlant de l'aspect qui a fait la langue kurde et la culture traditionnelle à l'abri des tentatives d'assimilation pour une longue période. Il arrive à une conclusion similaire sur la régression de la langue kurde dans le processus d'urbanisation:

« Il y avait un grand effort pour mettre fin à la relation ténue entre les Kurdes et le centre pour toujours, dont ils connaissaient l'histoire. Toutefois, le but ultime a toujours été un peu indisponible à cause de la faiblesse de l'organisation nationale du marché, les inconvénients du statut géographique, mais surtout à cause de l'insuffisance financière de la République. Les

ressources insuffisantes ont été le principal obstacle à la turquisation de Kurdes à travers l'éducation, les transports et les établissements obligatoires. Pour dire la vérité, la partie significative de l'assimilation en cours a été réalisée après 1950. En d'autres termes, l'urbanisation et la diffusion de l'économie de marché à la région ont été plus efficaces que les mesures coercitives que la République a prises, tels que le règlement forcé. » (Yeğen, 2006: 14)²⁰

Conformément à cet objectif de l'État, le mouvement politique kurde a également atteint son premier objectif. Dans les villes, les Kurdes, qui parlent, pensent et rêvent en turc, ont rencontré une *obligation* stupéfiante - plutôt que du *droite* - de dire que « je suis kurde. » C'est une question de fait, pour le mouvement politique kurde et pour le groupe cible social du mouvement, il n'est pas possible de parler d'une dissolution remarquable ou d'une régression cumulative, qui peut être compatible avec ce fait.²¹ Ainsi, l'accent qu'Anderson (2004) fait sur le potentiel d'un certain intervalle entre la langue et la formation de l'identité politique dans les processus de construction de l'identité ethnopolitique est également valide pour l'identité kurde:

« C'est toujours une erreur de traiter les langues dans la façon que certains idéologues nationalistes les traitent - comme *emblèmes* d'être nation, comme des drapeaux, des costumes, des danses folkloriques, et le reste. La chose la beaucoup plus importante sur le langage est sa capacité de générer des communautés imaginées, le renforcement en effet des *solidarités particulières*. Après tout, les langues impériales sont encore *vernaculaires*, et donc celles des vernaculaires particuliers parmi d'autres. Si un Mozambique radical parle le portugais, la signification de ceci est que le portugais est le moyen par lequel le Mozambique est imaginé (et en même temps limite-t-il son allongement vers la Tanzanie et la Zambie). Vu de cette perspective, l'utilisation du portugais au Mozambique (ou en anglais en Inde) est fondamentalement pas différent que l'utilisation de l'anglais en Australie ou le portugais au Brésil. » (Anderson, 2004: 150)

Si nous essayons de penser à la lutte politique des Kurdes dans un contexte international à la lumière de l'évaluation ci-dessus qu'Anderson fait, on peut dire qu'ils sont proches de cas de l'Irlande du Nord en Grande-Bretagne plutôt que les cas

²⁰ Nous devrions ajouter ceci à la remarque de Yeğen: Si on regarde au tableau d'ensemble, les migrations forcées qui sont appliquées par l'État, ne semblent pas être séparées de la dynamique d'urbanisation dans la région. À terme, ces mesures devraient être considérées comme l'un des aspects qui a urbanisé les Kurdes.

²¹ Sans doute, cette remarque n'exclue pas le fait que le mouvement politique kurde vit des oscillations / confusions idéologico – politiques, ou qu'il perd sa force aux villes occidentales comme Istanbul, par rapport au passé. Tous ceux sont vrais, mais notre accent est plutôt sur les indicateurs à l'échelle de la Turquie.

du Basque et du Catalan en Europe continentale.²² Les Irlandais du Nord peuvent imaginer une nation irlandaise plus facilement en langue anglaise. La même chose est en vigueur pour les Kurdes qui peuvent aussi imaginer une « nation kurde » plus facilement dans la langue turque. Aliza Marcus, se référant aux Kurdes qui ont connu ces années, indique au sujet des politiques d'assimilation de l'État dans les années 1960 qui ont retourné contre:

« Ankara a espéré que l'offre de possibilités d'éducation aux Kurdes hâterait leur assimilation par l'enseignement de la langue turque et l'histoire comme si c'était la leur. En 1961, les internats régionaux spéciaux ont été créés pour retirer les enfants kurdes de leur environnement d'origine et de les éduquer dans un environnement absolument turc. Mais cela a eu pour effet involontaire de renforcer l'identité kurde. Les jeunes hommes, qui avant auraient eu d'autre choix que d'abandonner l'école et de travailler dans les domaines de la famille ou de colporter dans une ville poussiéreuse, ont été offerts endroits dans les internats régionaux. Ici, ils pourraient recevoir une éducation au secondaire et pourraient même être admissible à l'université. Au lieu de rester enfermés dans leur petit village ou la ville, avec peu d'exposition à ce qui se passait dans le reste du pays, sans parler du monde, ils ont été projetés dans un nouvel environnement d'idées, de débats, et d'autres étudiants kurdes. » (Marcus, 2009: 46)

Les Kurdes, qui n'ont pas subi une transformation sociale sérieuse, pendant le processus d'urbanisation rapide en Turquie aux années de l'après-1950 (en dehors de la dynamique de migration fondée sur la relance économique dans les années 1970), ont pu ni faire parti d'une identité collective turque telle qu'avait proposé l'État-nation moderne, ni créer les instruments de la lutte moderne de l'identité afin de transformer l'ethos du processus de la construction républicaine, jusqu'aux années 1980. Par conséquent, les Kurdes ont continué à vivre dans le même cocon rural où sont-ils gardés fermés pendant des années. Ce cocon peut être caractérisé par un univers culturel faible formé par les rapports de production précapitalistes, et cet univers s'était installé sur « la géographie du Kurdistan » ce qui n'existe plus politiquement²³ et qui devient peu à peu un mythe. En résumé, les kurdes ont pu entrouvrir la porte de ce « congélateur historique » qui leur était fermée, seulement

²² Les Basques et les Catalans ont centralisé leurs langues de plus en plus dans le réseau de solidarité ethnopolitique et dans leurs demandes historiques nationales par rapport à tout autre aspect culturel. Mais d'autre part, aujourd'hui, moins de 10% de la population au l'Irlande du Nord utilise la langue traditionnelle gaélique irlandaise dans la vie quotidienne, et le reste de la population parle anglais. Mais cette situation n'a créé aucun facteur destructif pour l'identité de l'Irlande du Nord. Ici, l'espace que la langue a quitté est occupée par le Catholicisme, c'est-à-dire, par la religion, ce qui est une autre ressource de motivation forte autant que la langue (Oakes, 2001).

²³ Dans le sens de région du Kurdistan qui se trouvait comme un élément politique du « système des nations » de l'Empire ottoman et de la Premier Assemblé d'Ankara entre les années 1920 et 1924.

avec l'apparition du PKK dans les années 1980. Depuis la fondation de la République, la société kurde possédait d'une organisation sociale essentiellement tranquille, culturellement autonome, mais complètement faible dans le sens administratif et politique, à l'exception des cas successives qu'ils ont été déplacés de leurs territoires. Mais, à partir des années 1980, le sens des événements ont incité les Kurdes à regarder à une autre direction, et ainsi, depuis cette date, l'histoire s'est accélérée pour les Kurdes.

Par conséquent, une des raisons primordiales de l'accélération de l'histoire pour les Kurdes, c'est le processus du conflit qui s'est commencé en 1984 entre le PKK et l'Armée turque. Les opérations de la migration forcée (et le fait de « la migration involontaire » (Yılmaz, 2008) ce qui a eu lieu en relation avec celle forcée) sont les plus importantes conséquences sociales de ce processus du conflit, et il faut souligner qu'elles constituent ce facteur accélérateur. On a commencé à appliquer ces migrations forcées dans la perspective d'un concept spéciale de sécurité développée au début des années 1990, quand l'Armée turque s'est commencée à perdre le contrôle des conflits, et ces opérations avaient pour but d'un côté *d'abandonnement les zones de guerre*, et de l'autre, *de punir les civiles du côté de l'adversaire*. En effet, l'ensemble des applications, que Jongerden (2008) les appelle d'une manière juste comme « la réinstallation », n'est qu'une continuité moderne des politiques traditionnelles d'établissement appliquée sur la population kurde par les Ottomans depuis 19^{ème} siècle. Les dernières études sur les migrations forcées vécues dans les années 1990 traitent non seulement les dimensions quantitatives, mais aussi les dimensions psychosociologiques et juridiques de cette tragédie ce qui a laissé des histoires traumatiques à la mémoire de la société kurde. (İnsan Hakları Derneği, 2002; Kurban et al., 2006; TESEV, 2006b; HÜNEE, 2006; Barut, 2002; Kalkınma Merkezi, 2006; TMMOB, 2004).²⁴

D'autre part, il faut souligner qu'il causerait à une analyse superficielle si on traite entièrement la migration kurde, qui s'est commencée aux années 1980 et accélérés aux années 1990, sous la catégorie de « la migration forcée ». En ce sens, il est important de clarifier la notion de « la migration involontaire » ce qui nous

²⁴ Etant donné que la dimension concernant les droits de l'homme de la migration forcée n'est pas le sujet spécifique de ce travail, on parlera plutôt ses effets mobilisateurs sur la société kurde, au lieu des détails quantitatifs.

permet de différencier les divers composants de la migration kurde. Dans ce mémoire, nous considérons nécessaire d'utiliser cette notion empruntée de Bediz Yılmaz (2008), dans un sens plus large que les frontières tracés dans l'article propre de Yılmaz. Selon Yılmaz, l'exode rural en Turquie porte en générale un caractère *volontaire*, mais la migration kurde réalisée d'une manière *involontaire* au cours des dernières vingt ans, et pour cette raison-là, elle propose le concept de « la migration involontaire » en tant qu'une définition plus générale, concernant la migration forcée :

« Au cours des années 1990, alors que *la migration forcée* est une expression correcte pour les gens qui ont été contraints d'abandonner leurs villages en raison des exécutions d'évacuation des villages, avec des difficultés économiques à venir, en raison de certains plusieurs effets liés à l'environnement de conflits, pour les personnes qui ont quitté **leur villages**, nous considérons que, l'expression *la migration involontaire* serait plus approprié et similaires à des Personnes déplacées à l'Intérieur [*Internally Displaced Persons*] qui est acceptée par la littérature internationale. Migration involontaire, tout en couvrant les migrations forcées, nous permet de déterminer dans une seule catégorie toutes les activités migratoires liées aux dues à plusieurs raisons telles que, la pression du PKK, les exécutions par l'État d'urgence, les comportements négatifs des gardes de village, l'interdiction de haut plateau, l'embargo sur la nourriture, le risque de mortalité, la cessation des activités économiques, la réduction des services éducatifs et sanitaires. » (Yılmaz, 2008 : 135) [Italiques sont à Yılmaz, et l'accent est à moi]

Surtout dans la forme et le sens de la migration involontaire décrite ci-dessus par Yılmaz, il est considéré que le terme de migration involontaire est bénéfique pour distinguer les divers contextes du phénomène de la migration kurde qui s'est réalisé au cours de processus du conflit. Ainsi, on peut faire une distinction entre la migration forcée (celles des migrations causées par les évacuations de village ou par des pressions systématiques de l'Armée et des gardes de village) et les migrations des hommes, qui n'étaient pas directement soumis à ces exécutions / contraintes, mais qui avaient été obligé de migrer aux causes des conditions socioéconomiques ce qui ont rendu la vie impossible dans les villages. Toutefois, selon nous, en impliquant ainsi la migration forcée, qualifiant l'activité migratoire originaire de village dans ses grandes lignes, fait cette conception limitée. En fait, cette conception peut définir les activités de migration de la population kurde et non seulement ceux qui ont déménagé dans une autre ville / commune au sein de la région, mais aussi ceux qui y ont vécu et gagné les habitudes et les règles de vie en ville pour un moment, et en ayant y rencontré à des difficultés économiques, ont déménagé à nouvelles villes

occidentales, telles que Adana, Mersin et Gaziantep ou, enfin, à Istanbul. Dans un effort visant à instrumentaliser la conception de *la migration involontaire*, nous proposons de limiter le champ d'application de la conception tout en étendant ainsi. En conséquence, *la migration involontaire*, devrait décrire la population qui a été lié à migrer à cause de plusieurs facteurs (sociaux et économiques), même qu'ils n'avaient pas de toute pression systématique ou exposés à la force par les parties conflictuelles dans la région. En plus de cela, il convient également de décrire des activités migratoires (fondées sur les facteurs socio-économiques) qui ont abouti aux deuxième ou troisième villes de l'Ouest après le première *migration forcée* dans la région. Par conséquent, nous considérons qu'il sera plus facile de déchiffrer la continuité du traitement injuste qui se commence à partir de la migration forcée, et les dynamiques appauvrissant invisibles de la série des migrations vers les villes de l'Ouest. Nous utilisons le terme de *migration involontaire* dans ce sens à la portée de ce mémoire.

Parmi les effets transformateurs de la migration forcée/involontaire sur la société kurde, celui le plus évident c'est qu'elle a accablé la société kurde, dont la structure rurale statique, ce qui a déjà commencé à résoudre. Mais de plus, la migration forcée/involontaire a propagé cette transformation à une échelle extraordinaire, comme nous essayons de souligner dès le début de cette section. En d'autres termes, nous pouvons dire que, le caractère le plus évident de la période d'urbanisation de la société kurde est qu'elle est réalisé au cours d'une période de temps très rapide et tout à coup et en conformité avec le niveau significatif de l'évacuation par la force. Peut-être, comme une ironie de l'histoire, tandis que le PKK a proposé aux Kurdes « s'écarter de villages et entourer les villes » en tant qu'une stratégie révolutionnaire maoïste, il s'est réalisé tragiquement grâce à l'Armée turque, parce que c'est l'Armée turque qui les a contraints à abandonner leurs villages / zones rurales et les a dirigé vers les villes.

On peut considérer que les cibles préférentielles des migrations kurdes est vers les régions de l'Anatolie de l'Est et du Sud-est. D'autre part, au cours des années 1990, la violence et la pression dans les zones rurales ont été effectuées vers les villes à la même région et cela a causé tout un « environnement d'insécurité » (İçduygu et al., 1999) dans ces villes pauvres en termes d'infrastructures. Pour cette

raison, ces villes régionales ont joué un rôle d'escale ou d'une rampe pour les activités de migration des Kurdes s'orientant à l'ouest de la Turquie.²⁵ En fait, comme des données de 21 villes de la région entre 1990 et 2000 montre que, tandis que les vitesses de migration nette de ces villes pendant la période des conflits était assez élevé (tableau 2.3), le niveau d'urbanisation (tableau 2.4) à la fin de cette période est juste au-dessus de 50% comme un résultat. Certes, il est à ne pas manquer que le taux de fécondité élevé caractéristique de la population rurale de la région ait joué un rôle considérable dans cette interaction. Comme Yüceşahin et Özgür (2008) a indiqué, au cours de la période mentionnée ci-dessus, les interruptions dans les services de santé a soulevé ces taux.

Tableau 2.3 – La cote des 21 villes selon les taux de migration net (1990 – 2000)

Villes	Mig. reçue	Mig. donnée	Migration net	Taux de migration
Ardahan	8.791	22.317	-13.526	-106,72
Siirt	17.932	34.994	-17.062	-75,06
Adıyaman	17.624	58.369	-40.745	-70,23
Mardin	26.083	68.165	-42.082	-67,58
Kars	28.937	47.268	-18.331	-61,15
Muş	13.379	37.448	-24.069	-59,82
Ağrı	24.586	50.799	-26.213	-56,45
Erzurum	50.809	97.300	-46.491	-54,78
Bingöl	13.795	25.202	-11.407	-50,07
Batman	20.133	38.165	-18.032	-45,16
Van	35.053	67.406	-32.353	-43,58
Diyarbakır	62.996	111.060	-48.064	-40,04
Şanlıurfa	38.320	87.632	-49.312	-38,91
Tunceli	15.705	18.828	-3.123	-36,65
Elazığ	36.075	48.438	-12.363	-23,77
Malatya	49.192	66.015	-16.823	-21,51
Bitlis	24.270	31.374	-7.104	-21,19
Hakkari	13.369	15.715	-2.346	-12,47
Iğdır	11.944	13.305	-1.361	-9,31
Erzincan	29.336	30.661	-1.325	-4,68
Şırnak	28.457	22.507	5.950	21,77
21 villes	566.786	992.968	-426.182	

Source: GABB, 2008.

²⁵ Pour une analyse sur la migration et le typologie de migrant autour la ville İstanbul, voir Aslan et Pérouse, 2003.

En conséquence, nous considérons que, le phénomène de la migration des Kurdes s'oriente vers les villes métropolitaines de la Turquie afin de sortir des régions conflictuelles et de l'influence du régime d'urgence de l'État. En ce qui concerne un titre d'inspection comme *l'urbanisation dans la société kurde*, nous pensons que cela provoquera une analyse insuffisante si elle est fondée uniquement sur les chiffres régionaux et a exclu la population kurde, ce qui vit hors de cette région. D'autre part, notre débat, qui a eu lieu dans la section précédente, au sujet de l'ambiguïté de l'identité kurde, clarifie les raisons de pourquoi toutes les inspections quantitatives concernant la population kurde, ce qui a immigré dans les régions de l'ouest et du sud de la Turquie, ne sont pas seulement très difficiles, mais aussi impossibles pour le moment. Même s'il existe certaines inspections quantitatives réalisées par certaines institutions gouvernementales telles que l'Organisation de Planification d'État (DPT – *Devlet Planlama Teşkilatı*) (Kocaman, 2008), encore quelques inspections qualitatives faites par certaines organisations non gouvernementales occupent nécessairement une place importante en ce qui concerne les Kurdes et la migration.

Nous avons besoin de faire une note au sujet que nous avons traité dans la présente sous-section. La relation que nous avons mise entre la langue kurde et l'identité kurde, nous pose une question difficile: Si la langue kurde ne joue pas un rôle central dans la lutte politique pour l'identité kurde, dans ce cas, quel pourrait être le facteur qui joue ce rôle pour les Kurdes de Turquie? Nous devons exprimer que nous n'avons pas une certaine réponse à cette question, parce qu'il n'y a pas assez de recherches de qualité élevée sur ce domaine qui doit être travaillée si longtemps. Mais pour un début, nous pouvons suggérer que ce sujet doit être inspecté dans les dynamiques qui forment la mémoire collective des communautés, en particulier dans le processus qui met des événements traumatiques ancrés dans la mémoire collective.²⁶ Par conséquent, dans le cadre de ce mémoire, parmi les facteurs qui soutiennent la politisation de l'identité kurde, sans avoir la langue dans le centre de celle-ci, les migrations forcées (étant une dynamique traumatique et reconstructrice) devraient être spécifiquement traitées.²⁷ Comme une question de fait, le processus de

²⁶ La méthode de recherche de l'histoire orale qui se développe en ces dernières années, offre des possibilités extrêmement efficaces sur la découverte des facteurs spécifiques qui configurent la mémoire collective kurde. Pour l'un des exemples récents, voir: Göç-Der, 2008.

²⁷ Autant de preuves concernant les sujets ci-dessus, peuvent être vues sur un projet de recherche exécuté avec la coordination d'Ayhan Kaya et intitulé « Les migrations internes en Turquie

destruction individuel et social, qui s'est réalisé par ces exécutions, a soutenu la politisation de la société en faveur du mouvement politique kurde (c'est-à-dire le PKK, avec le même sens) et, enfin, le sujet dominant de cette lutte politique, le PKK a commencé à déterminer la perception de l'identité de la société.

Tableau 2.4 – Les taux d'urbanisation aux 21 villes

	Recensement 1990		Recensement 2000	
	Population	Taux d'urban.	Population	Taux d'urban.
<i>Turquie</i>	56.473.035	59%	67.803.927	65%
Şanlıurfa	1.001.455	55%	1.443.422	58%
Diyarbakır	1.096.447	54%	1.362.708	60%
Erzurum	848.201	47%	937.389	59%
Van	637.433	41%	877.524	51%
Malatya	704.359	52%	853.658	58%
Mardin	558.275	44%	705.098	55%
Adıyaman	510.827	43%	623.811	54%
Elazığ	498.225	55%	569.616	64%
Ağrı	437.093	36%	528.744	47%
Batman	344.121	56%	456.734	66%
Muş	376.543	27%	453.654	35%
Bitlis	330.115	43%	388.678	56%
Şırnak	262.006	48%	353.197	60%
Kars	355.823	36%	325.016	43%
Erzincan	299.251	48%	316.841	54%
Siirt	243.435	45%	263.676	58%
Bingöl	249.074	35%	253.739	48%
Hakkari	172.479	41%	236.581	59%
Iğdır	142.601	39%	168.634	48%
Ardahan	163.731	21%	133.756	29%
Tunceli	133.584	38%	93.584	58%
21 villes	9.365.078	46%	11.346.060	55%

Source: Calculé à partir des données de l'almanach statistique de 2007 (TÜİK, 2008).

2.2.2.3. La classe et l'identité

En considérant sa structure continue et holistique de celle-ci, ainsi que les évacuations directement exécutées par l'État après 1980, les mouvements migratoires à l'ouest, causées par des conditions pénibles sociaux, économiques et politiques par l'état guerrière, ont considérablement amélioré la mobilisation sociale parmi les

d'aujourd'hui ». Une sorte d'expression particulière qui peut être appelé comme « l'identité politique post-traumatique » peut être vue sur presque tous les démonstrateurs des périodes de la pré-migration, de la migration et de la post-migration. Pour le texte du projet, voir: Kaya, 2009.

Kurdes. La mobilisation accrue a causé l'attrition sur les réseaux d'organisations sociales féodales qui se penche à des siècles de la société kurde. La mobilisation croissante, a commencé à s'effiloche les réseaux féodaux ainsi que la culture patriarcale des Kurdes, et a commencé progressivement à changer ces institutions traditionnelles dans les dépôts culturels. Enfin, la migration elle-même, en jouant ce rôle convertisseur sur les structures actuelles culturelles, peut aussi devenir plus explicite dans le contexte de l'infrastructure qui détermine les processus de transformation des rapports de production. En d'autres termes, nous pouvons mettre en place l'argument que la catégorie « du travail libre » garde encore sa validité dans les contextes de l'immigration, de l'urbanisation, de la culture et de l'identité kurde.

Sennett (1992: 135) indique que, afin de désigner la liberté de déterminer leur propre vie séculaire, de nombreux gens des villes médiévales ont gravé sur les portes des villes Hansa cette devise *Stadt Luft Macht Frei*, qui signifie « l'air de la ville rend les hommes libres ». Nous pouvons accepter cette situation, comme une vision bourgeoise extrêmement forte qui a paru dans les premiers temps relatifs à la vie urbaine (l'étymologie du mot bourgeois prévoit déjà une brève information elle-même). Marx exprime la vision des serfs, qui se sont précipités vers les villes au moyen-âge, afin de respirer cette « air de liberté » et qui n'avaient pas de biens, sauf leurs propres travaux, dans la section concernant la discrimination entre la ville et les zones rurales, de son livre intitulé « L'idéologie allemande » comme suit:

« La migration massive des paysans vers les villes a continué tout au cours du Moyen Age. Ces serfs, qui étaient exposés à la torture des seigneurs féodaux sur les côtés rurales, ont émigré vers les villes, et ont-ils y trouvé une société organisée : ils étaient faibles contre cette société, et ils ont dû accepter la situation qui a été constitué par la demande pour leur travail et par les concurrents organisés dans la ville (...) La nécessité du travail quotidien dans les villes, a créé la plèbe. » (Marx, 1976: 43)

La condition obligatoire pour faire germer le travail salarié, qui est un embryon dans le cœur de ville pour le moment, aussi bien que Marx l'a indiqué, est avant tout, c'est d'obtenir le serf à part et exempt des zones rurales, et bien sûr rendre cette air qui lui appelle à la ville pour lui montrer aussi les limites de la « liberté ». Si l'on suit le dessin de Marx, le processus de transformation du serf en une plèbe, qui est venu à la ville en sortant de la pression dans la vie rurale, comporte autant de points similaires avec l'histoire d'un individu kurde qui se transformer en un

prolétaire, ce qui est venu à la ville en raison de la guerre et prêts à faire n'importe quel travail à n'importe où pour survivre. En fait, les secteurs de la société kurde²⁸ ce qui sont migré aux villes, ont formé une masse large de prolétaires, et ont-ils intégré directement aux réseaux informels ou les ont établi ces réseaux eux-mêmes s'il est nécessaire.

En conséquence, lorsque les processus de production deviennent flexibles et les marchés du travail deviennent irréguliers, en bref, lorsque le capitalisme transforme en néo-libéralisme, le processus de migration forcée qui coïncide à ces développements, a rendu impossible pour les prolétaires kurdes d'obtenir une identité formellement prolétarienne et d'adopter la conscience de classe. Pour cette raison, entre quelques alternatives devant les Kurdes, ce qui ont amélioré certaines stratégies afin de survivre dans la vie urbaine, *la fraternité prolétarienne* a pris un place secondaire, tandis que *l'identité Kurde, la cidadinité et la fraternité religieuse* ont pesé lourd.

La conception de « la pauvreté à tour de rôle », ce qui est suggérée par Işık et Pınarcıoğlu (2001) dans leurs études où ils ont inspecté l'aventure de l'urbanisation de la Turquie sur le cas de Sultanbeyli, est extrêmement explicative pour la migration forcée / involontaire des Kurdes, ainsi. Les auteurs définissent « la pauvreté à tour de rôle » comme un système cyclique nourri des fondations culturelles où la pauvreté est transférée aux générations qui sont venues aux villes plus tard. Selon cette conception, la migration kurde qui prend de la vitesse dans les années 1990, est l'une des sources de ce système. Les auteurs, qui distinguent la migration kurde des autres migrations de la Turquie, définissent ces faits distinctifs comme suit:

« Tout d'abord, ces hommes [les Kurdes qui sont les victimes des migrations forcées], dans la pleine acceptation du terme, devait rendre compte de la migration vers la ville sans aucune préparation. Contrairement aux ex-migrants, les hommes du Sud-est qui n'avaient pas de communication avec la ville, ont vécu un processus de migration comme une rupture. Par cette migration, ce qui est justement appelée *traumatisante* par Sema Erder, une masse énorme illettrée, docile et qui n'avaient aucune chance de se préparer pour les situations possibles, ont afflué vers les villes. Ces personnes, qui se sont précipités aux villes d'une manière involontaire et dans les conditions

²⁸ On doit considérer que la grande base de la structure sociale de la société kurde est définie par la paysannerie sans terre au lieu des familles de petits producteurs -en particulier dans les parties du sud de la région.

essentiellement indéterminées, ont pris la position profonde dans le système de la pauvreté à tour de rôle, et d'autres groupes d'immigrants ont tiré des avantages de leurs inconvénients. (...) Les inspections à Sultanbeyli, et sur toute la ville d'Istanbul ainsi, prouvent évidemment que cette migration traumatique du Sud-est a fournie la force de travail à bas prix pour l'urbanisation de la Turquie pendant les dernières 10-15 années. Nos études à Sultanbeyli certifient également qu'en plus d'être la force de travail à bas prix, ces gens étaient au bas de la hiérarchie du pouvoir dont il est établi entre les pauvres urbains (les perdants du système). La façon dont la mobilisation urbaine a créé le gagnant du système, la migration massive du Sud-est a créé le perdant du système, ainsi. » (Işık et Pınarcıoğlu, 2001:173)

En ce qui concerne la société kurde, la dynamique de l'urbanisation, qui ressemble à la ruée des « masses du travail libre » aux villes de l'Europe médiévale, tout en sévissant les structures culturelles statiques appuyant à plusieurs siècles, a également laissé les Kurdes à l'étreinte impitoyable des réseaux informels des relations de production capitaliste, qui se sont construites à l'ouest de la Turquie. Dans le même champ d'application, l'augmentation des flux de capital participant à la démolition des structures agricoles dans la région, a créé le résultat de l'intégration constructive de la région kurde aux rapports de production capitalistes. Dans ces circonstances, nous présentons deux résultats essentiels de l'expérience de la migration forcée / involontaire des Kurdes en Turquie axées sur les Kurdes: cette expérience a politisé et appauvrit les Kurdes. En d'autres termes, nous pouvons dire que la pauvreté, en tant que la facette la plus attrayante liée au contexte urbain de la question kurde, s'est structuralisée pour les Kurdes.

Dans la littérature des sciences sociales d'aujourd'hui, il n'existe pas d'une définition parfaite de la pauvreté, ce qui est totalement convenue (Şenses, 2001: 62). De plus, les critères, les méthodes d'analyse et les outils similaires proposés pour la mesure de la pauvreté sont les prolongements des contextes idéologiques à travers lesquelles l'analyste parle. Comme elle peut également être le cas pour d'autres questions, dans les études de la pauvreté -et surtout celles à propos de la pauvreté urbaine-, nous pouvons discuter que le point de vue de l'observateur continue de changer l'observé. Cette relation entre l'observateur et l'observée serait très déterminante dans une étude portant sur les Kurdes et la pauvreté.

Outre que les problèmes méthodologiques / épistémologiques causés par l'utilisation extensive des méthodes statistiques / mathématiques dans les études de la

pauvreté, nous croyons que toute recherche que l'on pourrait tenter d'effectuer sur la pauvreté, que la population déplacée des Kurdes est confrontée dans les villes, sera confrontés à plusieurs obstacles critiques dès le début. C'est un travail très difficile de distinguer les conditions des Kurdes migrants de l'ensemble des données générales appartenant aux masses pauvres vivant dans les villes de la Turquie, indépendamment de leur origine ethnique. En Turquie, la question « *quelle est votre langue maternelle?* » n'est pas encore posée dans les recensements officiels de population ou dans les enquêtes établies par l'Institution statistique de la Turquie (TÜİK – *Türkiye İstatistik Kurumu*) et par conséquent, aucune donnée scientifique ne peut être obtenue, sauf les données estimées grossièrement. En raison de ces obstacles méthodologiques, il n'est pas possible -encore- d'aborder directement par les données quantitatives aux questions telles que la stratification, la dépossession et les processus de la stratification que la population kurde urbaine expérimente.

En raison de toutes ces barrières mentionnées ci-dessus, il devient une obligation pour les études sur cette question d'être basées sur les observations subjectives propres du chercheur plutôt que sur les données quantitatives. Par exemple, même si il est possible d'obtenir les tableaux de répartition du revenu de la population kurde vivant à Istanbul à partir des diverses études de terrain et à partir des données d'enquêtes réalisées par TÜİK, cette ensemble de données ne refléteront suffisamment pas la réalité objective précise, aussi. Par conséquent, les approches qui sont soulignées par Fikret Şenses et qui sont développées pour surmonter les problèmes qui découlent de l'application du seuil de pauvreté pourraient entrer en vigueur pour le contexte des Kurdes et de la pauvreté:

« Certaines études indiquent l'absurdité de la détermination du seuil de pauvreté en adoptant l'approche que la pauvreté est visible. Selon cette approche, sans aucune tentative supplémentaires à la recherche et à mesurer, certains segments sociaux peuvent être conclus à être pauvres en observant seulement leurs conditions de vie et des mœurs. Par exemple, dans une étude menée au Kenya, il est conclu que la moitié de la population dans la capitale Nairobi vit dans des 'zones pauvres' manquant de l'infrastructure générale, des services publics et de la base juridique, et la pauvreté est 'extrêmement visible' dans plusieurs zones urbaines. » (Şenses, 2001: 87)

Une autre remarque de Şenses sous le même titre qui est plus pertinent pour notre étude laisse entendre que « les obsessions méthodologiques » ont un potentiel à déplacement de la connaissance sur la question de la pauvreté.

« La pauvreté est facilement observable dans de nombreux pays d'une façon qui n'exige pas des efforts de mesure détaillée. On peut faire valoir que les efforts [sur la question de la mesure] sont non seulement incapables de nous fournir des résultats plus précis en particulier dans les pays sous-développés, mais aussi elles ouvrent la voie à la menace du déplacement croissant des intérêts à partir des causes et des méthodes de résolution de la pauvreté à des méthodes de mesure technique. Ainsi, choisir les mesures simples en particulier lorsque le but est de déterminer les tendances principales dans le niveau de pauvreté sera bénéfique, même si elle cause quelques données à perdre. » (Şenses, 2001: 107)

Si les « méthodes de mesure simples », mentionnés par Şenses à propos des études de la pauvreté, étaient valables -par exemple- pour la détermination de la répartition du revenu de la population kurde vivant à Istanbul, il serait sans doute possible de les utiliser. Toutefois, il est même impossible d'utiliser ces outils de mesure simples dans notre étude pour les raisons indiquées au début. On ne peut pas obtenir les renseignements précis sur ni le nombre de Kurdes, ni les parties de la ville où ils vivent, par des voies officielles. Ainsi, sous le titre de Kurdes et de la pauvreté, les chiffres régionaux deviennent plus réalistes et plus frappantes. Au sein des relations actuelles de dominance, le résultat le plus probable des processus de l'urbanisation et de la modernisation régionale est la cristallisation des conflits de classe à la suite de l'approfondissement des relations de production.

Même si nous ne disposons pas des recherches compréhensives sur les facteurs sociopolitiques et économiques qui divisent la société kurde en différentes classes, diverses études qualitatives menées par des institutions non-gouvernementales nous permettent d'avoir un aperçu sur les priorités qui se changent lentement appartenant aux Kurdes vivant dans la région et dans les grandes villes. La première impression qui pourrait être obtenu à partir de ces études est la suivante: alors que le fait de sous-développement de la région comme une réalité objective rend les Kurdes à maintenir leur vie dans un cycle constant de la pauvreté; en interaction avec ce fait, les Kurdes qui sont migrés aux grandes villes de la Turquie entrent dans le même cycle de la pauvreté, tandis que son contexte est différent.²⁹ Le

²⁹ Pour plus d'informations sur le titre de la pauvreté urbaine et les Kurdes, voir Erdoğan, 2002; TESEV, 2006a.

paragraphe suivant du rapport intitulé « Les priorités sociales et économiques dans l'Anatolie de l'Est et du Sud-est » soutient cette impression et présente un portrait saisissant de la région:

« Au cours des entretiens menées dans les quartiers pauvres de Van, nous avons appris que les femmes travaillent dans les fermes de betteraves ou à la nettoyage d'un bâtiment pour un salaire quotidien de 5 YTL, et même si elles acceptent de travailler dans des emplois aussi difficiles pour des salaires aussi bas, on peut difficilement trouver n'importe quel emploi. Nous avons vu à Adıyaman qu'une jeune femme, diplômée de l'école secondaire, considérait elle-même très chanceux, car elle gagnait un « bon salaire » de 290 YTL par mois en travaillant six jours par semaine et 12 heures, parfois 18 heures, tous les jours. En outre, à Diyarbakır, nous avons écouté l'histoire d'une femme divorcée, qui avait cinq enfants qui étudient, qu'elle donne à peine les frais de subsistance de sa famille, en recevant le transfert conditionnel d'argent et une partie de l'argent que ses sœurs font par le biais de baby-sitting. Encore une fois à Diyarbakır, dans les entretiens de groupe avec les jeunes hommes, ils ont dit que tout transfert de revenu ne fournit qu'une sécurité minimale, et ce qui est vraiment importante est la capacité de travailler qui serait favoriser l'auto-confiance de la personne et l'état d'appartenance à son milieu. » (TESEV, 2006a: 130)

La conclusion de recherche de Betül Altuntaş, ce qui est présentée lors d'un symposium organisé par TESEV en 2006 intitulé « Le déplacement en Turquie et au monde », résume une longue question en une seule phrase: « *Quand on a posé la question 'qu'est-ce que la pauvreté?' aux enfants à Muğla, ils ont répondu que ces enfants qui 'ont la peau foncée, parlent une langue qu'ils ne comprennent pas et viennent d'un endroit différent' étaient pauvres. La langue de la pauvreté est maintenant connue, l'identité de la pauvreté est désormais apparente, la pauvreté est kurde* ». La recherche menée par Ahioğlu et Artar (2006) à Ankara soutient les mêmes conclusions. Les exemples similaires montrent que l'identité kurde, qui est devenu plus visible en tant que le résultat du processus de migration et d'urbanisation, crée une base appropriée pour l'ethnicisation de la pauvreté en Turquie -comme c'est le cas pour Romains. Comme Altuntaş l'indique, il est désormais insuffisant de dire « les Kurdes sont pauvres », mais, plus de ça, on peut dire que la pauvreté elle-même devenue kurde. Toutefois, ce qui distingue les Kurdes des Romains ou toutes les autres identités ethniques étiquetées comme pauvres est que l'identité kurde a un caractère politique. En se référant à la distinction faite par İçduygu, Romano et Sirkeci (1999: 994) entre les différentes ethnies en termes de d'être « politisée ou privée », nous pouvons conclure que les Kurdes constituent une ethnie « politisée » en termes de construction de leur identité.

L'apparence de la pauvreté à une base régionale est en harmonie avec les analyses du sous-développement structurelle. Selon l'étude de TESEV (2006a) sur la base du seuil de pauvreté, plus que 60% de la population régionale vit en dessous du seuil de pauvreté. Ce fossé structurel, qui est analysé dans la littérature sous le titre «disparités du développement régionales », est perçu avec tous ses aspects dans les recherches menées par les organismes publics. Les recherches menées par DPT sous le titre du « Classement des villes à l'échelle du développement socioéconomique » indiquent que près des 21 villes kurdes -avec petites exceptions- sont les villes moins avancées de la Turquie en termes de presque tous les indicateurs (Dinçer et al., 1996, 2003). Selon le tableau du produit intérieur brut (PIB) par habitant établi par TÜİK en 2001³⁰, alors que la moyenne du PIB par habitant en Turquie est 2150\$, la moyenne de la région est inférieure à 1000\$. Le taux d'utilisation de la carte verte qui est donnée à ceux qui n'ont pas de la sécurité sociale, et dont le revenu mensuel ou la partition des revenus familiaux est inférieur au tiers du montant du salaire minimum à l'exclusion des impôts et des cotisations de la sécurité sociale, est également très élevé dans la région. Selon les données de 2007 du Ministère de la Santé, plus de 40% des 8,5 millions des citoyennes qui ont la carte verte vivent dans la région.

Un autre facteur important qui alimente le cycle structurel de la pauvreté mentionnés ci-dessus est l'insuffisance des infrastructures urbaines et rurales dans la région et les inégalités persistantes en termes des parts prises du budget central. Par exemple, tandis que les villes de la région reçoivent deux fois plus de fonds pour les dépenses de sécurité du budget central par rapport à la moyenne de la Turquie, la part que les municipalités de la région reçoivent du budget central en termes de parts de l'administration locale est la moitié de la moyenne de la Turquie (GABB, 2008: 44-48). En outre, les investissements publics qui favorisent les investissements à grande échelle centrale dans la région comme le Projet de l'Anatolie du Sud-est (GAP – *Güneydoğu Anadolu Projesi*), le niveau primitif de transport et de communication - sauf ce qui a été fait pour les besoins de l'Armée- dans la région et les statistiques très bas de l'enseignement et de la santé dans la région, tous ces déroulent « l'indice de développement humain »³¹ dans son ensemble. Dans le processus d'intégration

³⁰ Les résultats actuels de la même recherche menée par TÜİK n'ont pas encore été déclarés, par le Septembre 2009.

³¹ Les rapports de développement humain préparés périodiquement par UNDP mesurent la pauvreté selon un index de développement humain qui comporte plusieurs paramètres. Selon cet index, les villes de la région « rivalisent » avec les pays africains qui sont des ex-colonies. Voir, UNDP, 2004.

aux normes de l'Organisation mondiale du commerce avec les années 1990, la diminution des subventions à l'agriculture et au bétail a réduit le volume ces activités rurales dans la région et a provoqué l'effondrement du corps de l'économie régionale.

Les arguments, qui sont exprimés dans les études parlant à l'intérieur du discours de l'État et qui suggèrent que *la question kurde découle simplement d'inégalités économiques et du fait de sous-développement de la région*, sont produits par la compréhension contextuelle qui couvre l'ensemble de ces données. En fait, ces données (et bien sûr d'autres statistiques que nous n'avons pas pu inclure ici en raison de la portée limitée du mémoire) qui doivent être considérés comme des indicateurs, nous donnent les indices d'un nouveau développement structurel lié à cette question récente, plutôt que les origines de la question kurde en Turquie.

Nous pouvons facilement affirmer qu'aujourd'hui, les sujets de la question kurde et de la pauvreté et l'exclusion urbaine sont intimement liés, et ce sont les phénomènes, sans que l'un d'eux les autres ne peuvent pas être pleinement compris. Nous pensons que ce qui rend la question kurde distingue de tous les autres problèmes de la Turquie est cet état relationnel qui pourrait être construit entre les titres de *la pauvreté, de l'exclusion sociale / urbaine, et la violence politique*. Par conséquent, il convient de noter que du fait de la pauvreté qui est articulée à la politisation des Kurdes, la conceptualisation unidimensionnelle de la question kurde a perdu sa validité aujourd'hui et les analyses futures ne pourraient pas ignorer cette multi-dimensionnalité. Sans aucun doute, par le biais des études de terrain et des analyses plus détaillées, nous allons le voir plus clairement si ce fait est suffisamment puissant pour déterminer l'orientation future de la question kurde.

Nous pouvons résumer les conclusions que nous avons atteint dans ce chapitre dans lequel nous avons discuté la question kurde par les nouveaux paramètres paru dans le triangle de la langue, l'urbanisation et de l'identité, comme suit: La position actuelle des tentatives de réforme et les propositions de solution qui ont été limités à les domaines de la langue, la culture et les droits de l'identité individuelle sont insuffisants et, dans ce contexte, ils seront de plus en plus inefficaces. La décentralisation du langage dans le processus de formation de l'identité kurde sape les tentatives d'assimilation et, par conséquent, l'option

d'assimilation a déjà perdu son applicabilité pour l'État. Nous tenons également à ajouter à ce qui suit: Parallèlement à l'urbanisation en cours dans la région, la possibilité pour le foyer de la question kurde de renoncer progressivement à partir du paire de la culture et de l'identité, à un contexte de plus en plus territorial et axée sur les classes.

La principale conclusion qu'on peut tirer de toutes les observations juxtaposées ci-dessus est le suivant: Aujourd'hui, l'ordre des priorités de l'État sur la question kurde est en mutation. La question kurde d'aujourd'hui pour l'État, indépendamment de la lutte armée contre le PKK, qui pourrait être considéré comme une fonction du régime de sécurité physique, est empêtrée dans la question de l'ouverture d'un espace définie à l'identité kurde en Turquie, c'est-à-dire, dans l'intégration de la société kurde en Turquie avec leur identité reconnue. À cet égard, nous soutenons que l'État, qui a perdu son arsenal tactique, a besoin d'une stratégie équipés avec des nouveaux tactiques sur la question kurde, et le seul outil de solution qui peut répondre à ce besoin, c'est un projet de l'intégration nationale. Ce qui rend cela difficile, c'est le fait que l'intégration nécessite une série de réglementations qui peuvent probablement grever les capacités et les ressources sociales, politiques, économiques, juridiques, administratives et constitutionnelles du pays. Dans le chapitre suivant, on va discuter si la Turquie est prête pour cela avec ses conditions actuelles.

3. PEUT-ON INTEGRER LES KURDES DANS « UNE NOUVELLE NATION » ?

« Je suis prêt à oublier ceux qui ont fait 17 mille de meurtres non identifiés, ceux qui nous ont torturé en prison pendant des années. Pour la paix, pour la fraternité, pour un avenir libre... »

*Ahmet Türk, le 28 mai 2009
Président général du Parti de la Société Démocratique*

« Ahmet Türk, le président du PSD, a parlé récemment d'oublier'. Je sais que ce n'est pas facile d'accepter d'oublier le chagrin des martyrs, des vétérans ; de vouloir qu'ils sont oubliés. Mais, il y a une nuance très importante entre 'se souvenir' et 'ne pas oublier'. Rappelons-nous les chagrins, mais oublions-nous quelques choses. Oublions-nous afin que nous créions un pays où nos enfants ne meurent plus aux montagnes, et ne laissent au derrière plus des mères, pères, frères, amis, épouses, enfants douloureux. »

*Ertuğrul Özkök, le 19 juillet 2009
Editeur exécutif de Hürriyet*

« L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation. »

*Ernst Renan, le 11 Mars 1882
Pendant la conférence intitulée « Qu'est-ce qu'une nation? »*

Dans le premier chapitre, où nous avons discuté l'État-nation comme une catégorie historique, nous avons souligné que le concept d'intégration nationale contribue à expliquer non seulement le processus de construction des États-nations, mais aussi leur processus d'entretien et de reconstruction. Dans le cadre de ce mémoire, nous traitons le concept de « l'intégration nationale » comme l'ensemble des politiques qui consolident la formation d'États-nations au cours de l'ère postcoloniale. La raison fondamentale pour nous d'utiliser ce concept dans le cadre de ce contexte et fonction historique est de discuter des solutions possibles à la question kurde en Turquie.

Pour adapter le concept d'intégration nationale dans le contexte de la question kurde, nous avons discuté les attributs de la question kurde en Turquie dans le deuxième chapitre. Après cela, nous avons abordé la question sous la lumière des paramètres actuels et mis en évidence certaines nouvelles dynamiques. Nous avons discuté la façon dont la population kurde est devenue une question par rapport à leur langue, l'identité, l'urbanisation, la classe sociale, la pauvreté et la migration forcée, telle que nous avons examiné leurs caractéristiques démographiques. Selon cette discussion, la population kurde en Turquie diffère sur le plan démographique des autres groupes ethniques en Turquie, avec son taux de fécondité élevé, et aussi, 70% d'entre eux vivent dans leurs territoires traditionnels. Dans le contexte de l'urbanisation, les Kurdes vivent dans un cycle durable et structurelle de la pauvreté, tant à l'est et à l'ouest.

Dans le troisième et le dernier chapitre, nous allons essayer d'obtenir une synthèse de ce que nous avons discuté dans les deux premiers chapitres. Notre hypothèse essentielle dans ce chapitre est la suivante: la question kurde comme une dynamique sociopolitique rend l'organisation de l'État-nation et la souveraineté de l'État unitaire en Turquie problématique et donc les risque-t-elle. Aujourd'hui, la lutte politique et armée massive des Kurdes dans les frontières de la Turquie maintient la question à l'ordre du jour avec son hégémonie organique, qu'il a acquise dedans la société kurde. Par conséquent, la question doit être réglée « en quelque sorte », car il devait être fait dans le passé. Dans les circonstances actuelles, qui ont été décrites dans le deuxième chapitre, l'État de la République de Turquie a quatre options face à la question kurde: *l'assimilation, le mutisme / l'ajournement, la sécession et l'intégration*. Nous affirmons dans cette thèse que les autres alternatives que d'un

projet de «l'intégration nationale», sont devenues invalides historiquement et actuellement en ce qui concerne la question kurde. Comme nous verrons les raisons plus en détail ci-dessous, parmi ces quatre options, les deux premiers ont été essayées et ont échoué, et la troisième est presque impossible en raison de l'équilibre politique actuelle au Moyen-Orient et des incapacités politiques de la société kurde. Par conséquent, nous suggérons que la dernière option, l'intégration, est celui qui est le plus faisable.

Notre hypothèse essentielle pour cette dernière option est celle d'un projet d'intégration nationale, qui sera conçu et mis en pratique pour régler la question kurde en Turquie, indique un paradoxe fondamental pour la souveraineté de l'État. Ce projet, qui peut être conçu pour consolider la souveraineté de l'État qui est sur le point de se désagréger, et également pour éliminer le clivage entre les sociétés kurdes et turques, sera capable de régler les attributs de l'État de la République de Turquie en tant qu'un État unitaire et, enfin, de régionaliser la souveraineté de l'État mis en place à moyen et long terme.

Les sous-chapitres suivants examineront pourquoi les autres options sont irréalisables, puis aborderont les conditions de concevoir une option de l'intégration comme une « intégration nationale » complète qui permettra de régler les conflits. Dans ce chapitre, nous allons revoir les conditions socio-économiques et politiques (qui sont aussi été expliquée dans le deuxième chapitre) qui nous permettent de suggérer qu'une intégrité nationale-sociale-économique en Turquie, mènera à une désintégration de la souveraineté de l'État-nation en Turquie, aussi.

3.1. Diverses alternatives pour la résolution de la question kurde

La raison de notre mettant en évidence l'option d'intégration parmi les options de l'État de la République de Turquie à régler la question kurde est simplement dû au fait que les trois autres options sont irréalisables. En fait, on ne peut pas dire qu'une intégration dans un contexte que nous avons défini, existe dans les domaines *prioritaires* de la conception et l'intérêt de la souveraineté de l'État en Turquie. Les priorités classiques de l'État contre la question kurde, ont été soit à assimiler les Kurdes ou d'ignorer le problème et de garder le silence face à la revendication croissante pour la reconnaissance de l'identité. Cependant, aujourd'hui, une décennie après la capture d'Abdullah Öcalan, le président du PKK, les stratégies de gestion

classiques et les tactiques de l'État de la République de Turquie sur la question kurde sont liquidés.

L'aspect de cette proposition qui se rapporte à la tendance assimilatrice de l'État est décrit dans le deuxième chapitre de ce mémoire, où les caractéristiques démographiques de la population kurde ont été passées au crible. Comme nous l'avons mentionné dans ce sous-chapitre, la population kurde en Turquie croît relativement plus vite que les autres groupes ethniques dans le pays. D'ailleurs, environ 70% de la population kurde vit dans l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est, les zones traditionnelles des Kurdes. Par conséquent, la croissance rapide de la population et le territoire spécifique de cette population apportent une impasse aux projets d'assimilation de l'État, au début. Comme une question de fait, assimiler une telle grande population dans une telle région « pénible » a des coûts importants, comme ce fut dans le passé et l'État ne dispose toujours pas des sources suffisantes pour cela.

Toutefois, le principal facteur qui invalide l'option de l'assimilation est lié à l'organisation spécifique de l'identité kurde et plutôt que les coûts de l'assimilation. En effet, la position de la langue kurde dans la formation de l'identité kurde est devenue aujourd'hui moins central. Par conséquent, la langue n'est pas un point de soudage approprié à assimiler la société kurde dans l'identité nationale souveraine. Parce que les Kurdes construisent l'identité kurde au sein de la langue turque et avec l'instrument offert par la langue turque. En bref, autant que les Kurdes parlent, lisent, écrivent et communiquent en turc, ils acquièrent une plus grande surface de manœuvre pour développer une identité kurde. Actuellement, la langue kurde n'a pas réussi à s'institutionnaliser et à se généraliser comme le moyen de communication avec ses différents dialectes. Dans ce cas, il devient plus obscur pour l'État de remplacer la langue par autre chose et de trouver un cadre pour convaincre les Kurdes d'accepter l'identité ethnique turque. Par conséquent, dans les conditions actuelles une tentative à assimiler les Kurdes serait « fouetter un cheval mort » pour l'État.

La question de l'assimilation est très centrale au discours de la lutte politique moderne des Kurdes. Aujourd'hui, le discours critique hégémonique de la lutte politique kurde est fondé sur l'argument que l'État turque a essayé d'assimiler les Kurdes depuis la constitution de la République, et d'ailleurs, que les « Instituts de

Village », qui étaient l'un des tentatives les plus importants du régime monopartite pour une transformation sociale en Turquie, ont été généralisés dans la région kurde seulement à assimiler les Kurdes. Dans le cadre de ce mémoire, nous reconnaissons un certain niveau de précision dans cet argument, mais soulignons qu'en effet, ce qui s'est passé a été très différente de cette situation. À notre avis, au cours du processus de formation d'une identité nationale, qui a été lancé après 1923, lorsque la souveraineté nationale a été atteinte, le gouvernement kémaliste d'Ankara mis fin à son alliance avec les Kurdes, ce qui a été maintenu pendant la guerre, et a exclu les Kurdes du fondement de la nation; cependant, cette information est dépourvue de toute preuve de l'assimilation et ne signifie pas une tentative directe de l'État d'assimiler les Kurdes.

À notre avis, le problème se commence ici. Les exécutions comme la répression violente des dynamiques nationales des Kurdes en 1925, avec « la loi de livraison de calme » (*Takrir-i Sükûn*) et « le plan de la réformation de l'Est » (*Şark Islahat Planı*) et l'interdiction de la langue kurde ainsi la limiter seulement à des espaces privés, ne constituent pas un projet d'assimilation dans son ensemble. Assimilation exige l'inclusion des membres de la société devant être intégrées dans le système éducatif formel au niveau maximal, la fourniture de l'accès aux moyens de communication de la langue et la culture qui sera nationalisée, et bien sûr, le dernier mais non le moindre, l'inclusion du territoire dans le marché national après avoir éliminé l'ensemble des rapports de production précapitalistes. Cependant, elles n'étaient pas appliquées dans l'exemple de la Turquie et les Kurdes.

Considérant les 85 ans d'histoire de la République, il n'y avait pas un projet assimilation totale contre les Kurdes, qui était fondamentalement due aux restrictions financières et de personnel. Toutefois, il n'y avait pas une liquidation ou la décoloration des rapports de production précapitalistes et les réseaux de relations féodales sociales par le biais des méthodes « républicaines-révolutionnaires », non plus. Au contraire, les gouvernements ont établi des relations clientélistes avec les organisations tribales sociaux et les formes féodales de la dominance, et ont contribué à les consolider, de temps en temps. Par conséquent, les réseaux de relations féodales qui sont socialement prises en charge, ont été articulés au capitalisme et sont devenus hybrides. Tout au long de ce processus, la seule résistance contre cette forme de dominance -en dehors de l'échec des tentatives du

mouvement de gauche en Turquie, comme le Parti des travailleurs de la Turquie (TİP - *Türkiye İşçi Partisi*) ou les interventions éphémères comme les exilés après le coup d'état militaire en 27 Mai, 1960- a été seulement conduit par le PKK. Les premières attaques du PKK, dont les membres proviennent de secteurs non privilégiés de la société à la fois en 1970s et dans les années 1980, était dirigée contre les féodaux kurdes avant l'Armée turque.

Enfin il faut noter une chose dans le contexte d'assimilation : Si les Kurdes avaient été soumis à un processus d'assimilation complète, aujourd'hui, la question kurde ne serait pas avoir son poids actuel dans l'agenda ou le contexte de l'intégration ne pouvait pas être discuté. Il est hors de doute que nous n'avons pas l'intention de dire l'État républicain n'a pas eu d'intentions assimiler dans sa continuité: le nouvel État-nation républicaine avait l'intention d'assimiler les Kurdes, mais nous soulignons que le régime kémaliste échoué et n'avaient pas les moyens nécessaires pour cela, en dépit de ses intentions. Nous pouvons dire que, tant dans les périodes monopartite et pluripartite, l'État n'a jamais eu une attitude ferme et décisive vers le sujet de l'assimilation des Kurdes. On peut observer des passages entre des attitudes différentes en même temps que les gouvernements et les conjonctures changent.

L'option de *mutisme / ajournement* sur la question kurde a également devenu non valide pour l'État de la République de Turquie. Par *le mutisme / l'ajournement*, nous entendons la disposition négationniste des représentants de l'État après 1980, qui défendent le statut quo, lorsque la question kurde a été portée à l'agenda.³² Toutefois, dans les conditions actuelles, la question ne peut être remise plus en tant que l'action militaire du PKK règne encore et les conflits entraînent la mort. En effet, la mort des soldats et des guérilleros pendant les conflits, ainsi que les effets des « conflits à basse intensité » sur le budget de l'État, conduit à une plus grande distance sociale entre les sociétés turque et kurde. Les tentatives de lynchage qui semblent de pogrom contre les Kurdes vivant dans les régions occidentales de la Turquie; le déplacement de l'accent du discours de la haine pour les Kurdes du PKK en général et des phénomènes similaires ont été observées après 2000's. En outre, il n'y avait pas

³² L'un des exemples les plus explicites de cette disposition et du discours venaient de Turgut Özal, premier ministre de l'époque, qui a décrit les membres du PKK comme « bandits trouillards » juste après la première attaque armée de l'organisation le 15 août, 1984. Tant les pouvoirs civils de l'époque, comme Özal et Demirel, et les généraux qui avaient lutté contre le PKK, ont renoncé à cette disposition, mais l'État peut être dit à adopter une ligne politique qui d'abord ignore, puis sape et finalement remis la lutte politique kurde qui est consacré dans le PKK.

de tels discours violent et haineux directement à l'encontre des Kurdes et de l'identité kurde en Turquie, même pendant les années 1990 lorsque le conflit entre le PKK et l'Armée turque atteint leur apogée, et ce discours est observée à une époque où les conflits sont relativement atténués, qui indique le degré de clivage social. Ce phénomène conduit à une tendance à l'introversio et le nationalisme réactionnaire chez les Kurdes en Turquie.

Un autre facteur qui doit être ajouté ici, c'est la dynamique internationale. Présence de bases du PKK dans les frontières de l'Irak, appelle le conflit entre l'Armée turque et le PKK à un contexte international. En ce sens, l'idée du désarmement du PKK « en quelque sorte » et sa répulsion à l'extérieur des frontières de l'Irak est présenté à la Turquie dans la conjoncture internationale comme une priorité. Donc la dimension d'Irak de la question concerne les États-Unis en tant que l'allié essentiel de la Turquie, et quant à l'UE, en tant qu'un autre acteur / dynamique internationale, elle s'intéresse à la dimension concernant les régions de l'Anatolie de l'Est et du Sud-est. De plus, la disposition de l'UE parmi ces dynamiques / acteurs internationales est assez déterminante pour la Turquie. Les négociations de l'adhésion entre l'État de la République de Turquie et l'UE ont été engagées le 3 Octobre 2005, et par conséquent, les mises en garde des organismes officiels de l'UE sur la démocratisation de la Turquie sont devenues plus graves et nominaux. Les avertissements de l'UE dans ce contexte sont portés devant la Turquie par l'intermédiaire de rapports d'avancement. Par conséquent, la solution de la question kurde, qui a une dimension de la violence, est une condition *sine qua non* pour l'UE et un défi pour l'État de la République de Turquie. Tous ces facteurs que nous les avons mentionné rendent l'option de *mutisme / ajournement* afin de régler la question kurde, invalide. En fait, les tentatives de silence ou d'ajournement des institutions officielles et les décideurs de l'État ne peuvent pas être une stratégie de maintenance durable, compte tenu l'affaiblissement des liens citoyenneté chez les Kurdes.

Bien sûr, une alternative pour la solution de la question kurde est une tendance au processus de la construction de la nation pour les Kurdes, qui semble pour maintenant échoué, en vue du désengagement de la Turquie sous la direction du PKK ou d'un nouveau leader politique. Considérant cela dans le cadre du droit de l'autodétermination, une tentative de lutte par les Kurdes en Turquie d'établir un État-nation distincte de manière à réarranger les frontières de la Turquie va porter la

question kurde à un niveau différent, c'est-à-dire, à une guerre civile véritable. Dans le cadre de ce mémoire, nous reconnaissons que l'État a théoriquement cette option pour le règlement de la question kurde, mais nous affirmons qu'il est presque impossible à cause de trois raisons. Premièrement, alors que le nationalisme kurde a un tel but essentiellement et qu'il pourrait y avoir une demande énorme de vivre dans un Kurdistan indépendant, le mouvement séparatiste kurde en Turquie a peu de chances de succès pour des raisons politiques et militaires. Il n'y a pas une conjoncture appropriée aujourd'hui, ni semble être entrée dans le court ou moyen terme, de diriger la société kurde vers un mouvement d'indépendance. En outre, compte tenu de la situation sociale, économique et politique de la société kurde, le nationalisme kurde a une petite capacité de réaliser effectivement son processus de la construction nationale.

La deuxième raison c'est l'impropriété de la balance internationale des pouvoirs pour telles tentatives. Les accords qui garantissent les frontières actuelles, telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et la balance verbale des consensus dans la politique internationale, ne peuvent pas défendre une Kurdistan indépendante qui va changer les frontières de la Turquie, ce qui est un membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La troisième raison est le fait que les organismes élus et assignés, qui constituent l'État de la République de Turquie, ont les capacités politiques, économiques et militaires pour éviter tout processus qui mènera à la perte de terre. En raison de ces trois facteurs, l'option de sécession théoriquement supposée ne peut pas être mise en pratique pour régler la question kurde. Toutefois, cela ne change rien au fait que les tendances politiques séparatistes survivent à la société kurde -bien qu'à des niveaux très basiques pourtant- et cela ne signifie pas que la Turquie ne sera pas soumise à la pression de la conjoncture internationale « à appliquer les réformes démocratiques ». La dernière option, l'option de l'intégration, semble être la seule option réalisable / possible pour résoudre la question kurde. Le sous-chapitre va discuter l'option d'intégrer la société kurde en Turquie, en tant qu'un concept du projet de l'intégration nationale, et insister sur les effets restructurant de cette option sur la forme unitaire de l'État de la République de Turquie.

3.2 Les Kurdes et l'État unitaire

La problématique que nous proposons dans ce sous-chapitre peut être considérée comme l'une des problématiques de ce mémoire. La question c'est ça: à la phase actuelle, quel pourrait être le stimulus psycho-sociale, qui favorisera les Kurdes en Turquie de prendre du recul de leurs tendances séparatistes historiques et actuelles, et comment peut-on rendre ce stimulus effective dans l'arène politique actuelle? Pour expliquer plus en détail cette question, nous devons rappeler que la sérénité brève après l'arrestation d'Öcalan, le chef du PKK, en 1999, n'a pas été conclue dans un processus de solution permanente, qui a ravivé la dynamique de violence dans la région, en 2004. Après 5 ans, aujourd'hui, avec les effets directrices de la conjoncture internationale, la question du désarmement du PKK et l'élimination des conditions de l'état d'urgence dans la région ont monté. Cela signifie à terme, une « normalisation » de la société de la Turquie, qui comprend les Kurdes ainsi, par le règlement de la question kurde par des moyens pacifiques. Toutefois, la question que nous aimerions mettre en évidence avec notre problématique ici c'est le fait que les tendances séparatistes historiques des Kurdes se deviennent de plus en plus indépendantes du PKK et plus incontrôlables. En fait, ces tendances, qui semblent faire marche arrière avec le PKK, sont à la fois historique et incompatible avec le discours politique flou et pragmatique du PKK. Par conséquent, la prévention d'une hégémonie éventuelle des aspirations à la construction nationale chez les Kurdes, qui, dans son ensemble, consolide leur dynamique pour la sécession de la société de la Turquie, devient un élément central de la solution de la question kurde. En effet, la dimension aggravante de la question kurde comme un problème ethno-politique est le fait que les Kurdes vivent dans une unité territoriale.

Dans le sous-chapitre précédent, nous avons essayé d'expliquer par quels moyens la question kurde ne peut pas être réglée. A partir de maintenant, nous allons discuter de l'intégration nationale, que nous suggérons comme la seule option pour l'État, par rapport à la structure unitaire de l'État de la République de Turquie. Tout d'abord, il convient de souligner que l'intégration nationale que nous utilisons ici est une station, ce qui vise à réorganiser le réseau social et politique, dans la ligne modernisatrice (Mahmud II - Abdulhamid II - M. Kemal Atatürk) de la Turquie. Dans l'ensemble, les politiques en faveur de l'oppression de la dynamique nationale kurde, qui se fondent sur la négation de l'identité kurde au cours du processus de

modernisation républicaine, visant à l'intégration nationales. Toutefois, l'échec de celle-ci suggère l'intégration nationale en une autre forme. En bref, il s'agit d'une tentative de l'État à apprivoiser et à rendre plus dépendante les dynamiques nationales de la modernisation kurde, qui est devenu un problème ethno-politique et transformée en une lutte d'identité. Par conséquent, l'intégration nationale est devenue actuelle en Turquie comme une nouvelle reconstitution nationale.

Si nous pouvons parler du concept d'intégration par rapport à la question kurde d'aujourd'hui, cela est dû au fait que la tendance séparatiste, qui est le contraire de l'intégration, est devenu très visible dans le contexte des relations ethnopolitiques. La définition du dictionnaire de l'intégration est « *l'action d'incorporer un ou plusieurs éléments étrangers à un ensemble constitué, d'assembler des éléments divers afin d'en constituer un tout organique* », qui définit de manière suffisante le phénomène qui nous impliquent. Si l'on définit la séparation comme les différences transpirant entre deux éléments spécifiques et la croissance de ces différences l'encontre de leurs points communs, l'intégration implique la constitution d'un nouvel ensemble qui indique quelque chose de plus qu'il n'y en simple somme de ces deux éléments.

Pour le dire en termes plus concrets, la revendication de l'identité kurde définie pour plus d'espace en Turquie sur les règles constitutionnelles et au niveau social, conduit à transpirer les différences de cette identité de l'identité souveraine, et donc une dynamique de conflits sur le plan social émerge par des expressions d'identités politisées ethniques dans la vie quotidienne. Ce phénomène, qui peut aussi bien être interprété comme la sustentation ou une l'invitation mutuelle de nationalismes, pose les jalons pour un état réactionnaire où le clivage entre les groupes ethniques kurde et turque pousse.

En effet, plusieurs études ont démontré que « l'union indissociable » entre les populations kurde et turque fondée sur les « intermariages », qui a été souligné jusqu'aujourd'hui, ne reflète pas la réalité essentielle. Gündüz-Hoşgör et Smits (2002), basée sur les données de TNSA-1993 et de TNSA-1998, se sont penchés sur les habitudes et les tendances d'intermariages entre les groupes ethniques turque et kurde dans trois cohortes consécutives [avant 1976/ 1976-1988/ 1989-1998]. Selon les conclusions de ces études, « *à la fois l'homogamie ethnique et l'homogamie éducationnelle diminuent considérablement au cours de la période étudiée. (...) En*

ce qui concerne les deux formes de l'homogamie, nous pouvons conclure que la société turque est devenue un peu plus ouverte entre the1960s et 1990. » (Gündüz-Hoşgör et Smits, 2002: 430). D'autre part, les auteurs notent ce qui suit dans leurs conclusions:

« Malgré l'augmentation des intermariages Turc - Kurde dans les dernières décennies, le nombre de couples mixtes est encore assez faible. Au début des années 1990 que de 3 pour cent de tous les mariages où les partenaires turcs et / ou kurdes ont été impliqués ont été mélangés selon les groupes ethniques. Regardant uniquement au petit groupe, nous voyons que, à cette époque, pas plus de 10 pour cent des Kurdes épousent un partenaire de l'autre groupe ethnique. Surtout à l'Est du pays et dans les zones rurales les attachements primordiaux et la conscience ethnique semblent encore être très forte. » (Gündüz-Hoşgör et Smits, 2002: 431)

Comme l'étude réalisée par Gündüz-Hoşgör et Smits l'indique, l'augmentation du taux des mariages mixtes entre les groupes ethniques turcs et kurdes, peut être considérée comme un résultat du processus de modernisation et de migration rapide. D'autre part, il peut être vu que, après l'année 2000, l'effet positif du processus de modernisation sur le taux de mariages mixtes a pallié. Koç et al. (2008), basée sur les données de TNSA-2003, affirment ce qui suit:

« Quand le changement dans le niveau des mariages mixtes est comparée, fondée sur TNSA-1993 et TNSA-2003, le pourcentage de femmes kurdes mariées à des maris turcs a même diminué dans la période de 10 ans. » (Koç et al, 2008: 455)

Comme on peut le voir ici, la baisse du taux de mariages mixtes entre les populations turques et kurdes après 2000 peut être considérée comme un indicateur des distances sociales en augmentation entre les deux groupes sociaux et de l'affaiblissement de l'intégration sociale. Dans le chapitre précédent, nous avons souligné que la question a un aspect territorial, étant donné que la majorité de la société kurde ne vit pas dans l'ouest, mais dans la partie orientale de la Turquie, qui est leur territoire traditionnel. Un autre indicateur qui appuie cet argument peut être la tendance du mouvement migratoire vers l'ouest, chez les Kurdes. Bien que les données publiées par TÜİK reflètent le taux net de migration dans les régions, le fait que ces données ne sont pas sensibles aux identités ethniques annule toute analyse fondée sur des chiffres simples. Toutefois, divers témoins non-numériques et les récits des Kurdes de différents secteurs, fournissent de nombreux indices sur la question. Dans son article intitulé « *Les tentatives de lynchage a pris le sud-est se*

retirer en elle-même: les migrations ont cessé » où le phénomène ci-dessus est discuté avec les figures de TÜİK, Mustafa Sönmez contient des observations très intéressantes:

« La semaine dernière, j'ai visité Diyarbakır pour la quatrième fois cette année, et j'ai pris contact avec certains résidents de la ville, qui disait souvent: 'Il est d'accord ici, nous sentons en sécurité et en paix...' (...) Les données démographiques et le phénomène donnent des signaux des incidents qui encouragent ceux qui soutiennent l'inimitié entre les peuples turc et kurde. Les Kurdes se retirent des villes de l'ouest dans leur patrie ou renoncent à leurs intentions de migrer vers l'ouest, et peu à peu perçoivent les régions développées de la Turquie comme des endroits peu sûrs et dangereux. » (Sönmez, 2008)

Par conséquent, quand il s'agit de la question de l'intégration des groupes kurdes et turcs ethniques comme deux unités différentes, le niveau d'intégration devrait viser à une nouvelle vision de l'identité sociale qui sera acceptée par tous et qui sera établie à un point supérieur à transcender les visions d'identité de ces deux groupes ethniques qualitativement, plutôt qu'à une vision sociale limitée qui couvre déjà ces groupes quantitativement. Lorsqu'il sera mis en avant comme tel, il peut être considéré que la question de l'intégration des Kurdes *en pays*, est assez simple pour être réglée par voie d'une réforme de la Constitution de 1982 afin d'ouvrir les canaux de l'expression ethnoculturelle pour les Kurdes ou par la consolidation des pouvoirs administratifs des gouvernements locaux. Cependant, la question est une nouvelle vision de l'identité nationale et un processus de reconstruction.

Par conséquent, le nœud sur la question kurde qui a été noué par différents acteurs politiques c'est le nœud de l'intégration nationale, et lorsque ce nœud sera dénoué, la question kurde sera réglée, ainsi. Pour le dire plus explicitement, la société kurde, à la phase actuelle, se situe quelque part entre l'intégration à la Turquie d'une manière qu'elle va réorganiser l'État et la société avec toutes ses structures de classes et des divisions politiques, et le refus de l'intégration, tout comme le refus de l'assimilation, afin de pousser leur l'identité définie kurde sur la voie de la construction de la nation. En conclusion, les résultats de ces deux options seront le même: le règlement de la question kurde.

Un projet d'intégration nationale, qui sera développé en relation à la question kurde en Turquie exige certaines réorganisations. Cela signifie de développer en général la capacité des dynamiques sociales, politiques et économiques du pays, et

celle des groupes ethniques turcs et kurdes en particulier pour s'adapter à l'ordre constitutionnel, administratif et politique réarrangé. Compte tenu de la composition des classes dominantes, il peut être prévu que l'État de la République de Turquie donnera la priorité aux arrangements économiques, tels que la réorganisation du régime de répartition des sources publiques et la consolidation de l'infrastructure matérielle de la région, en prenant des mesures pour éliminer les disparités régionales, ou accroître les capacités des prêts pour les investissements régionaux. D'ailleurs, l'État dispose d'instruments pour créer un espace politique où les Kurdes y seront limitées tout début, grâce à l'application de certaines réformes fondamentales politiques et administratives qui engageront l'ensemble du pays. Bien sûr, la préparation psychologique des groupes ethnopolitiques turc et kurde pour ce processus, nécessite une mobilisation des médias et des instruments similaires.

En bref, les éléments de base du contenu concret de l'intégration nationale peuvent être regroupés comme le développement économique et social de la région où vit la population kurde et la démocratisation de la vie civile et politique en Turquie par des réformes constitutionnelles, judiciaires et administratives en général. Cependant, ce mémoire n'entrera pas dans les détails des instruments de réforme que ce projet d'intégration nationale possède / doit posséder.³³ Dans ce cadre, nous discuterons certains obstacles et paradoxes structurels qui se rapporte à *quelque* solution intégrationniste qui peut être évolué pour la route que nous avons défini, plutôt que de discuter des exigences concrètes constitutionnelles, judiciaires, administratives et économiques d'un projet national d'intégration qui peuvent être développée pour résoudre la question kurde en Turquie. Nous tenons à souligner deux problèmes structurels de base par rapport à l'intégration des Kurdes dans le cadre d'une nouvelle société en Turquie, compte tenu des conditions données de la société kurde. La première c'est la pauvreté et les rapports de classes dans la société kurde, et le second c'est le cadre territorial de la question.

Ces deux questions, qui sont -à notre avis- structurelles, sont positionnés comme suit dans le contexte de la question kurde et l'intégration nationale: Dans la

³³ La principale raison pour cela c'est le contexte du projet de l'intégration nationale que nous avons décrit ci-dessus: ce projet se déroulera sur la base des priorités et des capacités d'un gouvernement parlementaire qui procédera à sa demande dans le cadre des relations établies de la dominance dans le pays, plutôt que par des feuilles de route qui sera établi immédiatement. Par conséquent, l'obscurité de la composition politique et idéologique d'un tel gouvernement parlementaire annule la nécessité de fixer les détails d'un projet éventuel d'intégration nationale.

phase finale, l'intégration des Kurdes en Turquie, comme une reconstruction nationale, vise à obtenir la loyauté et le consentement des Kurdes à l'autorité nationale de la Turquie. Ainsi, les Kurdes obtiendront le droit d'une nouvelle citoyenneté de la Turquie avec leur *propre* identité grâce à un contrat social basé sur une nouvelle constitution. Toutefois, l'intégration nationale prend ultimement un contexte de classe, et les rapports de dominance en Turquie seront impliqués dans les contradictions de classe inhérentes de la société kurde. C'est-à-dire, pour autant que les relations données de dominance soient supposées valides, le processus d'intégration nationale impose la présence d'une classe capitaliste kurde et les classes moyennes kurdes qui vont coopérer avec les classes dominantes actuelles. En outre, il y a la question d'obtenir le *consentement* des secteurs pauvres, qui constituent de grandes masses dans la société kurde. Par conséquent, les rapports de classes et la pauvreté dans la société kurde sont remis en question dans le contexte de l'intégration nationale.

L'aspect territorial de l'intégration découle du positionnement de la société kurde sur l'espace comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent. La population kurde vit principalement dans les régions orientales de la Turquie et en relation étroite les uns avec les autres. Par conséquent, le problème comme une question ethnopolitique a un contexte territorial. Ici, nous voudrions souligner que les projets naïve multiculturels et les prescriptions qui ont été proposées jusqu'à présent pour résoudre la question kurde en Turquie sont devenues dysfonctionnelles à leur début, car ils ont ignoré la spécificité / l'aspect territoriale de la question kurde et ont-ils fait des suggestions dedans un l'autonomie culturelle non-territoriale. Toutefois, le problème est essentiellement territorial et il est appuyé également par les antagonismes de classe. Par conséquent, un projet d'intégration nationale, qui sera développé pour résoudre la question kurde doit regarder au-delà de ces perspectives de solution culturelles non-territoriaux qui sont invalides. Dans le sous-chapitre, nous allons étudier les contradictions présentées au-delà de cette perspective.

3.2.1. La terre et la pauvreté

En 1964, İlhan Tekeli, qui était alors à un nouveau chercheur à DPT, est allé en une voyage à travers 20 villes avec une équipe, qui a été chargé d'élaborer un plan régional pour de l'Anatolie de l'Est et du Sud-est. Plus tard, il a publié ses impressions du voyage dans la revue *Yön*, qui a été la publication de gauche la plus importante de l'époque, avec le titre « Notre problème d'orient dans la perspective d'un sociologue » en série sans aucune signature. Dans son article publié dans le numéro 90 de *Yön*, le 18 Décembre, 1964, Tekeli demandait: « *Dans quelle mesure la Turquie est-elle constituée une unité?* » Tekeli répond à la question comme suit:

« On a toujours dit que la Turquie est une 'unité indivisible'. Il s'agit d'une cible qui a été fixé à atteindre plutôt que l'expression d'une situation définie. Malheureusement, l'État n'a apporté aucune suggestion sur cette question qui constitue un problème social. Réalisation de l'unité ou, en d'autres termes, l'intégration de l'Orient à l'Occident, requiert une analyse des raisons qui divisent cette unité et de l'ordre divisé. » (Tekeli, 2008: 111)

En disant « les raisons qui divisent cette unité », Tekeli implique les phénomènes de la pauvreté et du développement inégal que nous mettons en évidence ici. En fait, dans les parties suivantes de son article, il affirme que les raisons pour le sous-développement de la région peuvent être trouvées dans l'analyse des réseaux de relations sociales féodales dans la région. Aujourd'hui, nous pensons que ces réseaux de relations ne sont pas aussi essentiels à la question autant que Tekeli définit. Dans ce cadre, la dynamique principale qui divise « l'unité sociale de la Turquie » doit être recherchée dans les motifs ethnopolitiques et socioéconomiques plutôt que dans la féodalité. L'analyse de la pauvreté de la société kurde en relation avec les rapports de production féodaux est assez faible, alors que l'analyse de la pauvreté urbaine et les lois sur le développement inégal du capitalisme est assez forte.

Diverses études ont indiqué que les Kurdes vivent dans un état de pauvreté chronique à la fois dans la région où ils mènent une vie autochtone et dans les autres régions où ils ont migré vers, et que les relations informelles deviennent très répandus dans toute action qui vise à briser cette chaîne (TESEV, 2006a, 2006b; Adaman et Keyder, 2006). La pauvreté de la population kurde est devenue structurelle parce que la structure, dans laquelle ils ont été impliqués rapidement et

sans défense pendant la période de conflit, a été déterminée par les rapports de production capitaliste et par sa phase néolibérale, où la loi du développement inégal ont été appliquées, et la seule position pour les Kurdes était de «prendre la garde.» L'exclusion sociale et urbaine et la marginalisation ne sont que les résultats visibles de la transformation structurelle dont nous avons parlé ; comme, ils ne peuvent pas avoir des raisons pour qu'il *en soi*. L'implantation des Kurdes dans les espaces urbains a eu lieu dans un processus qui peut être comprise dans une hiérarchie des obligations, plutôt que comme des préférences. Par conséquent, la dynamique sélective d'implantation urbaine de Kurdes, qui ont été victimes de la migration forcée / involontaire, et leurs stratégies d'adhérer aux secteurs marginaux vont en parallèle comme deux dynamiques qui se nourrissent mutuellement.

Par conséquent, l'une des solutions pour les masses Kurdes qui sont liés par les chaînes de la pauvreté structurelle, est de sortir de cette structure. Ceci est le lien fondamental qui relie le contexte de la classe de la question kurde à son contexte territorial (et l'une des questions que ce mémoire tente de répondre): Est-ce que « l'ordre établi » en Turquie peut supprimer toutes les revendications socioéconomiques des Kurdes (comme changer de classe et élever dans la hiérarchie sociale) à travers son organisation actuelle de l'État unitaire ou est-ce qu'il peut soulager ces revendications avec des promesses de l'égalité culturelle et politique sur la base de la citoyenneté constitutionnelle réformée? En toutes les sociétés hiérarchisées sans aucune question ethnopolitique, l'équilibre des préférences politiques des classes inférieures flâne entre l'égalité absolue et les demandes individuelles de changer de classe, qui est semblable aux préférences de la société kurde d'aujourd'hui, qui musarde entre séparer fondamentalement de la Turquie et intégrer d'une certaine façon dans la société de Turquie. Ainsi, dans toutes les sociétés de classes, les luttes idéologiques contradictoires pour l'hégémonie essayent d'organiser le consentement des classes moyennes et inférieures par le biais de différents instruments, et de même, les luttes contradictoires pour l'hégémonie nationale en Turquie visent à organiser le consentement des classes moyennes et populaires à travers différents instruments.

L'État de la République de Turquie, tout comme l'État ottoman sous le règne du Parti de l'Union et du Progrès (surtout après 1913), a tenté de défendre les intérêts des classes capitalistes aussi fortement que l'un de ses homologues. Par conséquent,

l'État sera en aucun cas percevoir tout projet d'intégration nationale, celle qui ne sera pas ébranler la structure actuelle des rapports de production et les relations de dominance, et le mettre en pratique à condition qu'il réponde à ces conditions. Dans ce cas, ce sera l'option la plus commode pour l'État de s'avancer sur les distinctions de classe qui divisent horizontalement la société kurde, et de distinguer les secteurs avec lesquelles il peut coopérer en établissant des relations qui permettront de garder ces secteurs intégrés au centre.

Par conséquent, l'État doit soutenir la dynamique d'urbanisation de la société kurde, s'il appuiera l'approfondissement de l'intégration. L'urbanisation apporte des avantages concrets pour l'intégration, comme fournir une éducation aux enfants kurde en langue turque, y compris les femmes kurdes dans les pratiques de planification familiale et l'adaptation de Kurdes vers les normes modernes dont « langue officielle » et le turc. En outre, il ouvrira la voie pour la diffusion de rapports de production capitalistes dans la région et permettre à l'État, qui sert les intérêts de la classe capitaliste de la Turquie, de généraliser les motifs pour ces intérêts à travers la région ensemble. Dans le même sens avec cela, l'approfondissement du processus d'urbanisation garantira un processus ininterrompu de l'intégration de la Turquie comme un marché, ce qui a débuté en 1950. Toutefois, en tout cas, ce processus sera inévitablement à approfondir les rapports de classes et des contradictions régionales et créera un sol concret pour les antagonismes. En ce sens, les distinctions de classe et des dispositions connexes idéologico-politiques dans la société kurde seront des paramètres fondamentaux d'un projet éventuel d'intégration nationale.

La dynamique du conflit entre les classes capitalistes et ouvrières, ce qui représentent théoriquement deux secteurs ayant des intérêts opposés, devient visible dans la région où vit la population kurde, seulement dans *la rue*, plutôt que dans les relations concrètes de travail et de classe dans les lieux de travail. Ceci est basé sur un facteur bidimensionnel. D'une part, les classes capitalistes de la société kurde, qui ne sont que dans un état embryonnaire aujourd'hui, ont commencé à se montrer pour exprimer leurs préférences historiques de droit. D'autre part, les grosses masses pauvres des Kurdes, qui viennent de secteurs formels / informels, les classes moyennes inférieures, et les chômeurs rendent leurs préférences pour soutenir le mouvement politique kurde -bien que ce mouvement essaie de mettre distant à toute

polarisation de classe. Par conséquent, bien que nous manquions de renseignements détaillés fondés sur une étude de terrain, nous pouvons noter une dernière chose sur les préférences politiques de la société kurde, qui forment la base des divisions de classes: les secteurs pauvres qui représentent les masses les plus vastes de la société kurde, sont toujours déterminants de la lutte ethno-politique qu'ils ont effectuée depuis le début des années 1980.

Par conséquent, nous pouvons suggérer que ces secteurs opposeraient à un projet d'intégration qui sera appliquées par l'État, tant que les conditions sociopolitiques et économiques données ne changent pas dans le sens positif. La classe capitaliste, qui devient visible sur le niveau de style de vie, en parallèle au développement des processus d'accumulation du capital dans la société kurde (et bien sûr, en cohérence avec leurs intérêts de classe objectifs et spécifiques), soutiendra toute option, qui tentera de lire la question kurde à l'intérieur, appartenant aux parties politiques de droite. Comme nous savons que cette option est l'AKP, qui a été au pouvoir depuis 2002, nous pouvons affirmer qu'en parallèle avec les préférences des classes dominantes en Turquie, la classe capitaliste kurde soutient l'intégration dans ses conditions actuelles, et que dans le processus qui arrive, il portera ses responsabilités pour régler la question kurde. Dans ce contexte, nous devons jeter un regard de plus près aux restrictions encore obscurs de la classe capitaliste kurde. Pour faire cela, nous allons ouvrir une parenthèse dans le sous-chapitre pour définir les données qui indiquent l'émergence d'une nouvelle classe capitaliste comme l'un des éléments de base du tableau de la société kurde, nous essayons de dessiner.

3.2.2. Le capital kurde?

La dynamique de modernisation, qui s'est accélérée dans l'Anatolie de l'Est et du Sud-est a multiplié les possibilités d'accumulation de capital et a permis la montée d'une classe capitaliste kurde à l'échelle moyenne avec plus de confiance à l'égard de l'expérience acquise. Comme théoriquement prévu, ce secteur, qui s'est levé sur divers chemins apparus après 2000, ne dispose pas d'une « perspective de la Kurdistan indépendant » à devenir leur marché protégé. Tout en portant une identité qui est marquée par les motifs traditionnels culturelle de la société kurde, cette nouvelle classe capitaliste, qui ne constitue pas littéralement une « bourgeoisie kurde », détermine leur mentalité et leurs expectations sur le contexte idéologique

fondamentale de la citoyenneté de la Turquie. Le centre politique qu'ils suivent n'est ni Erbil, ni Diyarbakır ; il est Ankara qui est le centre politique fondamental auquel ce secteur est dépendant.

Il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, les effets dévastateurs de la crise de 2001 ont été atténués à partir de 2002, et il y avait une atmosphère de marchés animés et la hausse des taux de profit. La tendance continuelle à la croissance de l'économie en Turquie et l'afflux massif de devises étrangères ont fait un effet significatif sur les activités économiques dans la région ainsi que dans la partie occidentale de la Turquie (Bağımsız Sosyal Bilimciler, 2008). C'est là que « les préférences instinctives » de la classe capitaliste kurde, qui étaient désireux de saisir parts dans le processus d'accumulation et de répartition du capital et des taux de profits élevés, sont révélées : En Turquie, le centre politique détermine la direction de l'accumulation du capital et également la distribution du revenu national entre les différents secteurs. Donc, les Kurdes, qui étaient prêts à prendre leur part dans le revenu, ont bien enchaînés à ce centre. Par conséquent, depuis 2002, la classe capitaliste kurde en développement s'est aventurée dans une coopération productive avec le pouvoir politique d'AKP, qui a coïncidé avec la conjoncture économique en transformation du pays.

La deuxième raison est la peur historique des classes capitalistes vers *hoi polloi*, c'est-à-dire, les masses. Nous pouvons suggérer que les masses, les classes populaires, qui sont considérés comme la source de toutes les maladies sociales, le mal et toute sorte de désordre par les dirigeants bourgeois dans toutes les sociétés à travers l'histoire, ont des connotations similaires en classe capitaliste kurde. De cet aspect, le mouvement politique kurde, qui est basée sur les secteurs pauvres de la société, implique des choses insupportables pour la classe capitaliste kurde, même quand ce mouvement prétend des revendications naïves culturelles ou utilise le discours inefficaces et ordinaire comme « *la solution à la question kurde, la paix, le dialogue* » etc. Le mouvement politique kurde, dans la mesure qu'il est basé sur les secteurs pauvres de la société, est perçu comme une maladie sociale-historique qui perturbe le fonctionnement du marché et tire le pays vers l'instabilité politique. Par conséquent, cette nouvelle classe s'installe elle-même dans l'univers des valeurs islamistes qui contrôle facilement les classes inférieures, tout en assumant la responsabilité des aspirations de la classe moyenne et les valeurs conservatrices

familiales, sans quitter le championnat du nationalisme kurde, qui représente les aspirations traditionnelles de la société kurde.

À la suite de l'occupation américaine en Irak en 2003, le Gouvernement régional kurde, qui est sorti de la souveraineté du régime Baath, a conduit à une excitation parmi les Kurdes de la Turquie, et que cette excitation peut être considérée comme un papier de tournesol à montrer la relation entre le caractère de classe et les préférences idéologico-politiques de la classe capitaliste kurde. Bien que le gouvernement régional kurde a été considéré comme un progrès dans la réalisation des aspirations naïfs historiques des vastes secteurs pauvres de la société kurde, l'excitation que cela a créé chez la classe capitaliste kurde, toujours avec sa caractère de classe, signifiait un héraut pour nouveaux domaines des profits. Nous pouvons affirmer que la société kurde en Turquie n'a pas (et ne peut pas avoir) une vue homogène sur le gouvernement régional kurde. Les secteurs pauvres de la société kurde ressentent une émotion que l'imagination politique pour leur propre région a été atteint dans une région symétriques, tandis que les Kurdes capitalistes et celles viennent des classes moyennes, qui ont tenu à être inclus dans ce processus d'accumulation, y voyaient quelque chose qui ont engagé leur intérêts concrètes de classe: un État moderne, avec des capacités énormes financières qui s'est levé sur les possibilités infinies commerciale dans une région prometteuse de profits élevés. Mais sans doute, la clé de ces opportunités et des profits élevés réside à Ankara. On peut dire que la classe capitaliste kurde s'est orientée au Nord d'Irak par les mêmes motivations que le Groupe OYAK comportait quand il a fait des investissements de ciment au Nord d'Irak après 2003.

Enfin, il faut souligner une chose sur la classe capitaliste kurde, qui se développe sur la différenciation des modes de vie dans la région et dans les métropoles de la Turquie: Ce secteur, qui est conscient de ses intérêts et qui va agir sur cette prise de conscience, ne constitueront pas une *véritable* « bourgeoisie kurde » dans un temps prévisible, même si c'est ce qu'ils entendent faire. Ce que Marx a dit dans un contexte différent, dans « Les Luites de Classes en France » sur l'aristocratie financière, définit le développement de cette classe: « *L'aristocratie financière, dans son mode d'acquisition, ainsi que dans ses plaisirs, n'est autre que la résurrection de la lumpenprolétariat au sommet de la société bourgeoise.* » (Marx, 1967)

3.3 La discussion finale: Quel avenir?

Afin de concrétiser ce que nous avons évoquées jusqu'à présent dans ce chapitre, une dernière question doit être posée: au cours des 30 dernières années, ce qui a changé économiquement et socialement pour les Kurdes, autre que l'acceptation de leur présence et la reconnaissance de leur identité ? La raison principale derrière cette question est une tentative de comprendre ce que la société kurde a obtenu à la fin du processus dur et sanglant de la déclaration de leur identité, à l'exception d'une identité ethnique extrêmement politisé et un espace territorial utopique dont les limites sont imprécises. Sur cette base, nous tenterons de discuter et de faire des prédictions au sujet de l'effet possible transformateur de la réalisation de quelque projet d'intégration sur la structure unitaire de l'État.

Dans ce mémoire, nous soutenons que, autre que l'acceptation de leur présence et la reconnaissance de leur identité, la seule chose qui a été changé socialement et économiquement pour la grande majorité des Kurdes au cours des 30 dernières années est le cycle de la pauvreté urbaine et rurale qui devient permanent. D'autre part, dans le même processus, une partie très limitée de la population kurde a eu l'occasion d'ascension dans la hiérarchie sociale. Ainsi, ces circonstances concrètes désavantageuses, que la grande majorité des Kurdes expérimentent, devraient être incluses dans les paramètres que toutes les tentatives d'intégration devraient prendre en considération. Toutefois, ni les gouvernements, ni leurs adversaires parlementaires n'ont pas d'une recette miracle pour briser ce cycle. Ce qui a porté ce problème crucial à l'ordre du jour du pays dans de nombreuses fois, a été le processus de négociations avec l'UE. Par conséquent, un autre point des quêtes de solution pour intégrer la société kurde dans le pays se trouve dans le processus d'intégration de la Turquie à l'UE.

Un des chapitres de négociation les plus importants devant la Turquie, qui a entamé les négociations d'adhésion avec l'UE en 2005, c'est d'élaborer un plan réaliste de développement régional en réduisant les disparités régionales de développement. Cette responsabilité est une obligation pour la Turquie non seulement de réaliser l'intégration interne, mais aussi pour réussir à l'intégration avec l'UE. Bien que la vision de l'État, qui a été façonné dans le cadre des investissements du secteur privé pour le développement de la région, est adaptée à l'UE, le véritable

problème est -malgré toutes les opportunités incitatives qu'il contenait- « l'échec » du *Programme des Régions prioritaires pour le Développement* qui a été mis en vigueur en 1983. Bien que le principal facteur qui décourage les investissements privés soit la guerre en cours dans la région, le manque des infrastructures nécessaires aux activités industrielles, est un autre motif important à l'origine du mauvais fonctionnement du mécanisme d'incitation. La principale cause de « l'échec » est l'impossibilité structurelle de cette vision. Ce fait, qui est même entré dans les rapports du Trésor turc, peut être résumé comme suit: « *Il semble impossible de parvenir à un niveau de développement durable dans le long terme avec les politiques de concurrence basée sur le travail bon marché.* » (Duran, 2002: 24). Même si l'échec de la stratégie basée sur le travail bon marché est indubitablement clair, la formule magique qui résume l'approche de développement de l'État dans la région est encore le travail bon marché. Un article qui a été proposée parmi les mesures visant à réduire les disparités de développement interrégional dans le Programme de 2008 de DPT confirme cet argument. Selon cet article, « l'implémentation du salaire minimum différencié » (ou « l'implémentation du salaire minimum régional », comme il est connu dans l'opinion publique) doit être mis en pratique pour la région. (Devlet Planlama Teşkilatı, 2007: 242).³⁴

Dans la déclaration basée sur le développement urbain intégré, embrassée par la Commission européenne en 1977, a été soulignée la nécessité de favoriser la prospérité économique et de soutenir l'égalité et la participation sociale par la participation locale dans les pays membres et candidats de la Communauté

³⁴ Il n'est pas difficile de déduire de ce point que le gouvernement actuel perçoit les régions de l'Anatolie de l'Est et du Sud-est à être « la Chine de la Turquie ». La nomination de Zafer Çağlayan, l'ex-chef de la Chambre de Commerce d'Ankara, en tant que le ministre de l'Industrie et du Commerce dans le 60^{ème} gouvernement établie après les élections de 2007, confirme cette conclusion: Çağlayan toujours parle de ce rêve « d'une Chine locale » depuis 2002. Il est même inutile de dire que le salaire minimum régional va tuer la possibilité de tout projet d'intégration à partir du début et renforcer les conflits de classe. D'autre part, on sait que le salaire minimum régional est déjà appliqué dans la région, même s'il ne dispose pas d'une base légale pour le moment. Par exemple, à Adiyaman, qui est récemment devenue en un « paradis de textiles », les salaires des travailleurs sont 250-300 YTL; afin d'éviter le paiement de primes, les travailleurs sont choisis parmi ceux qui ont des cartes vertes et la plupart des travailleurs sont des jeunes femmes qui n'ont pas de conscience politique. Ainsi, Adiyaman s'est devenu le centre de production préférée pour les usines de textile en conclusion d'un projet autour le modèle d'agglomération. Toutefois, celles qui payent la facture de cette « attaque du développement » sont les personnes qui travaillent 12-14 heures par jour dans des conditions d'esclavage. Par exemple, en 2007, une jeune fille de 14 ans, qui travaille dans une usine de filetage sans disposant d'aucune sécurité sociale, a perdu son bras dans une machine et elle est morte durant son transfert à l'hôpital. Les statistiques indiquent que tels accidents de travail sont dus à la fatigue et à l'inattention originnaire de surmenage. Pour « le miracle d'Adiyaman » voir, <http://www.undp.org.tr/Gozlem3.aspx?WebSayfaNo=906>
<http://arama.hurriyet.com.tr/arsivnews.aspx?id=6307502>

européenne. Göymen (2000), qui affirme que la Turquie, un pays dans le processus d'intégration à l'UE, a deux stratégies régionales possibles, et il décrit ces deux stratégies qu'il les caractérise d'être « conservateur » ou « radicale », comme suit:

« Par la stratégie 'conservatrice', la réforme administrative ou la restructuration peut être limitée à la délégation ou à décentralisation, en harmonie avec la tradition centralisatrice et les questions de 'sécurité' de la région du GAP. (...) Une autre possibilité dans le scénario 'conservatrice' pourrait être un organisme régional composé d'organismes locaux (ou municipalités) et du contrôle central actuel. Dans le scénario 'radicale', une décentralisation fiscale est la possibilité qui donne le droit de percevoir des taxes régionales aux unités sous-nationales établies pour financer leurs services avec une décentralisation politique et administrative qui leur donne la responsabilité directe pour répondre à divers services publics. Parmi les exigences minimales d'un transfert efficace des pouvoirs, on peut mentionner un parlement régional élu qui est dirigé par une personne autorisée directement élus par le peuple, les droits définis clairement, les fonctions et les pouvoirs de l'administration régionale, et un pouvoir adéquate de l'administration régionale pour financer ses propres activités. » (Göymen, 2000)

Il est clair que ces deux stratégies, proposées par Göymen dans le cadre du « principe de subsidiarité » de l'UE, donnent le même résultat. Ce résultat est, soit *conservatrice* ou *radicale*, la réalité que la Turquie est confrontée à l'obligation de synchroniser les revendications autonomistes des Kurdes et les négociations d'adhésion (si elle poursuivra sa voyage) avec l'UE. À cet égard, l'UE, qui est théoriquement considérée comme un facteur « externe », a commencé à devenir un facteur « interne » dans ce processus et à structurer le processus de résolution. Par conséquent, ce qui est important c'est que la perspective du développement de la région et un projet d'intégration qui marginaliserait les tendances modernes séparatistes des Kurdes sont intimement liés.³⁵

Cependant, ce qui est crucial est de savoir si l'État est en mesure de surmonter une telle difficulté. L'État doit maintenir un processus qui permettra d'intégrer les Kurdes en Turquie, tout en maintenant un autre processus d'intégration entre l'UE et la Turquie. Le titre du « développement régional » est d'une importance centrale dans les deux processus d'intégration. Ainsi, l'expectation vers le processus de développement économique et social des régions de l'Anatolie de l'Est et du Sud-est, c'est une intégration plus profonde des Kurdes à la société turque et un consentement

³⁵ Pour une analyse de scénario et une évaluation des relations UE - Turquie dans la perspective de question kurde, voir: Çelik et Blum, 2007.

plus élevé de ceux-ci à l'autorité de l'État de la République de Turquie; plutôt que d'encourager les dynamiques nationalistes de la société kurde. Toutefois, nous estimons que cet équilibre se crée un paradoxe en termes de structure de l'État unitaire de la Turquie.

Les facteurs qui rendent la relation entre le développement régional et l'intégration nationale paradoxale pour la forme unitaire constitutionnelle de l'État sont les suivantes: Premièrement, comme indiqué précédemment, l'État ne dispose pas d'un plan égalitaire et équitable du développement se rapportant à la société kurde entier. Toutes les perspectives dans la main envisagent à rendre la région un réservoir des matières premières ou du travail à bas prix. Par conséquent, ces perspectives ne contribuera pas aux Kurdes, qui vivent soit dans l'ouest ou l'est du pays, pour briser le cycle de la pauvreté dans laquelle ils vivent, au contraire (quand la loi de développement inégal du capitalisme sont pris en compte), ils favoriseront ce cycle à plusieurs égards. D'autre part, les efforts pour le développement régional vont sûrement créer une dynamique sur les activités économiques dans la région. Ainsi, ce dynamisme permettra d'approfondir les différenciations de classe entre la population kurde vivant dans la région. La mobilité sociale s'augmentant, dans la mesure où elle se transforme en une mobilisation politique, favorisera la dynamique nationaliste dans la société kurde.

Le principal résultat de la dynamique croissante du développement dans la région ne sera que les Kurdes de Turquie (indépendamment de ce qu'ils prennent des avantages économiques, sociaux et politiques) se concentreront davantage sur les régions d'Anatolie de l'Est et du Sud-est. Ce résultat a deux dimensions: la première signifie que les migrations de la région vers l'Ouest, ce qui ralentissent déjà, peuvent s'arrêter. Et la deuxièmement, ça signifie la possibilité d'une tendance pour le peuple kurde vivant aux régions occidentaux à immigrer dans la région.³⁶ Dans les deux cas, le résultat sera que les Kurdes se dirigeraient vers la région et commenceraient à présenter une répartition plus hétérogène au sein de la Turquie. Par conséquent, la situation paradoxale mentionnée ci-dessus découle de ces facteurs indépendants qui forcent la population en majorité kurde à concentrer sur la région, et qui incluent

³⁶ Parmi les facteurs qui stimulent la population kurde vivant en Occident à migrer vers l'Est, nous devrions prendre en considération non seulement les facteurs qui attirent, mais aussi celles qui repoussent, dont exemples peuvent être vus dans la vie quotidienne tels que les lynchages, les réactions racistes et l'exclusion sociale. Pour une analyse holistique sur les actes de lynchage dirigés contre les Kurdes après les années 2000, voir: Bora, 2008.

également son taux de croissance rapide, le renforcement des liens sociaux et les dynamiques de modernisation en raison de l'avancement du développement. Tous ces facteurs pourraient favoriser les revendications démocratiques de cette population et forcer ainsi la structure unitaire de l'État-nation à une transformation radicale. Avant de déterminer le sens de cette transformation, nous voudrions évoquer la question ouïghour de la Chine, qui va nous fournir de nombreux indices pour notre sujet, afin de faire une comparaison.

Dans le premier chapitre, nous avons dit que la Turquie et la Chine montrent de grandes similitudes en termes de leurs processus de modernisation. Bien qu'il n'y ait pas une source de motivation institutionnelle telle que l'adhésion à l'UE devant la Chine, elle a commencé à devenir plus intégrée au système mondial (ou les rapports de production capitalistes) depuis les années 1980. Mackerras (2004), dans son article en mettant l'accent sur les relations entre l'État chinois et les groupes ethniques en Chine, estime qu'il existe trois raisons pour l'importance des minorités en termes d'intégration nationale de la Chine. L'auteur les juxtapose comme suit: « *Leur potentiel pour l'aspiration à l'indépendance de la Chine; leur emplacement à proximité des frontières nationales de la Chine ; et les différences importantes dans les cultures de certains d'entre eux de la culture du peuple dominant Han.* » (Mackerras, 2004: 148) Mackerras suggère que la principale menace vers l'unité nationale provient des groupes ethniques d'Ouïgours et de Tibétains, parmi les 55 groupes ethniques en Chine. En outre, Mackerras souligne que le principal risque préoccupant l'État chinois est la région du Xinjiang où vit la population ouïghour, et il indique que le Xinjiang est intégré à la Chine au début du 21^{ème} siècle bien moindre qu'il en était dans les années 1980. L'auteur décrit les politiques de l'État chinois visant l'intégration du Xinjiang et du Tibet:

« Dans les deux [Xinjiang et Tibet], le gouvernement central a adopté la politique selon laquelle une économie plus prospère et plus haut niveau de vie dans ces régions se traduira par une nation plus stable et plus intégrée. L'idée est que les gens riches sont moins enclins à la révolte que les personnes pauvres. Le raisonnement politique est que les gens qui ne sont pas pauvres sont moins susceptibles de causer des problèmes ou de révolte que les personnes qui sont pauvres. » (Mackerras, 2004: 156)

D'autre part, Mackerras suggère que le développement économique, peut aussi susciter des griefs. Nous pouvons rencontrer aux griefs dans deux niveaux différents: le premier c'est celui au niveau régional, qui signifie l'augmentation des

conflits de classe au sein de la région dans laquelle les conflits ethniques sont présents, et l'autre c'est celui au niveau national fondé sur l'argument selon lequel le groupe ethnique correspondant profite du développement économique moins que le groupe ethnique dominant. Sans aucun doute, le conflit est présent dans les deux niveaux et ce n'est que la lutte des classes. Toutefois, dans un pays où les tensions ethniques sont présentes, les conflits interclasses deviennent moins visibles dans l'atmosphère d'affrontement entre groupes ethniques. Qu'est-ce Mackerras exprime pour les contextes du Xinjiang et du Tibet, est très convenables pour la relation entre la classe et la territorialité qui nous avons parlé dès le début de cette thèse:

« Tant dans le Xinjiang et le Tibet, mais surtout dans le Xinjiang, j'ai trouvé des preuves solides à l'impression que certaines minorités ressentent des Chinois quoi qu'ils fassent. Certains disent qu'ils préféreraient même à rester pauvres, si la prospérité signifiait donner du crédit aux Chinois. Ils se plaignent que les Chinois Han obtiennent beaucoup plus de bénéfices de la croissance économique que ceux des minorités. Pourtant, il y a un revers à la médaille. Par exemple, selon Rudelson il existe une classe de marchands ouïgours à Turpan, près de Urumqi, qui font très bien leur épingle de réseaux de commerce avec les Chinois Han et 'expriment des attitudes positives envers être des citoyens de l'État chinois'. Pour les minorités, l'économie est bien intégrée avec la Chine, mieux qu'à tout autre moment dans le passé. Pour la plupart d'entre eux, cela implique des attitudes positives envers l'État chinois. Mais pour certains, surtout les Ouïgours et les Tibétains, de tels sentiments sont très mitigés en effet et, avec une certaine satisfaction à l'ordre politique, la prospérité peut même engendrer des ressentiments. » (Mackerras, 2004: 157)

Comme on le voit, les relations entre l'État chinois et les Turcs ouïghours sont similaires aux relations entre l'État et les Kurdes, non seulement historiquement, mais aussi en ce qui concerne les dimensions de classe et de territorialité de la question. D'autre part, juste comme ça que les Kurdes de Turquie ont établi des liens complexes³⁷ avec les Kurdes vivant en Iraq, en Iran et en Syrie, les Turcs ouïghours ont des liens similaires avec les pays voisins de la Chine. Par conséquent, il convient de garder à l'esprit que la question ouïghour et la question kurde ont également des similitudes en termes de perspectives géopolitiques. Mackerras, tout en discutant l'importance des processus de mondialisation et de marchandisation pour les stratégies d'intégration nationale de la Chine, il compare les relations que la Chine a établi avec la Xinjiang et le Taïwan, et soutient que l'intégration a réussi plus de

³⁷ Ces liens, qui peuvent être les liens familiaux, peuvent aussi prendre la forme politique d'un « rêve d'une nation commune ».

choses à Taïwan (dont la population dominante est ethniquement Han chinoise) par rapport au Xinjiang (dont la population dominante est ethniquement Ouïghours d'origine turque):

« La libéralisation politique dans la RPC et l'intégration économique croissante de la RPC avec Taïwan, rapprochent la RPC et le Taïwan. Toutefois, ces forces semblent avoir l'effet inverse entre la RPC et le Xinjiang. En créant des inégalités économiques qui ont été atteints avec les réponses d'État inappropriées, commercialisation dans le Xinjiang exacerbe les tensions entre les fortes minorités ethniques de la province et sa population Han. En outre, la marchandisation et la mondialisation promeuvent l'intégration économique non seulement entre le Xinjiang et les autres provinces de la Chine, mais aussi entre les minorités ethniques au Xinjiang et leurs frères à travers de la frontière en Asie centrale. Ces développements font revivre les sentiments transfrontaliers de l'identité ethnique commune, qui ne sont pas favorables à l'intégration nationale de la Chine. » (Mackerras, 2004: 197)

La revendication de souveraineté de la Chine sur Taïwan est toujours présente. De même, le principe de « la Chine unique » du Taïwan et sa prétention à être le gouvernement unique légitime de la Chine sont toujours présents aussi, en tant que son « idéologie officielle » depuis qu'il a été établi par le Guomintang sous le nom de « La République de la Chine ». D'autre part, comme le souligne Mackerras, tandis que la mondialisation obtient les deux sociétés de se rapprocher par le biais des relations commerciales, elle force aussi les relations entre le Xinjiang et de Beijing à s'aggraver sur la base de conflits ethniques. Le conflit, même si elle a une étiquette ethnique, n'est pas exempt de conflits de classe qui opèrent au niveau profondeur. Par conséquent, quand le Taiwan « souverain », qui est l'une des économies les plus développées et plus compétitive du monde, mais pas officiellement reconnu, intègre plus avec la Chine, aucun problème ethnique vient au premier plan. Dans le Xinjiang, d'autre part, la société ouïghour n'a aucun pouvoir législatif souverain et la région est dirigée par un gouverneur qui est officiellement un membre représentatif du Parti communiste chinois. La dynamique du conflit soulignée par Mackerras est liée au statut de la région: les Ouïghours, qui font leur différence d'identité par rapport à celle chinoise Han explicite, appellent le territoire comme « le Turkestan oriental », et demandent-ils la souveraineté politique. Les réponses que la Chine a données à cette dynamique nationale sont parallèles à ceux de la Turquie. Ces réponses sont tout d'abord les tentatives d'assimilation, puis la migration forcée et enfin l'intégration nationale. Toutefois, il ne semble pas possible

de conclure que les politiques correspondantes de la Chine ont réussi. La région du Xinjiang est encore une région où les tensions ethniques sont beaucoup plus élevées et les actes de violence peuvent être causés par de légères tensions.

Lorsque nous reconsidérons les conflits ethniques territoriaux en général et la question kurde de la Turquie en particulier sous la lumière des relations entre la Chine et le Xinjiang, le principal problème auquel nous sommes confrontés est le suivant: il est très difficile de dire que des solutions ultimes existent pour ce genre des problèmes ethniques, quand on les regarde du point de vue de l'unité et de l'autorité de l'État souverain concerné. Ainsi, il est à noter que les tentatives des États souverains pour assurer l'intégration nationale pour résoudre ces problèmes engendrent des résultats paradoxaux. Par exemple, comme Mackerras rappelle pour le cas chinois, les Ouïghours n'ont pas intégré à l'identité nationale chinoise de plus en plus depuis les années 1980, bien au contraire, comme le temps (et le processus d'urbanisation / de modernisation) passaient, « la question ouïghour » a commencé à devenir plus important en tant qu'une question ethnopolitique et a également commencé à opposer à l'identité chinoise nationale et dominante.

N'est-il pas le même cas pour les Kurdes de Turquie? Jusqu'à l'émergence du PKK dans les années 1980, il n'est pas possible de dire que les Kurdes avaient induit un risque grave pour la souveraineté de l'État à partir de la série de soulèvements désespérés et dispersés, commencée dans les années 1920 et réprimée en 1938 à Dersim (ensuite Tunceli) d'une manière extrêmement sanglante. Les Kurdes ont pu devenir l'objet d'une tension ethnique, seulement après la fin des années 1980, non seulement dans les zones rurales, mais aussi dans les villes. En outre, comme le temps passait, c'est-à-dire, comme les Kurdes (volontairement ou non) sont devenus des urbanisés, la taille du problème est devenu plus grave. Dans le même temps, la distance sociale, politique et économique entre les Kurdes et les autres groupes ethniques et avec aussi l'autorité de l'État s'est creusée. À cet égard, ce que tout projet d'intégration devrait se faire, c'est de réduire cette distance. Nous soutenons dans cette thèse que, s'il s'agit d'un État unitaire, cette distance peut être réduite uniquement et seulement grâce à la réforme de l'organisation de l'État dans une manière radicale et structurelle ; c'est-à-dire grâce à l'adoption d'une nouvelle organisation de l'État. Parce que c'est l'État unitaire lui-même ce qui crée toutes ces distances sociales, politiques et économiques.

L'analyse de Coakley (2003) va nous aider à rendre cela plus clair. Coakley, dans son analyse sur les conflits ethniques qui se dégagent au niveau territorial, fait une liste des revendications des groupes ethniques par l'ordre chronologique et hiérarchique en quatre étapes.

« 1. Une demande *d'égalité de la citoyenneté*, allant d'un appel à l'égalité formelle devant la loi, vers une demande de mesures spéciales pour assurer l'égalité économique et sociale, éventuellement étendues à la discrimination positive.

2. Une demande *de droits culturels*, allant de l'usage symbolique de la langue minoritaire en publique (par exemple, dans la signalisation) et dans le système éducatif vers la droite à traiter des affaires avec toutes les institutions publiques par l'intermédiaire de la langue minoritaire, et le droit à recevoir une éducation à tous les niveaux grâce à son support (sous réserve de modalités pratiques d'échelle).

3. Une demande *de reconnaissance politique institutionnelle*, allant d'autonomie symbolique dans l'administration locale ou la représentation symbolique dans les institutions d'État, vers le confédéralisme et le consociationalisme à part entière.

4. Une demande *de sécession*, qui va de l'ajustement aux frontières pour permettre à la minorité doit être intégrée dans un État voisin, vers l'indépendance comme un État séparé. » (Coakley, 2003: 7)

Comme il est vu ci-dessus, la première de ces revendications est sur les droits individuels et les trois autres sont sur les droits collectifs. On sait que les Kurdes n'ont pas de problème lié à leurs droits individuels en Turquie, parce qu'ils ont automatiquement obtenu le statut de citoyenneté à part entière, car ils ont été ignorés comme une identité collective depuis la création de la République. Par conséquent, le problème se situe au niveau des droits collectifs et la résolution de la question kurde en Turquie est empêtrée dans la question de savoir dans quelle mesure ces revendications peuvent être rendus compatibles avec la structure unitaire de l'État.

Les revendications soulevées par la lutte politique kurde, ce qui semble d'être représentée aujourd'hui par le PKK, oscillent toujours entre les droits collectifs aux deuxième et troisième niveaux. Malgré cela, le caractère décisif de l'État républicaine au sujet du rejet des droits culturels non-territoriaux, n'a pas réussi à diminuer la dimension violente de la question kurde. Par conséquent, il peut être facilement affirmé que la structure unitaire de l'État a perdu progressivement sa capacité de contrôler et de résoudre la question kurde depuis les années 1980. En fait, l'État unitaire n'a pas une vision rationnelle afin de résoudre une telle question ethnopolitique urbanisée d'une manière pacifique, et d'ailleurs, c'est son mécanisme

lui-même qui ne lui permet pas. Les outils de résolution de l'État unitaire, sont per se basés sur la négation et l'assimilation des identités qui sont différents de l'identité nationale.

On peut dire que l'État unitaire a toujours une tendance à répondre à la politisation des identités éthiques (soit territoriales ou non territoriales), avec une « crainte » concrète pour la sécession. Ce qui est toujours situé dans le centre du foyer de l'État unitaire, c'est la quatrième étape dans la hiérarchie des revendications proposées par Coakley, c'est-à-dire, la sécession des groupes ethniques du pays. Ainsi, les questions ethniques sont toujours considérées dans le cadre du concept de sécurité. Comme il est suggéré par Atila Nalbant (1997),

« État unitaire, au sens étroit, est un État dans lequel un seul pays, une seule nation et une seule autorité politique et juridique existent. Cette relation de l'union à trois piliers, est entrée dans l'histoire du droit constitutionnel avec une formulation juridique essentielle : *le principe de l'indivisibilité de l'État avec son territoire et sa nation*. Cette définition juridique est fondée sur l'organisation d'État qui était apparue en France, et qui était un produit de la Révolution française et de la centralisation napoléonienne. Son principe fondamental est d'inclure le principe de l'indivisibilité de l'État / République dans la Constitution. » (Nalbant, 1997: 64)

Le handicap de l'État unitaire sur la solution des questions ethnopolitiques vient de ses propres fondements, c'est-à-dire, des principes constitutionnels sur lesquels il est fondé. Ainsi, un moyen de négociation ne peut être formé au sein de l'État unitaire doté d'une lutte d'identité politique qui ne demande aucune sécession et ne vise qu'à les droits du statu territorial, et donc l'émergence de la violence de ces problèmes ne peuvent pas être évités. Par exemple, la jurisprudence de la Cour constitutionnelle de Turquie est la preuve la plus explicite de la façon dont la structure unitaire de l'État rejette toutes les revendications des droits proposées par les groupes ethniques, et la façon stricte d'un État unitaire peut être dans les conditions dans lesquelles le pouvoir parlementaire est relativement faible. Les essais de fermeture contre les partis politiques, qui étaient les représentants de la lutte politique kurde dans les années 1990, indiquent que l'État rejette fondamentalement toutes les revendications pour une réforme territoriale. Oktay Uygun (1996) décrit la jurisprudence de la Cour sur l'État unitaire, en se référant aux divers procès de fermeture, comme suit:

« Selon la Cour constitutionnelle, l'exécution de l'autonomie, qui est fondée sur les facteurs de langue, ethniques, ou de facteurs culturels, est inconstitutionnelle: 'Bien qu'il existe des individus au sein de la nation turque qui sont d'origines différentes, toutes sont parties de l'unité de la nation turque. Les distinctions fondées sur le racisme, au lieu du fait de la 'nation turque', qui est une réalité historique, et les revendications qui modifient le caractère de la citoyenneté turque, sont invalides. *La Constitution n'est pas ouverte aux méthodes et aux formes qui conduisent à la sécession sous le couvert de l'autonomie pour les régions et l'autogestion.* » (Uygun, 1996: 139)

En résumé, l'État de la République de Turquie, dans ces conditions-là, n'a pas la capacité à résoudre la question kurde dont les caractères complexes, difficiles et compliqués sont discutés ci-dessus. Le caractère unitaire de l'État est en conflit avec toute forme de revendications d'autonomie politique. Donc, ceci toujours devient une question savoir, sur lequel chemin pourrait-il négocier avec la lutte politique kurde afin d'arriver à une résolution ; et à travers laquelle connexion pourrait-il intégrer la société kurde dans la société de Turquie. Aujourd'hui, l'identité kurde est de plus en plus acceptée dans la sphère publique, et en même temps, les Kurdes se concentrent sur leur habitat traditionnel. En considérant ces deux faits en ensemble, il ne faut pas ignorer que ces revendications en faveur des droits collectifs, pourraient renforcer la dynamique du nationalisme kurde.

Comme il est indiqué précédemment, le contenu potentiel ou les détails d'un projet d'intégration nationale ne sont pas inclus dans le cadre de ce mémoire. De même, nous ne discutons pas les résultats possibles administratifs et constitutionnels qui pourraient être créés par l'effet transformateur d'un tel projet sur la structure unitaire de l'État. Nous avons besoin des études de terrain plus détaillées afin de prévoir ces résultats. Notre principal argument sur cette question est la suivante: La structure unitaire de l'État elle-même sera un obstacle devant les tentatives de l'État afin de maintenir une nouvelle intégration nationale qui comprend la société kurde aussi, et, par conséquent, ce processus va exiger l'État qu'il se restructure. Ce qui va lier les Kurdes à un idéal de l'avenir commun et à une nouvelle identité nationale de la Turquie, c'est de leur fournir la capacité de se gouverner dans les territoires dans les frontières de la Turquie sur lequel ils vivent traditionnellement. En d'autres termes, l'intégration nationale qui implique de former un nouveau contrat avec la société kurde contient structurellement un nouveau statut territorial pour les Kurdes. Par conséquent, nous n'estimons que le projet d'intégration nationale, qui sera mis en

œuvre sous les auspices de l'État unitaire structurée simple, va transformer l'État en un État qui a une structure hybride / complexe.

Cette étude de mémoire ne donne pas de grande importance à la question de savoir comment ce contrat-là sera façonné ou comment va-t-il fonctionner. Ce qui est important pour nous, c'est que ce contrat aura *ipso facto* une tendance à corroder et à transformer progressivement les fondements de la structure unitaire de l'État. Sans surprise, tous les efforts vers le développement régional renforce la dynamique d'urbanisation / de modernisation, ce qui améliore les réflexes démocratiques de la société kurde. À cet égard, l'intégration -quelle que soit sa portée- confrontera en fin de compte l'État de la République de Turquie avec une sorte de paradoxe que nous pouvons nommer comme le « paradoxe démocratique ».

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les débats sur les sociétés hétérogènes, qui sont divisés sur les axes des identités ethniques, religieuses ou territoriales, ont créé une vaste littérature en science politique, et sur la même base, les recherches vers la résolution des problèmes ethno-politiques sont toujours continuent dans les milieux gouvernementaux et universitaires. Même si elles ont des différences significatives par d'autres cas dans le monde, il est connu que la question kurde de la Turquie et l'aventure de Kurdes à devenir une nation, ne sont pas des cas uniques. Ainsi, nous pensons que ces débats internationaux peuvent fournir des outils appropriés d'analyse et de résolution pour le cas de la question kurde.

Comme nous l'avons discuté dans le premier chapitre, l'État-nation a été confrontée à des crises sur la base des revendications de reconnaissance des identités sous-nationales. Parmi les alternatives de résolution à ces crises, les débats autour de la conception de « consociationalisme » peuvent fournir des nombreux outils de résolution / d'alternatives qui pourraient correspondre avec le contexte de l'intégration nationale dont nous avons discuté dans le cadre de ce mémoire.

« La théorie consociationnelle » (*Consociational Theory*) a été d'abord formée autour des idées d'Arend Lijphart dans son article célèbre intitulé « La Démocratie consociationnelle » (Lijphart, 2008: 25 - 42), et dans son ouvrage intitulé « La démocratie dans les sociétés plurielles » et qui est publié en 1977. Cette conception a obtenu le statut de culte et devenu la source pour divers débats dans les années suivantes dans un contexte différent. Lijphart, à partir de la fin des années

1970, a reformulé le concept de « démocratie consociationnelle » comme « le partage du pouvoir » (*power-sharing*) et il a proposé quelques principes libéraux au sujet du partage des droits de souveraineté pendant les processus de solution des problèmes ethnopolitiques. Dans la littérature des sciences politiques, les idées de Lijphart qui peuvent se résumer sous le titre de « le consociationalisme » ont été intensément débattues et ils se sont dégagés de différents modèles et d'approches.³⁸

Parmi ces approches, la notion de « partage du pouvoir complexe » (*complex power-sharing*) (Wolff, 2009) est à noter car elle implique la dimension prospective de l'affirmation que nous proposons dans le cadre de ce mémoire. Wolff (2009) examine les méthodes possibles pour résoudre les problèmes, qui engendrent des revendications pour l'autodétermination, autour de la notion de « partage de pouvoir complexe ». Il fait suggère que ce concept fait la lumière sur les questions que les théories consociationnelles ont laissé découvert: « *L'essence du partage du pouvoir complexe c'est que tels cadres institutionnels vont bien au-delà des arrangements unidimensionnelles qui offrent l'autonomie 'juste' ou le partage du pouvoir, ou les lois de droits minoritaires, ou le développement économique amélioré, etc., mais combinent une série de mécanismes différents pour répondre aux préoccupations de toutes les parties concernées.* » (Wolff, 2009: 41) Wolff suggère que ce concept est avantageux car elle rassemble les notions de « partage du pouvoir central » et de « partage du pouvoir local » dans le règlement des revendications pour l'autogouvernement territorial des territoires hétérogènes. À cet égard, « le partage du pouvoir complexe » synthétise un groupe de prémisses théoriques suggéré pour régler la dynamique des conflits ethnopolitiques.

« Le partage du pouvoir complexe se réfère à une pratique du règlement du conflit, qui a une forme de régime d'autogouvernance à son cœur, mais dont la conception institutionnelle globale inclut une gamme de nouveaux mécanismes pour l'hébergement de la diversité ethnique dans les sociétés divisées, y compris celles qui sont recommandées par les défenseurs du consociationalisme libérale, de l'intégration et de la division de pouvoir. Le partage du pouvoir complexe, donc, est le résultat de la mise en œuvre d'un régime d'autogouvernance dont le succès, en tant qu'une approche de règlement de conflit, exige une structure institutionnelle relativement complexe qui ne peut être réduite à l'autonomie / (ethno-)fédéralisme, les

³⁸ Parmi ces paradigmes et approches différents mentionnés, pour celles les plus essentielles, voir: Horowitz, 2000; McGarry et O'Leary, 2004; Sisk, 1996; Gurr, 1993; Roeder et Rothchild, 2005; O'Flynn et Russell, 2005; Weller et Wolff, 2005; Weller et Metzger, 2008; Coakley, 2003. Pour le concept de « federacy » qui doit être considéré comme une contribution importante aux débats sur le partage du pouvoir, voir: McGarry, 2007.

modèles (traditionnel) de partage du pouvoir ou de division de pouvoir. » (Wolff, 2009: 29)

Comme vu ci-dessus, « le partage du pouvoir complexe » conceptualisé par Wolff, fournit des clés extrêmement importantes pour la discussion sur les résultats possibles d'un projet possible d'intégration nationale de la Turquie visant à résoudre la question kurde. La corrélation que nous qualifions comme « le paradoxe démocratique » peut être considéré comme l'équivalent d'un nouveau type de souveraineté dans le cadre théorique fourni par Wolff. Toutefois, « le partage du pouvoir complexe » n'est que l'une des alternatives de résolution pour le conflit, et pour notre cas, il devient un outil qui pourrait venir en évidence pas dans les premières étapes ou au milieu d'un projet d'intégration nationale sous les conditions actuelles, mais dans les derniers stades. En d'autres termes, nous, dans ce mémoire, caractérisons l'intégration nationale comme l'option *la plus applicable* parmi les autres options devant la Turquie à propos la solution de la question kurde dans les conditions actuelles. Cependant, nous voulons ajouter que l'effet de transformateur d'un tel projet sur la structure unitaire de l'État est ouvert. La conception de partage du pouvoir complexe est celui qui *mérite d'être discutée plus* parmi les alternatives, à cette extrémité ouverte. Par conséquent, nous n'allons pas plus loin sur cette ligne théorique, et nous ne soulignons que la nécessité d'enrichir ce débat par des études complémentaires.

Enfin, nous pouvons revenir à la problématique que nous avons mis en avant dans le début de ce chapitre: quel pourrait être le stimulus psychosocial, qui favorisera les Kurdes en Turquie de prendre du recul de leurs tendances séparatistes historiques et actuelles, et comment peut-on rendre ce stimulus effectif dans l'arène politique actuelle? Après la discussion de ce chapitre, nous concluons que ce stimulus n'est ni seulement la promotion de l'identité constitutionnelle kurde à un statut fondateur, ni seulement l'élimination des disparités de développement régional. Nous pensons que le seul stimulus qui peut soumettre les tendances sécessionnistes des Kurdes dans un concept de la nation de Turquie n'est qu'un projet d'intégration nationale. D'autre part, nous devons souligner que se bornant à indiquer celle-ci, n'est pas suffisant. Selon nous, le facteur essentiel qui peut rendre ce stimulus valable c'est le partage de la souveraineté nationale de la Turquie, dans une nouvelle structure de l'État territorialisée *en quelque sorte*.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons discuté la question kurde en Turquie et le concept de « l'intégration nationale » comme une approche parmi d'autres efforts de résolution. À notre avis, toutes les options pour la solution de la question qui se dressent en face de l'État de la République Turquie ont échoué, mais l'exception d'un projet spécifique de « l'intégration nationale », qui va réparer les liens de citoyenneté décolorant de la population kurde et qui va gagner cette communauté au cours d'une nouvelle identité nationale de la Turquie. Pour cette raison, nous prévoyons que, dans les années à venir, on témoignera en Turquie à l'institutionnalisation de la structure sociale multiethnique et également à la reconstruction de l'État sur ce fondement social. Une telle reconstruction est ouverte et les détails doivent encore être discutés ; mais à ce stade, en tant qu'une prévision simple, nous pensons que la dynamique de reconstruction de l'hégémonie de l'État en Turquie évolue fondamentalement vers une structure étatique qui est régionale ou hybride-composé.

D'autre part, la position de l'État de la République de Turquie en tant qu'un État unitaire sur *tout* projet de résolution concernant « l'intégration nationale » de la question kurde est paradoxale. L'État ne possède pas la capacité de retarder le règlement de la question kurde comme un problème ethnopolitique qui continue à secouer le pays socialement, politiquement et économiquement et également à attiser les clivages sociaux. D'autre part, nous affirmons que cette exposition de l'État à mettre en œuvre un projet spécifique qui pourrait être considérée dans le contexte de « l'intégration nationale », ce qui est un effort pour résoudre la question et renforcer l'hégémonie de l'État, va corroder les fondements de sa formation intrinsèque unitaire et, éventuellement, va-t-elle la remodeler. Par conséquent, nous pensons que cette situation relationnelle que nous pouvons l'appeler « une paradoxe démocratique » deviendra de plus en plus explicite dans les années à venir et sera débattu plus. Ce que nous avons tenté de faire dans ce travail de mémoire est d'essayer de montrer les traces et les symptômes de cette relation paradoxale. Il ne fait aucun doute que les hypothèses et les arguments, que nous avons mis en avant ici, doivent être soutenus et contrôlés avec des nombreuses études de terrain. Nous pensons que la base pour

telles recherches est en train de se développer, et qu'un climat démocratique (au-delà des exigences financières etc., il s'agit d'un climat de recherche qui est plus accommodante légalement et socialement) qui est nécessaire afin de conduire des recherches autour de la question kurde et la société kurde sera formé dans les années à venir.

Afin d'exposer la dialectique qui définit les relations paradoxales que nous avons mentionnées, dans la dernière partie, nous tenons à résumer les résultats de l'argumentation que nous avons adoptée dès le début du mémoire. En conséquence;

Le continuum de politiques visant à la dissolution, c'est-à-dire à l'assimilation de la population kurde dans l'identité turque, qui ont été menées en Turquie depuis la fondation de la République de manière indécise et contradictoire, ont été irrémédiablement détruits à la suite de la campagne armée que le PKK a commencé dans les années suivant 1980. Main dans la main avec ce processus, l'identité kurde a fait irrévérablement de la place pour elle-même au sein de l'identité turque dominante, et cette dynamique a provoqué une crise absolue dans le processus de la création de l'État-nation en Turquie. Nous pouvons affirmer que l'approche de l'État envers la lutte des Kurdes qui est devenue particulièrement évidente dans les années 1990 et ses pratiques envers la population civile dans les territoires de conflit sont les facteurs principaux qui font le processus d'assimilation dysfonctionnel structurellement et ontologiquement.

Il faut également ajouter ce morceau de renseignements: Avec l'émergence du PKK, il a été créé une espace publique double. Puisque l'État a été incapable de refroidir les ardeurs du processus de construction d'une identité kurde par diverses réformes et mécanismes démocratiques, et, puisqu'on n'a autorisé aucune place à l'identité kurde (dans l'espace publique) afin de se développer / se réaliser, nous pouvons dire que, parallèlement à l'identité dominante, une nouvelle espace publique et une identité collective ont été formée en interagissant avec l'identité dominante. Ceci est observée comme une identité commune qui ne nécessite pas l'appropriation collective des Kurdes vivant en Turquie, et que peut être exhaustif, même quand on se contente simplement avec la définition ethnique de soi-même comme un Kurde, d'une part, et aussi, d'autre part quand on renie l'identité dominante. En bref, le sentiment de différence que les Kurdes se sentent en Turquie a évolué en un processus de la construction spécifique en raison de l'incapacité de l'État-nation de

produire une identité englobant dominante et puisque l'État répond à chaque de la revendication de la reconnaissance par la violence. En conséquence, nous pouvons dire que la phase de lutte où poursuit-on une reconnaissance fondamentale de l'identité est complètement finie pour les Kurdes. Dans le cadre de ce mémoire, nous supposons que l'émission en la langue kurde réalisée par la TRT, ce qui est une société publique, constitue une preuve suffisante.

Les données démographiques (indépendamment du contexte de l'appartenance ethnique) font remarquer que la population totale de la Turquie est sur le point d'achever son processus de la transition démographique. De nombreuses études de recherche, qui distinguent les données de la population kurde au sein de la population générale, montrent que la population kurde est loin de cette phase de transition pour diverses raisons. Par conséquent, parallèlement aux facteurs tels que les taux de natalité et de croissance élevés, les Kurdes au sein de la population de la Turquie continuent d'avancer vers un point « avantageuse » statistiquement et relativement, par rapport aux des autres groupes qui sont de différentes origines ethniques. D'autre part, les TNSA périodiques montrent que la majorité de la population kurde vit encore dans la partie orientale du pays, c'est-à-dire sur leur territoire de résidence traditionnelle, plutôt que de la partie occidentale. La signification de cela est que la région est aussi le point focal fondamental de la lutte politique kurde, avec un sens attribué « historiquement ». Par conséquent, le fait que la société kurde est concentrée ethno-démographiquement dans les régions de l'Est et du Sud-est, détourne l'état problématique de l'être un Kurde, et certainement la dynamique de la résolution, dans un contexte territorial. On peut constater que les spécificités démographiques actuelles de la population kurde indiquent les limites et les échecs de la capacité de l'homogénéisation de l'identité dominante de nation.

Parmi les paramètres contemporains de la question kurde, il a commencé à venir au premier plan ces thèmes de la pauvreté rurale et urbaine, de l'exclusion sociale, et de l'informalisation. Aujourd'hui, la société kurde vit dans un cycle grave de la pauvreté, que ce soit dans l'Est et les régions du sud ou les villes de l'Ouest à laquelle ils ont immigré. Par conséquent, nous pensons que le phénomène de la pauvreté est étroitement attaché à la politisation des Kurdes, et que, cela façonne la lutte politique kurde dans un contexte spécifique de classe, tout comme le thème de « la migration forcée ». Dans ce sens, nous sommes de l'avis que le thème de

l'urbanisation dans la société kurde (ce qui est marquée plutôt et essentiellement par les vagues de migrations forcées / involontaires des années 1990) va commencer à définir le problème kurde encore de plus en plus, et également nous aimerions à souligner que cela va de pair avec le phénomène de la pauvreté.

Comme un trait caractéristique des sociétés qui sont nouveaux dans le processus de transition démographique, dans la société kurde, ainsi, la prédominance de la population jeune au sein de la population totale est observée. C'est un phénomène qui augmente la part de la population en âge de travailler au sein de la population globale kurde, et par conséquent, donne une qualité ethnique aux titres comme l'emploi et le chômage, ce qui porte la question kurde à un contexte dépendant aux antagonismes de classes. En fait, la population kurde est relativement favorisée en termes quantitatifs, mais défavorisés en termes qualitatifs. Mis à part les faiblesses structurelles que le modèle d'accumulation du capital entraîne en Turquie, les segments de la société kurde qui se détachent des mécanismes rurales, rejoignent directement à la pauvreté urbaine et généralement attirent vers les secteurs marginaux / informels dans le cadre des diverses stratégies de l'adhésion. Toutefois, le problème c'est que les secteurs informels, qui constituent un potentiel énorme de croissance pour le capitalisme de la Turquie, perdent leur avantage progressivement et ils atteignent la fin de leurs capacités. Ainsi, la jeune population au sein de la population kurde, qui ne parvient pas à trouver une place dans les secteurs informels, confrontent inévitablement au chômage. Ainsi, étant donné que ce contexte de classe de la question kurde est en train de devenir de plus en plus visible dans les années à venir, nous pensons qu'il est possible pour les classes inférieures à être plus soulignées dans le sens politique. En bref, nous tenons à préciser que, les secteurs pauvres kurdes (bien sûr, il ne s'agit pas du prolétariat au sens formel) ont le potentiel pour être le segment qui sera propriétaire de la hauteur des revendications de la démocratie au nom de l'identité kurde.³⁹

³⁹ Même si nous avons insisté sur la dimension ethnopolitique de la question kurde, la société kurde, comme chaque société qui lutte pour son identité politique, doit choisir l'une des différentes stratégies de survie qui apparaissent sur la plate-forme qu'elle se heurte à l'identité nationale dominante ; elle doit prioriser tantôt l'un, et tantôt l'autre. S'il était possible de prétendre que les « lois » qui sont mentionnées sous le titre de « la question nationale » dans la littérature marxiste étaient applicables à la société kurde et à son expérience depuis les années 1980, peut-être, il serait facile à expliquer la signification ou l'esprit de l'histoire sociale des Kurdes, ce qui pose une exception à d'autres expériences historiques de construction de la nation sur de nombreux aspects jusqu'ici. Cependant, nous pensons que s'il s'agit des Kurdes et leur lutte politique continue, les phénomènes rencontrés englobent de nombreux éléments qui contrastent aussi avec les exemples historiques connus jusqu'à

Les Kurdes n'ont pas été assimilés dans les 85 ans après la fondation de la République, mais ils sont éloignés de la langue kurde dans la mesure qu'ils sont urbanisés. En théorie, on peut dire qu'il n'y a aucune relation particulière à ce phénomène que nous pouvons considérer dans le contexte des rapports entre l'urbanisation et l'assimilation. Cependant, ce qui est intéressant dans le contexte de la société kurde c'est que l'identité politique kurde ne s'est développée pas en kurde, mais plutôt, en turc. Le développement de la lutte politique kurde, qui est devenu massive dans les années 1980 et qui a rencontré avec les segments pauvres de la société kurde, a coïncidé historiquement avec une période où la dynamique de l'urbanisation accélérée au sein de la société kurde. De façon intéressante, parallèlement à l'affaiblissement de la culture et de la langue kurde, la lutte politique au nom de l'identité kurde a continué à développer dans la même période de temps. Par conséquent, au niveau de l'observation, nous prétendons que la langue kurde est en train de déplacer du centre de l'identité kurde.

Toutefois, enfin, cela soulève la question de savoir quel est l'élément qui structure la culture kurde. Dans le cadre de ce mémoire, nous visons à attirer l'attention sur la conscience réactionnaire des Kurdes qui est stimulée par les pratiques discriminatives tangibles et par les actes de violence dirigés contre les Kurdes. Cette conscience réactionnaire n'est que l'une des facteurs qui comblent l'espace créé par l'aliénation des aspects de la langue et de la culture de l'identité kurde dans les années 2000, mais on peut dire que cette conscience devient de plus en plus un déterminant fort multidimensionnel. Car, quand même la mention de la présence du racisme en Turquie a été évitée jusqu'à présent, aujourd'hui, nous venons à travers des pratiques racistes comme les lynchages organisées contre les Kurdes dans les régions occidentales du pays. Plus important encore, l'appui de telles pratiques par diverses organisations publiques et agents de sécurité comme on le voit dans certains exemples, et en générale, la structuration de tels discours d'une manière centrale, ces faits encouragent les Kurdes à se souvenir des diverses images appartenant aux diverses rébellions, ce qui se sont installées dans la mémoire

présent. Par conséquent, ce qui va distinguer les préférences des orientations stratégiques, qui sont disponibles pour les Kurdes (en tant qu'une société qui vit les douleurs de la construction d'une identité ethnopolitique), les uns des autres, ne peuvent pas être les décisions politiques qui sont déterminées par référence à l'une des priorités nationales ou des priorités de classe. En raison de l'incapacité à résoudre cela grâce à la médiation des rôles historiquement structurées, il semble possible de dire qu'une position politique, qui s'efforce de répondre à deux priorités dans le même temps, déterminerait le cours.

collective des Kurdes. Donc, cela apparaît comme une dynamique qui ethnicise les revendications des Kurdes même pour l'égalité sociale et économique en Turquie.

Par conséquent, nous pouvons lister quelques unes des caractéristiques importantes de l'identité kurde, qui mettent en péril et rendent critique aujourd'hui la structure unitaire de l'État et l'unité du pays comme ça : L'identité kurde, dont les aspects politiques sont plus élevées que celle des ses aspects culturels, signifie un système symbolique commun, qui s'est développée dans un processus de conflit spécifique, et qui a un potentiel politique sérieuse en matière de la séparation de la société turque.

Pour résumer, la population kurde en tant qu'un groupe ethnopolitique qui résiste à l'intégration en une identité nationale homogène, continue à l'expansion quantitative. D'autre part, l'hégémonie idéologique du mouvement politique kurde sur la population mentionné est encore valide, et le segment politique de la société kurde, dans ce sens, insiste encore dans leurs revendications concernant la reconnaissance de l'identité kurde en termes constitutionnels et dans les revendications politiques qui peuvent se traduire par une réforme régionale dans la structure unitaire du pays, en termes administratifs. Cela donne naissance à la possibilité que les politiques monistes de la République puissent aller en court terme dans un processus –concrète- de défaite en termes politiques, juridiques et sociaux.

Même si la composition d'éléments, qui appartiennent au système culturel, change contre la langue kurde dans le processus de construction de l'identité kurde, il y a des nouveaux éléments d'identité qui façonnent les réseaux de solidarité ethnopolitique. Par conséquent, les outils de réforme présentés pour la résolution de la question kurde, telles que les droits culturels, deviennent nulles. La croissance démographique, l'accélération de l'urbanisation et l'aggravation de la pauvreté, alors, peuvent apporter théoriquement des revendications démocratiques croissantes.

Ainsi, nous prétendons que, dans les temps à venir, la dynamique de l'urbanisation et les réseaux de la solidarité ethnopolitique, vont aller main dans la main dans la société kurde et vont créer une pression plus systématique et plus politisée vers la démocratisation du système administratif et politique en Turquie. Le dispositif de la résolution la plus possible et rationnelle, que l'État possède pour répondre cette pression, n'est qu'un projet d'intégration dans le contexte expliqué

dans les sections précédentes. D'autre part, sur la base de nos observations à ce jour, nous revendiquons que toutes sortes de tentatives de ce genre dirigé vers les Kurdes à la fois dans la région de l'Est et dans les régions métropolitaines de l'ouest, seront atteints avec les revendications sur une échelle de plus en plus élargissant. Ce que nous entendons par « les revendications élargissant » ce sont les processus dont nous avons parlé dans la troisième section, à travers laquelle l'hégémonie de l'État sera réorganisée, telles que « le partage complexe du pouvoir » (Complex Power Sharing).

Alors donc, tous ces arguments, que nous avons proposés, se mettent en place à nouveau la question suivante: Où en sommes-nous dans le processus de construction de l'État-nation en Turquie? Comme nous l'avons dit au tout début, dans le cadre de ce mémoire, une réponse détaillée à cette question n'a pas été recherchée; le sujet a été abordé seulement sous l'angle de la question kurde, c'est-à-dire, en partant de l'expérience de la lutte politique des Kurdes. Le mémoire a visé à souligner que cette expérience est à l'origine d'une crise dans la construction d'un État-nation et d'une identité nationale en Turquie. Le résultat auquel nous sommes arrivés à propos toutes ces lignes de faille critiques se présente comme suit: En Turquie, il n'est pas encore possible de dire que la création de l'État-nation est finie. Cependant, d'autre part, il est possible de parler de la poursuite de ce processus et qu'il est toujours en train de la construction. La raison pour cela, c'est la présence de *deux* processus de construction de la nation en Turquie, au lieu d'*un*. Ces deux processus continuent à se développer dans un environnement de conflit explicite et dans une interaction mutuelle.

Par conséquent, nous pensons que tout projet d'intégration orientée vers la société kurde visera principalement à la minimisation de l'aspect de violence de la dynamique de conflit mentionné, et éventuellement, portera à l'ordre du jour, un nouveau concept de l'identité nationale. Cependant, le problème c'est qu'il n'est pas possible de mettre ce concept avec la structure de l'État unitaire. Pour justement cette raison, l'État de la République de Turquie devrait être restructurée dans un processus pacifique.

BIBLIOGRAPHIE

- Adaman, Fikret et Keyder, Çağlar (2006) “Türkiye’de Büyük Kentlerin Gecekondu ve Çöküntü Mahallelerinde Yaşanan Yoksulluk ve Sosyal Dışlanma” *Avrupa Komisyonu Sosyal Dışlanma ile Mücadelede Mahalli Topluluk Eylem Programı 2002 - 2006 Raporu*, http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/docs/2006/study_turkey_tr.pdf
- Ahioglu, Nihal et Artar, Müge (2006) “Children and Adolescent Perception about Poverty in Turkey”, *10th Biennial Conference of the European Association for Research on Adolescence*, 2 - 6 Mayıs, Antalya, Türkiye.
- Allen, Robert L. (2005) “Reassessing the Internal (Neo) Colonialism Theory”, *The Black Scholar*, 35, 1, pp. 2 – 11.
- Amin, Samir (1988) *L’Eurocentrisme: Critique d’une Idéologie*, Anthropos, Paris.
- Andersen, Erik André et Vetik, Raivo (1999) “National Integration in Estonia: Ethnic and Regional Problems in a Transitional Society”, dans *The Nebi Yearbook 1999: North European and Baltic Sea Integration*, Hedegaard, Lars et Lindström, Bjarne (eds.), Springer, pp. 277 – 293.
- Anderson, Benedict (2004) *Hayali Cemaatler*, Metis, İstanbul.
- Andrews, Peter Alford (2002a) *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Vol. 1, Dr. L. Reichert Verlag, Wiesbaden.
- Andrews, Peter Alford (2002b) *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Vol. 2, Dr. L. Reichert Verlag, Wiesbaden.
- Arslan, Emre (2001) “Uluslararası Göç ve Yeni Irksallaştırma Biçimleri: Etnisite, Çokkültürcülük ve Diaspora”, *Praksis*, 2, pp. 204 – 248.
- Aslan, Mustafa et Pérouse, Jean-François (2003) “İstanbul: Le Comptoir, le Hub, le Sas et l’Impasse”, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 19, 3, pp. 173 – 203.
- Assmann, Jan (2001) *Kültürel Bellek: Eski Yüksek Kültürlerde Yazı, Hatırlama ve Politik Kimlik*, Ayrıntı, İstanbul.
- Aydın, Osman (2004) *Kürdistan’ın Demografisi ve Kürdistan’da Nüfus Hareketleri*, Apec Förlag, Stockholm.
- Bağımsız Sosyal Bilimciler (2008) *2008 Kavşağında Türkiye: Siyaset, İktisat ve Toplum*, Yordam Kitap, İstanbul.

- Balibar, Étienne (1993) "Ulus Biçimi: Tarih ve İdeoloji", dans *İrk – Ulus – Sınıf: Belirsiz Kimlikler*, Metis, İstanbul, pp. 109 – 134.
- Barut, Mehmet (2002) *1999 – 2001 Zorunlu Göç Raporu*, Göç Edenler Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışma Derneği [Göç-Der], İstanbul.
- Bayhan, Vehbi (2002) "Risk Toplumu", *Doğu Batı*, 19, pp. 188 - 203.
- Beck, Ulrich (1992) *Risk Society: Towards a New Modernity*, Sage.
- Behar, Cem, Işık, Oğuz, Güvenç, Murat, Erder, Sema et Ercan, Hakan (1999) *Türkiye'nin Fırsat Penceresi: Demografik Dönüşüm ve İzdişümleri*, TÜSİAD, İstanbul.
- Birch, Anthony H. (1989) *Nationalism and National Integration*, Unwin Hyman, London.
- Bora, Tanıl (2008) *Türkiye'nin Linç Rejimi*, İletişim, İstanbul.
- Bruinessen, Martin van (1984) "The Kurds in Turkey", *MERIP Middle East Report*, 121, pp. 6 – 14.
- Bruinessen, Martin van (1988) "Between guerrilla war and political murder: The Workers' Party of Kurdistan", *MERIP Middle East Report*, 153, pp. 40 – 46.
- Bruinessen, Martin van (2003) *Ağa, Şeyh, Devlet*, İletişim, İstanbul.
- Chesnais, Jean Claude (1990) *La Démographie*, PUF, Paris.
- Coakley, John (ed.) (2003) "Introduction", dans *The Territorial Management of Ethnic Conflict*, Frank Cass, London.
- Coleman, James S. et Rosberg, Carl G. (1964) *Political Parties and National Integration in Tropical Africa*, Berkeley.
- Çelik, Ayşe Betül et Blum, Andrew (2007) "Future Uncertain: Using Scenarios to Understand Turkey's Geopolitical Environment and its Impact on the Kurdish Question", *Ethnopolitics*, 6, 4, pp. 569 – 583.
- Dadrian, Vahakn N. (2004) *Ermeni Soykırımında Kurumsal Roller*, Belge, İstanbul.
- Dawisha, Adeed (2002) "Nation and Nationalism: Historical Antecedents to Contemporary Debates", *International Studies Review*, 4, 1, pp. 3 – 22.
- De Lombaerde, Philippe et Van Langenhove, Luk (2006) "Indicators of regional integration: conceptual and methodological aspects" dans *Assessment and Measurement of Regional Integration*, De Lombaerde, Philippe (ed.) Routledge.
- Devlet Planlama Teşkilatı (2007) *Dokuzuncu Kalkınma Planı - 2008 Yılı Programı*, Ankara.
- Dinçer, Bülent, Özasan, Metin et Kvasoğlu, Taner (2003) *İllerin Sosyoekonomik Gelişmişlik Sıralaması Araştırması*, Devlet Planlama Teşkilatı, Ankara.

- Dinçer, Bülent, Özaslan, Metin et Satılmış, Erdoğan (1996) *İllerin Sosyoekonomik Gelişmişlik Sıralaması Araştırması*, Devlet Planlama Teşkilatı, Ankara.
- Dreyer, June Teufel (1976) *China's Forty Millions: Minority Nationalities and National Integration in the People's Republic of China*, Harvard University Press.
- Duran, Mustafa (2002) *Türkiye'de Yatırımlara Sağlanan Teşvikler ve Etkinliği*, T.C. Başbakanlık Hazine Müsteşarlığı, Ankara.
- Erdoğan, Necmi (ed.) (2002) *Yoksulluk Halleri: Türkiye'de Kent Yoksulluğunun Toplumsal Görünümleri*, WALD Demokrasi Kitaplığı, İstanbul.
- Ergöçmen, Banu Akadlı et Türkyılmaz, A. Sinan (2004) “Tanıtım ve Metodoloji” dans *Türkiye Nüfus ve Sağlık Araştırması 2003*, Hacettepe Üniversitesi.
- Eriksen, Hylland Thomas (1993) *Ethnicity and Nationalism: Anthropological Perspectives*, Pluto Press.
- Fort, Bertrand et Webber, Douglas (2006) *Regional Integration in East Asia and Europe: Convergence or Divergence?*, Routledge.
- Foucault, Michel (1976) *Histoire de la Sexualité: La volonté de savoir*, Gallimard, Paris.
- GABB [Güneydoğu Anadolu Bölgesi Belediyeler Birliği] (2008) *Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da Sosyoekonomik Sorunlar ve Çözüm Önerileri Araştırması*, Diyarbakır.
- Gellner, Ernest (1983) *Nations and Nationalism*, Cornell University Press, New York.
- Gellner, Ernest (1999) “Adam's Navel: 'Primordialists Versus 'Modernists'”, dans *People, Nation and State: The Meaning of Ethnicity and Nationalism*, Mortimer, Edward et Fine, Robert (eds.), Tauris, London, pp. 31 – 36.
- Gerger, Haluk (1996) « Küreselleşme », *Marksist Eleştiri*, 1, pp. 12 – 26.
- Giddens, Anthony (1991) *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age*, Stanford University Press, California.
- Giddens, Anthony (1993) « Une théorie critique de la modernité avancée » dans *Structuration du Social et Modernité. Autour des Travaux d'Anthony Giddens*, Audet, M. et Bouchikhi, H. (eds.), Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, pp. 29 – 54.
- Glazer, Nathan et Moynihan, Daniel P. (1975) *Ethnicity: Theory and Experience*, Harvard University Press.
- Goldscheider, Calvin (2002) “Ethnic Categorizations in Censuses: Comparative Observations from Israel, Canada, and the United States”, dans *Census and Identity: The Politics of Race, Ethnicity and Language in National Census*,

- Kertzer, David I. et Arel, Dominique (eds.) Cambridge University Press, pp. 71 – 92.
- Göç-Der (2008) *Göç Hikayeleri: Acıyı Gören İnsan Başkasını Acıtmaz*, Gün Matbaacılık, İstanbul.
- Göktaş, Hıdır (1991) *Kürtler – 1: İsyan – Tenkil*, Alan, İstanbul.
- Göymen, Korel (2000), “Güneydoğu Anadolu’ya İlişkin Olarak Bölgesel Kalkınmada Yerel İdareciliğin Rolü”, *Bölgesel Kalkınma* içinde, TESEV, İstanbul.
- Gurr, Ted Robert (1993) *Minorities at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*, United States Institute of Peace Press, Washington.
- Gündüz-Hoşgör, Ayşe et Smits, Jeroen (2002) “Intermarriage between Turks and Kurds in Contemporary Turkey: Inter-ethnic Relations in an Urbanizing Environment” *European Sociological Review*, 18, 4, pp. 417 – 432.
- Hardt, Michael et Negri, Antonio (2001) *Empire*, Harvard University Press.
- Harvey, David (1991) *The Condition of Postmodernity: An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Wiley-Blackwell.
- Hassanpour, Amir (2005) *Kürdistan’da Milliyetçilik ve Dil (1918-1985)*, Avesta, İstanbul.
- Hechter, Michael (1974) “The Political Economy of Ethnic Change”, *The American Journal of Sociology*, 79, 5, pp. 1151 – 1178.
- Hechter, Michael (1999) *Internal Colonialism: The Celtic Fringe in British National Development*, Transaction Publishers, New Jersey.
- Hirschman, Charles (1993) “How to Measure Ethnicity: An Immodest Proposal”, dans *Challenges of Measuring an Ethnic World: Science, Politics, and Reality*, Joint Canada-United States Conference on the Measurement of Ethnicity, Washington.
- Hobsbawm, Eric (1993) “Qu’est-ce qu’un conflit ethnique?”, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 100, 1, pp. 51 – 57.
- Hobsbawm, Eric (1997) *Kısa Yirminci Yüzyıl 1914 - 1991: Aşırılikler Çağı*, Sarmal, İstanbul.
- Horowitz, Donald L. (2000) *Ethnic Groups in Conflict*, University of California Press, Berkeley.
- HÜNEE (2006) *Türkiye Göç ve Yerinden Olmuş Nüfus Araştırması*, DPT&HÜNEE, Ankara.
- Işık, Oğuz et Pınarcıoğlu, M. Melih (2001) *Nöbetleşe Yoksulluk: Sultanbeyli Örneği*, İletişim, İstanbul.

- Izady, Mehrdad R. (2004) *Kürtler: Bir El Kitabı*, Doz, İstanbul.
- İçduygu, Ahmet, Romano, David et Sirkeci, İbrahim (1999) “The Ethnic Question in An Environment of Insecurity: The Kurds in Turkey”, *Ethnic and Racial Studies*, 22, 6, pp. 991 – 1010.
- İnsan Hakları Derneği (2002), *Zorunlu Göç Raporu*, Diyarbakır.
- Jongerden, Joost (2008) *Türkiye’de İskân Sorunu ve Kürtler: Modernite, Savaş ve Mekân Politikaları Üzerine Bir Çözümleme*, Vate, İstanbul.
- Kalkınma Merkezi (2006) *Zorunlu Göç ve Etkileri: Diyarbakır*, Diyarbakır.
- Kaya, Ayhan (ed.) (2009) *Türkiye’de İç Göçler: Bütünleşme mi Geri Dönüş mü?*, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul.
- Kertzer, David I. et Arel, Dominique (2002) “Censuses, identity formation, and the struggle for political power”, dans *Census and Identity: The Politics of Race, Ethnicity and Language in National Census*, Cambridge University Press, pp. 1 – 43.
- Kocaman, Tuncer (2008) *Türkiye’de İç Göçler ve Göç Edenlerin Nitelikleri (1965 – 2000)*, Devlet Planlama Teşkilatı, Ankara.
- Koç, İsmet et Hancıoğlu, Attila (1999) “Demographic Differentials and Demographic Integration of Turkish and Kurdish Populations in Turkey” *European Population Conference: Unity in Diversity*, The Hague, 30 Août – 3 Septembre, pp. 197–198.
- Koç, İsmet, Hancıoğlu, Attila et Çavlin, Alanur (2000) “Demographic Differentials and Demographic Integration of Turkish and Kurdish Populations in Turkey” *III. Ulusal Sosyoloji Kongresi*, Anadolu Üniversitesi, 2–4 Kasım, pp. 45–46.
- Koç, İsmet, Hancıoğlu, Attila et Çavlin, Alanur (2008) “Demographic Differentials and Demographic Integration of Turkish and Kurdish Populations in Turkey”, *Population Research and Policy Review*, 27, 4, pp. 447-457.
- KONDA (2006) *Biz Kimiz?/Toplumsal Yapı Araştırması*, www.konda.com.tr.
- Kuhrt, A. (1995) *The Ancient Near East c. 3000–330BC*, Vol 2, Routledge.
- Kurban, Dilek, Yüksek, Deniz, Çelik, A. Betül, Ünal, Turgay et Aker, A. Tamer (2006) *Zorunlu Göç ile Yüzleşmek: Türkiye’de Yerinden Edilme Sonrası Vatandaşlığın İnşası*, TESEV, İstanbul.
- Lash, Scott (2000) “Risk Culture” dans *The Risk Society and Beyond: Critical Issues for Social Theory*, Adam, Barbara, Beck, Ulrich et Van Loon, Joost (eds.), Sage, pp. 47 – 63.
- Levitas, Ruth (2005) *The Inclusive Society? Social Exclusion and New Labour*, Palgrave Macmillan.

- Lijphart, Arend (2008) *Thinking about Democracy: Power sharing and majority rule in theory and practice*, Routledge
- Lyotard, Jean-François (1979) *La Condition Postmoderne*, Editions de Minuit.
- Mackerras, Colin (2004) “China’s minorities and national integration”, dans *Nationalism, Democracy and National Integration in China*, Liew, Leong H. et Wang, Shaoguang (eds.), Routledge, pp. 147 – 170.
- Marcus, Aliza (2009) *Kan ve İnanc: PKK ve Kürt Hareketi*, İletişim, İstanbul.
- Marx, Karl (1967) *Fransa’da İç Savaş*, Sol, Ankara.
- Marx, Karl (1976) *Alman İdeolojisi*, Sol, Ankara.
- Mattli, Walter (1999) *The Logic of Regional Integration: Europe and Beyond*, Cambridge University Press.
- McDowall, David (2004) *Modern Kürt Tarihi*, Doruk, Ankara.
- McGarry, John (2007) “Asymmetry in federations, federacies and unitary states”, *Ethnopolitics*, 6, 1, pp. 105 - 116.
- McGarry, John et O’Leary, Brendan (2004) *The Northern Ireland Conflict: Consociational Engagements*, Oxford University Press.
- Mutlu, Servet (1995) “Population of Turkey by Ethnic Groups and Provinces” *New Perspectives on Turkey*, 12, pp. 33–60.
- Mutlu, Servet (1996) “Ethnic Kurds in Turkey: A Demographic Study”, *International Journal of Middle East Studies*, 28, pp. 517–541.
- Nalbant, Atilla (1997) *Üniter Devlet: Bölgeselleşmeden Küreselleşmeye*, YKY, İstanbul.
- O’Flynn, Ian et Russell, David (eds.) (2005) *Power Sharing: New Challenges for Divided Societies*, Pluto Press, London.
- O’Shea, Maria T. (2004) *Trapped Between the Map and Reality: Geography and Perceptions of Kurdistan*, Routledge.
- Oakes, Leigh (2001) *Language and National Identity*, John Benjamins, Amsterdam.
- Olson, Robert (1998) *The Kurdish Question and Turkish-Iranian Relations From WWI to 1998*, Mazda Publishers, California.
- Özsoy Ali E., Koç İsmet et Toros, Aykut (1992) “Türkiye’nin Etnik Yapısının Anadil Sorularına Göre Analizi”, *Nüfusbilim Dergisi*, 14, pp. 101–114.
- Roeder, Philippe G. et Rothchild, Donald (eds.) (2005) *Sustainable Peace: Power and Democracy after Civil Wars*, Cornell University Press.
- Sartre, Jean Paul (1991) “Préface” dans *Les Damnés de la Terre*, Fanon, Frantz, Gallimard, Paris.

- Sennett, Richard (1992) *The Conscience of the Eye: The Design and the Social Life of the Cities*, W.W Norton & Co., New York.
- Sirkeci, İbrahim (2000) "Exploring the Kurdish Population in the Turkish Context", *GENUS An International Journal of Demography*, 56, 1-2, pp. 149 – 175.
- Sisk, T. D. (1996) *Power Sharing and International Mediation in Ethnic Conflict*, United States Institute of Peace Press, Washington.
- Smith, Anthony (1991) *National Identity*, Penguin, London.
- Smith, Anthony (1999) "The Nation: Real or Imagined?", dans *People, Nation and State: The Meaning of Ethnicity and Nationalism*, Mortimer, Edward et Fine, Robert (eds.), Tauris, London, pp. 36 – 43.
- Sönmez, Mustafa (2008) "Linç girişimleri Güneydoğu'yu içine kapattı: Göçler durdu", http://www.sendika.org/yazi.php?yazi_no=17623
- Stalin, Josef (1994) *Marksizm ve Ulusal Sorun ve Sömürge Sorunu*, Sol, Ankara.
- Şenses, Fikret (2001) *Küreselleşmenin Öteki Yüzü: Yoksulluk, İletişim, İstanbul*.
- Taguieff, Pierre André (1988) *La Force du Préjugé: Essai sur le Racisme et ses Doubles*, La Découverte, Paris.
- Tekeli, İlhan (1982) *Türkiye'de Kentleşme Yazıları*, Turhan Kitabevi, İstanbul.
- Tekeli, İlhan (2008) *Türkiye'de Bölgesel Eşitsizlik ve Bölge Planlama Yazıları*, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul.
- TESEV (2006a) *Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da Sosyal ve Ekonomik Öncelikler*, TESEV, İstanbul.
- TESEV Ülke İçinde Yerinden Edilme Sonrası Vatandaşlık Haklarının Yeniden Tesisi ve Rehabilitasyon Araştırma ve İnceleme Grubu (2006b) *Türkiye'de Ülke İçinde Yerinden Edilme Sorunu: Tespitler ve Çözüm Önerileri*, TESEV, İstanbul.
- TMMOB İnsan Hakları Komisyonu (2004) *Zorunlu Göç Raporu*, TMMOB, İstanbul.
- TÜİK (2008) *Türkiye İstatistik Yıllığı 2007*, Ankara.
- UNDP (2004) *Human Development Report 2004*, <http://hdr.undp.org>
- Uygun, Oktay (1996) *Federal Devlet: Temel İlkeler Kurumlar ve Uygulama*, Çınar, İstanbul.
- Wallerstein, Immanuel (1960) "Ethnicity and National Integration in West Africa", *Cahiers d'études africaines*, 1, 3, pp. 129 – 139.
- Wallerstein, Immanuel (1993) "Halklığın İnşası: Irkçılık, Milliyetçilik ve Etniklik", dans *Irk – Ulus – Sınıf: Belirsiz Kimlikler*, Metis, İstanbul, pp. 91 – 109.

- Weller, Marc et Metzger, Barbara (2008) *Settling Self-determination Disputes: Complex Power Sharing in Theory and Practice*, Martinus Nijhoff, Leiden.
- Weller, Marc et Wolff, Stefan (2005) *Autonomy, Self-governance and Conflict Resolution: Innovative Approaches to Institutional Design in Divided Societies*, Routledge, London.
- Wolff, Stefan (2006) *Ethnic Conflict: A Global Perspective*, Oxford.
- Wolff, Stefan (2009) “Complex Power-sharing and the Centrality of Territorial Self-governance in Contemporary Conflict Settlements”, *Ethnopolitics*, 8, 1, pp. 27 – 45.
- Yavuz, Sütay (2006) “Completing the Fertility Transition: Third Birth Developments by Language Groups in Turkey”, *Demographic Research*, 15, 15, pp. 435 – 460.
- Yeğen, Mesut (2006) *Müstakbel Türk'ten Sözde Vatandaşa*, İletişim, İstanbul.
- Yılmaz, Bediz (2008) “Türkiye’de sınıf-altı: Nöbetleşe Yoksulluktan Müebbet Yoksulluğa”, *Toplum ve Bilim*, 113, pp. 127 – 146.
- Yüceşahin, M. Murat et Özgür, E. Murat (2008) “Regional Fertility Differences in Turkey: Persistent High Fertility in the Southeast”, *Population, Space and Place*, 14, 2, pp. 135-158.
- Zizek, Slavoj (2002) *Kırılğan Temas*, Metis, İstanbul.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : Galatasaray Üniversitesi
Enstitü : Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı : Onur ÖZTÜRK
Tez Başlığı : INTEGRATION NATIONALE: Le Cas des Kurdes en Turquie
Savunma Tarihi : 20 Kasım 2009
Danışmanı : Doç. Dr. Yeşeren ELİÇİN

JÜRİ ÜYELERİ

Doç. Dr. Yeşeren ELİÇİN

Yrd. Doç. Dr. Hakan YÜCEL

Yrd. Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

Enstitü Müdürü
Prof. Dr. Mehmet BOLAK

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : Galatasaray Üniversitesi
Enstitü : Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı : Onur ÖZTÜRK
Tez Başlığı : INTEGRATION NATIONALE: Le Cas des Kurdes en Turquie
Savunma Tarihi : 20 Kasım 2009
Danışmanı : Doç. Dr. Yeşeren ELİÇİN

JÜRİ ÜYELERİ

Doç. Dr. Yeşeren ELİÇİN

Yrd. Doç. Dr. Hakan YÜCEL

Yrd. Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

Enstitü Müdürü
Prof. Dr. Mehmet BOLAK